Projet ONU Femmes

Rapport participatif sur
« Suivi - Evaluation de l'efficacité de
l'aide dans une perspective genre »

Cas du Maroc

Mars 2012

Equipe de recherche : LAMRANI Nouzha , TOUNSI Said

TABLES DES MATIERES

ACRONYMES.....	6
RESUME ANALYTIQUE.....	9
INTRODUCTION.....	12
1 - Contexte et Objectifs de l'étude.....	12
2 - Méthodes de recherche	13
2.1 - Une approche itérative participative, progressive et flexible pour la réalisation des sept étapes de l'étude.....	13
2.2 - Une méthodologie basée sur les principaux outils suivants :	14
3 - Définition des concepts utiles pour la recherche	14
4 - Contexte national	15
4.1 - Contexte politique et socio économique	15
4.2 - Contexte de l'égalité des genres	18
PARTIE 1 : CARTOGRAPHIE DES PRINCIPAUX ACTEURS	22
1 - La revue de la littérature sur la thématique.....	22
2 - Le contexte national.....	23
3 - L'évolution des flux d'aide et l'évaluation de l'efficacité de l'aide.....	24
4 - L'identification des principaux acteurs.....	26
4.1 - Identification des principaux décideurs	26
4.2 - Identification des principaux donneurs de l'égalité de genre	26
4.3 - Identification des principaux réseaux et ONG de développement et de femmes	27
PARTIE 2 : EVOLUTION DES FLUX D'AIDE POUR L'EGALITE DES GENRES (2005-2010).....	30
1 - Remarques introductives.....	31
2 - L'évolution des financements extérieurs par degré de concessionnalité	31
3 - Volumes de l'aide par source de financement	32
4 - Types de l'aide par nature d'affectation	32
5 - L'aide publique au développement sensible genre	33
5.1 - La coopération espagnole et les flux d'aide sensible au genre	33

5.2 - L'Union Européenne (UE) et les flux d'aide sensible au genre	34
5.3 - La Coopération belge et les flux d'aide sensible au genre.....	35
5.4 - La Coopération canadienne (ACDI) et les flux d'aide sensible au genre.....	35
5.5 - GIZ et flux d'aide sensible au genre	36
PARTIE 3 : MECANISMES DE RESPONSABILITE ET EFFORTS FAITS PAR LES ACTEURS POUR UNE EFFICACITE DE L'AIDE SELON UNE PERSPECTIVE GENRE	37
1 - Le Cadre institutionnel.....	37
1.1 - Les Décideurs et le principe de RM.....	37
1.2 - Les Bailleurs et le principe de RM	39
2. Les efforts faits par les décideurs et donneurs pour la mise en œuvre de la RM.....	40
2.1 - Les efforts faits par les Décideurs pour la mise en œuvre du principe de la responsabilité.....	40
2.2 - Les efforts faits par les donneurs pour la mise en œuvre du principe de la responsabilité.....	42
PARTIE 4 : ROLE DES ONG ET DES ONGDF MAROCAINES DANS L'AGENDA DE L'EA	44
1 - Le manque d'implication des ONG et des ONGDF dans la problématique du financement du développement.....	44
1.1 - Information, formation et activités des ONG sur l'efficacité de l'aide	44
1.2 - Participation des ONG au processus des nouvelles modalités de l'aide.....	45
1.3 - Les obstacles rencontrés et les défis à relever pour l'implication des ONG et des ONGDF dans le débat de l'EA.....	46
1.3.1 - Les obstacles essentiels relevés par les ONG :	46
1.3.2 - Les défis à relever :	47
2 - L'initiation récente au débat sur l'efficacité de l'aide/efficacité du développement par le réseau d'ONG : l'Espace Associatif	47
2.1 - Les activités sur les OMD et l'OMD 8	48
2.2 - Les consultations nationales sur l'efficacité du développement dans le cadre de l'Open Forum pour la préparation du 4 ^{ème} Forum de Haut niveau de Busan.....	49
2.2.1 - La première consultation nationale Maroc : 29-31 mai 2010.....	50
2.2.2 - La deuxième consultation nationale : De l'efficacité de l'aide vers l'efficacité de développement : Atelier de consultation des OSC et des Multi-parties 21-22 octobre 2011	52

2.3 - Les ateliers de renforcement de capacités des ONG dans le domaine de l'efficacité de l'aide.....	54
PARTIE 5 : POINTS D'ENTREE STRATEGIQUES ET OUTILS POUR EVALUER ET AMELIORER LES RESULTATS POUR L'EGALITE DE GENRE : OPPORTUNITES, POINTS D'ANCRAGE ET OBSTACLES DES NMA.....	56
1 - Etat des lieux des nouvelles modalités de l'aide au Maroc	56
1.1 - les NMA et les stratégies nationales et sectorielles	56
1.2 - Alignement entre appréciation quantitative et qualitative	57
1.3 : Opportunités de la logique des programmes axés sur les résultats	59
2 - Les points d'entrée pour l'intégration de la dimension genre dans les NMA	59
2.1 - Sur le plan des finances publiques : approfondissement des réformes	59
2.2 - Le dialogue politique	60
2.3 - Le renforcement des capacités	60
2.4 - Procédures d'analyse ex-ante.....	60
2.5 - Le suivi et évaluation	61
3 - Les NMA et leurs implications sur les ONG et les ONGDF	61
3.2 - Le rappel des faits :	61
3.2 - Les opportunités de ces NMA pour les ONG	62
3.3 - Les risques de ces NMA pour les ONG et les ONGDF.....	62
3.4 - Les propositions des ONG : paroles des ONG et des ONGDF au Maroc:	64
3.5 - Défis à relever pour les NMA	65
PARTIE 6 : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	66
Principales Conclusions	66
Principales recommandations.....	68
1 - Les recommandations à l'intention des décideurs :	68
2 - Les recommandations à l'intention des bailleurs.....	71
3 - Les recommandations pour le Forum de Busan et le SNU	71
4 - Recommandations à l'intention des ONG et ONGDF	71
PRINCIPALES REFERENCES	73
BIBLIOGRAPHIE	73
WEBOGRAPHIE.....	76

ANNEXES	79
ANNEXE I : MATRICES	79
ANNEXE II : LISTE DES ORGANISMES ET PERSONNES CONTACTEES	104
ANNEXE III : GUIDES D'ENTRETIENS	108
ANNEXE IV : LISTE DES TABLEAUX	116

ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne du développement international
ADFM	Association démocratique des femmes du Maroc
AECID	Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
AFD	Agence française de développement
AMSED	Association marocaine
APD	Aide Publique au Développement
ATMDAS	Association du 3ème millénaire pour le développement et l'action solidaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
(CBMS)	Country based monitoring System
CE	Cooperation Espagnole
DB	Direction du Budget
DP	Déclaration de Paris
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme(CSLP) : Le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DEPF	Direction des Etudes et des Prévisions financières
DESC	Droits économiques sociaux et culturels
DP	Déclaration de Paris
EA	Espace associatif ou Efficacité de l'aide
ECOSOC	Conseil économique et social Nations Unies
EG	Egalité des genres
FLDDF	Fédération de la ligue démocratique des droits des femmes
GIZ	Ex GTZ Coopération Allemande
GT	Groupe thématique
HCP	Haut Commissariat au Plan
HLF4	High Level Forum 4
IDH	Indice de Développement Humain
INDH	Initiative Nationale de Développement Humain
IPDF	Initiatives pour la protection des droits des femmes
LCVF	Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes
LF	Loi de Finances
LOF	Loi Organique des Finances
MAEC	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
MDSFS	Ministère Développement Social de la Famille et de la Solidarité
MDG	Millenium Development Goals
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MO	Module optionel
MOG	Module optionel genre
NMA	Nouvelles modalités de l'aide
NU	Nations Unies
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique

OCDE-CAD	Organisation de Coopération et de Développement Economique, Comité d'Aide au Développement.
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OSC	Organisation de la société civile
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONGDF	Organisation Non Gouvernementale pour la Défense des Droits Des Femmes
ONU Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PAA	programme d'action d'Accra
PAF	Performance Assessment Frameworks»
PAME	programme actif du marché de l'emploi
PIN	Programme indicatif national
PLF	Projet de Loi de Finances
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
REF	Rapport Economique et Financier
RM	Responsabilité mutuelle
RNB	Revenu national brut
SGFP	Système de gestion des finances publiques
SIG	Système d'information géographique
SIGMA	Support for the Improvement in Governance and Management
SNEES	Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité entre les Sexes
SNU	Système des Nations Unies
TAIEX	Technical Assistance and Information Exchange Instrument
UAF	Union de l'action féminine
UE	Union Européenne
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNIFEM	United Nations Development Fund for Women - Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.
UN INSTRAW	UN-INSTRAW pour United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women) Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

REMERCIEMENTS

Le rapport participatif sur le suivi-évaluation de l'efficacité de l'aide dans une perspective genre pour le cas du Maroc est le produit d'un effort collectif et nos remerciements vont à de nombreuses institutions et personnes qui y ont contribué de différentes manières.

Que soient particulièrement remerciés tous les membres de l'équipe ONU Femmes de Saint Domingue et de Rabat qui ont fait un apport par leurs contributions écrites ou orales sous forme d'idées, de remarques ou de propositions et par leur appui logistique tout le long de ce travail. Que soit particulièrement remerciées ici Carolina Del Campo coordinatrice de ce projet et Leila Rhiwi, Chargée du Bureau pour l'Afrique du Nord.

Nous remercions aussi très chaleureusement tous les représentantes et représentants des différents acteurs clés qui ont pris de leur temps précieux pour nous accorder des moments parfois assez longs pour les entretiens individuels, les ateliers de travail et les séminaires sans lesquels ce travail n'aurait pu être réalisé.

Que soient ici remerciées les personnes suivantes représentantes des ONG et ONGDF : Yassir OUCHEN, Saïd TBEL, Anas Hasnaoui, Aziz CHAKER, Houda Bouzit, Fatiha Roumah, Malika Jghima, Amina Kadiri, Fatema El Maghnaoui, Ameziane Nouzha, Chentouf Souad, Said Marzak, Feu Belkouh Mohamed. Un remerciement particulier à Yassir Ouchen de l'Espace Associatif.

Nos remerciements vont également aux représentantes et représentants des principaux donateurs pour l'égalité des genres au Maroc : Mme. Cristina Gutiérrez Hernández, M. Vicente Ortega, M. Filip De Maesschalck, M. Herman Boonen, Mme. Fatima El Kesri, Mme. Sandra Bareyre, M. Sefiane Benyahya, Mme. María José Moreno Ruiz, M. Asier Segurola.

Que soient ici remerciées aussi les personnes des principaux départements ministériels concernés par cette recherche : Ihnach houssine, Farhat Youness Saida Drissi, Akhellaf Ayach

Nous tenons aussi à remercier le traducteur Monsieur Khalil Dafi pour le travail réalisé.

RESUME ANALYTIQUE

La présente étude porte sur le suivi et l'évaluation de l'efficacité de l'aide dans une perspective genre au Maroc. Elle se fixe comme objectif principal la proposition de mesures susceptibles de renforcer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans le processus de financement du développement en s'appuyant sur les propositions des différents acteurs principalement les ONG et les ONGDF. L'atteinte de cet objectif nécessite l'initiation d'un dialogue politique entre les différents acteurs et le renforcement des capacités des ONG.

L'étude commence dans sa première partie par retracer la cartographie des acteurs. Elle présente le contexte national, analyse le rôle des principaux acteurs impliqués ou devant être impliqués sur la question de l'efficacité de l'aide dans une perspective genre au Maroc. Cette cartographie révèle que les conditions principales pour l'initiation d'un dialogue politique entre les différents acteurs sont favorables mais qu'il reste de nombreux défis à relever.

Cette recherche a aussi pour but de dresser une vue d'ensemble de l'évolution des flux de l'aide au Maroc depuis l'accord sur la déclaration de Paris en 2005 (**partie 2**) et ce afin de fournir des arguments et des orientations de base pour situer l'aide sensible au genre au cours du débat sur l'efficacité d'aide au Maroc.

Les données sur l'aide publique au développement ne sont pas précises puisque tantôt elles sont présentées en termes de versements tantôt en termes d'engagements. Les données fournies par la direction du budget sont insuffisantes puisqu'elles :

- nous ne renseignent pas sur la part des financements présentant un élément de libéralité au sens de la définition de l'OCDE¹ ;
- présentent de manière globale la répartition sectorielle de l'aide (elles n'indiquent pas la répartition sectorielle par source de financement) ;
- ne présentent pas les flux ventilés en aide officielle globale, aide sectorielle et appui budgétaire ;
- ignorent les flux dédiés à l'égalité genre (EG) ;
- ne comprennent pas les flux émanant des pays arabes, du Golf et de la Chine.

Enfin, il y a lieu de noter qu'il n'existe pas de statistiques des flux d'aide dédiés directement aux ONG et plus spécifiquement aux associations des droits de femmes et que les données fournies par les bailleurs sont la plupart du temps en termes d'engagements.

La **troisième partie** a pour but d'évaluer si les donateurs et le gouvernement favorisent les mécanismes d'appropriation et de responsabilité mutuelle. L'étude précise que :

- L'existence d'un cadre institutionnel propice mais perfectible ;
- Les mécanismes de mise en œuvre des réformes entamées restent à être élaborés et précisés ;
- Le processus d'évaluation par les décideurs est à ses balbutiements ;

¹ Un élément de libéralité au moins égal à 25 pour cent

- La disponibilité des informations transparentes et détaillées sur les apports d'aide alloués à l'Etat et aux ONG sont quasi inexistantes et il y a une réticence à l'accès de l'information ;
- Seulement certaines ONG sont impliquées en amont pour une consultation sur l'élaboration des stratégies pays pour prendre en compte leurs besoins ; elles ne sont pas impliquées dans le suivi/évaluation de l'aide ;
- Il n'existe pas de cadres d'évaluation transparents de l'aide allouée incluant des indicateurs de résultats sensibles au genre ;
- Le principe de responsabilité et une gestion de l'aide transparente ne sont pas respectés par les donateurs et les décideurs et ainsi il n'existe pas d'outils de redevabilité.

La **quatrième partie** escompte évaluer le rôle que les OSC jouent dans le suivi et l'évaluation de l'impact de l'aide sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Depuis la conférence d'Accra sur l'efficacité de l'aide en 2008, les ONG sont devenues des acteurs institutionnels importants dans les débats nationaux et internationaux sur le financement du développement.

Au Maroc, ce débat n'est qu'à ses débuts, et les ONG d'une manière générale manifestent peu d'intérêt pour cette question pourtant très importante dans la problématique du développement et de son financement. Les ONG de manière générale ne sont pas impliquées sur les questions du financement du développement exception faite par le réseau d'ONG « Espace Associatif » qui a commencé à initier depuis 2009 le débat à ce sujet. Mais les perspectives d'une implication importante des ONG marocaines dans le débat sur l'EA et l'EA dans le cadre d'une approche droits humains et égalité de genre (efficacité du développement) sont prometteuses puisque comme analysé ci-dessus de grands pas ont été franchis (Déclarations des OSC de Rabat, création d'un groupe de réflexion pour le travail en réseau) et ce, surtout depuis l'organisation des activités du projet ONU Femmes en partenariat avec l'Espace Associatif

La **cinquième partie** développe l'idée selon laquelle les nouvelles modalités de l'aide (NMA) ne sont pas neutres pour des perspectives sociales ou genre et tente d'imaginer de nouvelles formes d'intervention à même de venir à bout des risques inhérents de l'approche transversale. Il s'agit d'intégrer systématiquement le genre tout au long des différentes phases du cycle des politiques et des programmes: de l'analyse des problèmes au suivi et à l'évaluation, en passant par l'identification des priorités, la budgétisation et la mise en œuvre. L'implication des NMA pour les ONG et les ONGDF au Maroc comporte essentiellement des craintes et des risques et ce :

- au niveau de la diminution de leurs ressources surtout que le financement de l'EG est pris en charge essentiellement par les donateurs ;
- au niveau de la reconnaissance de leur rôle en tant qu'acteur principal de développement.

Afin de faire face à ces risques les ONG et plus particulièrement les ONGDF ont fait plusieurs propositions concrètes pour que les NMA soient favorables à l'EG.

Sur la base de ces résultats de l'étude, plusieurs recommandations sont adressées aux décideurs, bailleurs et ONG afin de contribuer à ce que l'égalité genre et l'autonomisation des femmes soient prises en compte dans le processus de financement du développement au

Maroc et afin que la Déclaration de Paris (DP) et le programme d'action d'Acra (PAA) soient mis en œuvre. Les recommandations principales sont relatives au renforcement des capacités des ONG, à la reconnaissance de celles-ci en tant que principal acteur de développement pour la réalisation de leurs droits (droit à l'information, au financement..), à la mise en œuvre des conditions pour l'application des principes d'appropriation et de responsabilité mutuelle (RM) (élaboration d'une politique nationale de développement, publication des rapports sur les flux d'aide selon les secteurs et l'EG..) et à la constitution d'un réseau d'ONG et d'ONGDF pour travailler sur la question de l'EA/efficacité du développement.

INTRODUCTION

1 - Contexte et Objectifs de l'étude

La conférence internationale sur le financement du développement à Monterrey en 2002, la déclaration de Paris en 2005, le forum d'Accra en 2008 et le consensus de Tunis pour les pays africains en 2011 ont soulevé le problème de l'efficacité de l'aide allouée aux pays en développement en soulignant la nécessité de discussion et de collaboration entre tous les intervenants : **bailleurs de fonds, gouvernements et organisations de la société civile.**

Mais les engagements pris lors de ces manifestations internationales n'ont pas donné une grande importance à l'aide allouée selon une perspective genre. L'ouverture d'**un dialogue sur l'efficacité de l'aide dans une perspective genre entre les différents acteurs intervenant dans les domaines de l'aide et de l'EG s'est avéré indispensable pour l'élaboration de propositions et recommandations dans ce débat.**

Au Maroc la réflexion sur l'efficacité de l'aide n'est qu'à ses débuts et les travaux sur cette question sont quasi inexistantes et plus particulièrement dans le domaine de l'impact de l'aide sur l'égalité de genre.

Dans ce contexte ONU Femmes veut développer des études, des recherches, un renforcement des capacités et un dialogue politique sur les engagements internationaux du financement du développement à partir d'une perspective genre

ONU femmes (Ex INSTRAW) a donc projeté de réaliser une étude sur le « Suivi et évaluation de l'efficacité de l'aide dans une perspective genre » en décembre 2010 avec l'aide financière de la coopération espagnole (MAEC).

Ce projet est actuellement mis en œuvre dans six pays (Cambodge, Mozambique, Vietnam, Pérou, Guatemala, Maroc) parmi lesquels le Maroc et a pour but de proposer des mesures susceptibles de renforcer l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans le processus de financement du développement. Pour atteindre ces objectifs une méthodologie participative a été développée par ONU Femmes comprenant 7 étapes de recherche. ²

L'objectif principal est de proposer des mesures susceptibles de renforcer l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans le processus de financement du développement au Maroc en s'appuyant sur les propositions des différents acteurs principalement les ONG et les ONGDF.³

² UN Women : Methodology for the country studies on Aid Effectiveness from a Gender Perspective, Janvier 2011

³ ONU Femmes : TDR de l'étude Maroc Mars 2011

Les objectifs spécifiques de cette étude dans le contexte du Maroc sont :

- L'identification des principaux acteurs ;
- L'essai d'évaluation des progrès des flux d'aide alloués dans une perspective genre ;
- L'analyse des efforts faits par le gouvernement et les donateurs pour la mise en œuvre des engagements internationaux sur l'EA et l'EG ;
- l'analyse des efforts faits par les ONG et ONGDF au Maroc pour la demande de comptes concernant ces engagements vis-à-vis du gouvernement et donateurs et leur rôle dans le suivi/contrôle de cette aide.

Les principaux résultats attendus de cette étude :

- la sensibilisation de tous les acteurs au problème de l'efficacité de l'aide dans une perspective genre, plus particulièrement les ONG et les ONGDF ;
- l'ouverture et l'initiation d'un dialogue politique entre les ONG, décideurs et bailleurs dans ce domaine ;
- La contribution au renforcement des capacités des représentant(e)s de la société civile afin qu'elles puissent demander des comptes sur l'aide dans une perspective genre à leurs gouvernements et aux donateurs ;
- des recommandations au gouvernement, donateurs et ONG au Maroc pour un financement conséquent et efficace de l'EG ;
- la communication et le partage de tous les résultats de la recherche avec les différents intervenants.

2 - Méthodes de recherche

La réalisation de ces objectifs pour l'atteinte de ces résultats s'est appuyée sur :

2.1 - Une approche itérative participative, progressive et flexible pour la réalisation des sept étapes de l'étude

La méthodologie s'est déroulée en sept étapes comme indiqué dans le rapport méthodologique commun pour les six pays choisis pour la même étude mais en des étapes non successives.

Le rappel des sept étapes :

Etape 1 : Une compilation et l'exploitation des études et débats existants sur l'efficacité de l'aide dans une perspective genre au niveau international et national;

Etape 2 : Identification des principaux acteurs impliqués (gouvernements nationaux, donateurs, société civile, parlement, milieu universitaire etc.) dans le suivi/évaluation de l'efficacité de l'aide et dans l'égalité de genre ;

Etape 3 : Estimation de l'évolution des flux de l'aide et la part de ces flux pour l'EG ;

Etape 4 : Analyse et évaluation de la mise en œuvre des mécanismes d'appropriation et de responsabilité mutuelle préalables au suivi-évaluation de l'efficacité de l'aide dans une perspective genre ;

Etape 5 : Évaluation du rôle que jouent les ONG et les ONGDF dans l'agenda de l'EA et dans le suivi- évaluation de l'impact de l'aide sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes

Etape 6 : Les nouvelles modalités de l'aide et les implications pour l'Égalité des genres

Etape 7 : Élaboration des recommandations pour proposer des mesures susceptibles de renforcer l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans le processus de financement.

2.2 - Une méthodologie basée sur les principaux outils suivants :

- Les questions posées dans la méthodologie pour les 7 étapes ;
- les documents et liens envoyés par ONU Femmes ;
- les sites web des différents acteurs sur le plan national et international ;
- Le site web de l'OCDE et ses différents liens ;
- Les entretiens réalisés auprès des principaux bailleurs, décideurs et d'ONG /ONGDF impliqués ou pouvant être impliqués dans le débat sur l'EA identifiés et ce à l'aide de guides d'entretiens⁴ ;
- Les focus groups organisés lors des ateliers avec les ONG/ONGDF ;
- La littérature existante à ce sujet au niveau international et national ;
- Les documents/rapports fournis par les acteurs (stratégies pays, études, rapports d'activités ...).

Avant de commencer cette recherche il était nécessaire de réfléchir sur les concepts à adopter pour cette étude.

3 - Définition des concepts utiles pour la recherche

Le concept de l'aide publique au développement (APD) :

Dans cette étude, on retient la définition établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. L'APD c'est « tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays de la partie I de la liste du CAD (pays en développement) ou aux institutions multilatérales pour être ensuite acheminés vers des pays de la partie I, et qui répondent aux critères suivants :

- Emaner d'organismes publics, y compris les Etats et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics ;
- Sachant que chaque transaction doit, en outre,
- avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ;
- être assortie de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25 pour cent (sur la base d'un taux d'actualisation de 10 pour cent). »

⁴ Guides d'entretiens en annexes

Il est à noter que cette APD est celle qui apparaît au niveau des budgets de l'Etat, celle qui est évaluée par l'OCDE et qu'elle ne comprend pas les dons alloués directement par des organismes à des ONG.

Le concept du genre :

Dans son acception usuelle, le concept genre renvoie aux relations Hommes-femmes. Il s'intéresse aux rôles socialement construits et aux inégalités entre sexes qui en découlent. Analyser les politiques dans une perspective genre revient à cerner les disparités et écarts existants entre les hommes et les femmes. L'objectif est de lutter efficacement contre les discriminations subies par les femmes et de réduire les inégalités constatées en vue de rétablir l'équilibre entre les sexes. Au Maroc, au niveau des pratiques, la tendance est de concentrer l'analyse dans le sens de la promotion des femmes et réduction des écarts sans tenir compte ni des relations sociales hommes-femmes, ni de la transversalité de manière effective.

L'efficacité de l'aide dans une perspective genre implique que les fonds alloués pour l'EG aient un impact effectif sur tous les indicateurs qui concernent les inégalités de sexe.

Le concept de l'Efficacité de l'aide/Efficacité du développement

On peut définir l'efficacité de l'aide par le degré auquel les ressources de l'aide produisent des résultats durables dont bénéficient les populations les plus pauvres.

Jusqu'ici les bailleurs et les gouvernements ont privilégié les questions relatives à la fourniture de l'aide et à sa gestion. Les OSC considèrent qu'il faut adopter une approche plus générale de l'efficacité de l'aide. Une approche qui donnerait plus d'importance aux impacts de l'aide sur les droits des pauvres et des exclus. Le but des OSC est d'approfondir et d'élargir les réformes sur l'efficacité de l'aide et elles demandent à déplacer le débat pour l'axer sur l'efficacité du développement.⁵

4 - Contexte national

4.1 - Contexte politique et socio économique

Le Maroc est situé au Nord-Ouest de l'Afrique. Il est délimité au Nord par le Détroit de Gibraltar et la Mer Méditerranée, au Sud par la Mauritanie, à l'Est par l'Algérie et à l'Ouest par l'Océan Atlantique. La côte marocaine s'étend sur 3500 km.

« Le Maroc est une monarchie constitutionnelle, démocratique, parlementaire et sociale. Le régime constitutionnel du Royaume est fondé sur la séparation, l'équilibre et la collaboration des pouvoirs, ainsi que sur la démocratie citoyenne et participative, et les principes de bonne gouvernance et de la corrélation entre la responsabilité et la reddition des comptes ».⁶ La capitale du royaume est Rabat.

⁵ Forum sur l'efficacité du développement des OSC : Kit de sensibilisation Rédigé par Costanza de Toma avec la collaboration de Rose Wanjiru, septembre 2009.

⁶ Constitution de 2011 : article premier, paragraphe ¹

Le Royaume est composé de seize régions. La région la plus importante est celle de Casablanca avec plus de 3.6 millions d'habitants sur une population totale de 31,5 millions.. le taux d'urbanisation est de l'ordre de 57,3% en 2009 contre 29,2% en 1960.

Au plan économique, le Maroc a poursuivi les réformes du cadre institutionnel, juridique et réglementaire pour renforcer la libéralisation de l'économie et son intégration au marché mondial. Ces réformes ont été appuyées par l'élaboration de plans de développement dans les secteurs considérés stratégiques : Agriculture : Plan Maroc Vert, Tourisme : Plan Azur, Industrie : Plan émergence, Pêche : Plan Halieutis, Commerce intérieur : Plan Rawaj.

La croissance économique s'est située à 4,4% en moyenne annuelle entre 1998 et 2009 au lieu de 2,2% durant la décennie 90. (Cf. Tableau ci dessous)

Concernant les avancées pour la réalisation des OMD, les appréciations sont différentes selon le gouvernement et les OSC.

L'évolution des indicateurs de DH selon les rapports du PNUD indiquent que ⁷: en 2011 le Maroc est classé 130^{ème} (IDH) sur 183 pays et l'évolution de l'IDH n'a pas connu une augmentation sensible depuis les années 2000. Il est classé 104eme sur 169 pays pour l'indice d'inégalité de genre⁸ avec une valeur de 0,510 derrière de nombreux pays à revenu intermédiaire.

	2000	2005	2010	2011
IDH	0,552	0,575	0,579	0,582

Selon le rapport OMD élaboré par le HCP ⁹(Cf tableau sur l'évolution des indicateurs socio économiques : « A six années de l'échéance de 2015, les performances du Maroc, tant en termes économiques qu'en termes de développement humain, le prédisposent ainsi à être l'un des pays en mesure, à cette date, de réaliser les OMD. Cinq objectifs sur les sept premiers sont « probablement » réalisables, les deux autres sont « vraisemblables ». De même, le HCP estime l'environnement de réalisation des OMD « fortement favorable » pour 6 OMD sur 8.

Selon ce rapport, les inégalités au Maroc se sont stabilisées, après s'être creusées au cours des années antérieures à 2000. Cette tendance, conjuguée au ciblage géographique des ressources publiques (l'exemple de l'INDH), s'est traduite par une baisse du taux de pauvreté relatif, de 16,3% en 1998 à 9% en 2007. Le taux de chômage a reculé de 13,8% en 1999 à 9,1% en 2009, au bénéfice en particulier des jeunes de 25 à 34 ans et des diplômés. Il reste, cependant, assez élevé chez certaines catégories de la population active, notamment les diplômés du supérieur. Par sexe, la baisse du taux chômage a été plus marquée chez les actifs masculins, passant de 14,1% à 9%. Pour les actifs féminins, le taux de chômage s'est situé à 9,5% en 2009 au lieu de 13,2% en 1999.

Selon le rapport de la Société Civile sur les OMD, « les statistiques du Haut Commissariat au Plan (HCP) sont difficilement contestables, à s'en tenir à la lettre des indicateurs

⁷ PNUD : Rapport sur le développement humain 2011.

⁸ Indice d'inégalité de genre : indice composite mesurant le déficit de progrès dans trois dimensions du développement humain : santé reproductive, autonomisation et marché du travail, résultant d'inégalités de genre.

⁹ HCP : Rapport OMD 2009

quantitatifs de suivi des OMD tels qu'ils sont formulés. Mais la réalité et le mal vivre de larges catégories de la population sont tout aussi des faits incontestables »¹⁰

Les OSC considèrent que le rapport du gouvernement sur les OMD si il « est conforme, sur le plan technique, aux exigences des Nations unies, il ne provoque pas moins la frustration de la société civile, non seulement parce qu'elle n'a pas été associée à son élaboration, mais aussi parce que la méthodologie techniciste et quantitativiste, raisonnant sur des moyennes nationales abstraites et sans prise avec les réalités vécues, n'est pas féconde et ne permet pas le débat »

Les principales questions posées par les OSC sont :

- le concept de pauvreté monétaire adopté ne peut rendre compte de la réalité multidimensionnelle, régionale et locale de la pauvreté et les seuils adoptés ne peuvent être opérationnels pour le Maroc pays à revenu intermédiaire.
- les moyennes nationales cachent toujours de graves inégalités spatiales, des inégalités entre catégories et des inégalités de genre. Les enquêtes et la première cartographie de la pauvreté élaborée par le HCP et la Banque mondiale, montrent, entre autres, que 50% des communes rurales ont un taux de pauvreté supérieur à 20%. Ce taux est aujourd'hui dans les campagnes 3 fois supérieur à celui des agglomérations urbaines, alors que ce rapport était de 1,4 en 1960 et de 2 en 1985.
- concernant l'éducation, les résultats quantitatifs semblent sur la bonne voie. Mais il ne s'agit que des indicateurs quantitatifs ; les résultats sur le plan de la qualité restent, par contre, extrêmement préoccupants.
- l'accès réel des populations rurales aux services d'infrastructure de base n'est pas mesuré.
- concernant l'EG, s'il y'a eu des avancées sur le plan juridique mais de nombreuses insuffisances persistent dans la mise en œuvre des lois : déficit en formation continue du corps des magistrats, insuffisance des services dédiés à la justice de la famille, absence d'organismes et mécanismes à même de garantir une application saine et rigoureuse des textes du Code de la famille.

Tableau I : INDICATEURS ECONOMIQUES

Indicateurs	Valeurs	Année de référence
PIB par habitant en \$ US	1099	1990
	2811	2009
Taux de croissance annuel du PIB par habitant (en volume)	1,1	1990-1999
	3,6	2000-2009
Taux d'investissement (en % du PIB)	22,1	1990-1999
	29,4	2000-2009
Dépenses publiques d'enseignement (en % du PIB)	5,3	1990
	6,4	2009
Dépenses publiques de santé (en % du PIB)	0,9	1990
	1,3	2009
Encours de la dette publique extérieure (en % du PIB)	79	1990
	14	2009

Source : Rapport OMD 2009

¹⁰ Espace Associatif : Rapport de la société civile sur les Objectifs de Développement du Millénaire Dix ans après : Où en sommes-nous dans la réalisation des ODM Aziz Chaker Décembre 2010.

Tableau II : INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES

Indicateurs	Valeurs	Année de référence
population (en millions)	26,1	2004
	31,5	2009
part de la population âgée de moins de 15 ans (en %)	37,0	1994
	28,0	2009
Taux d'accroissement annuel moyen de la population	1,75	1994
	1,1	2009
Taux d'urbanisation (en %)	51,5	1994
	57,3	2009
Espérance de vie à la naissance (années)	67,9	1994
	72,9	2009
Indice synthétique de fécondité (enfants par femme)	3,28	1994
	2,36+	2008
Pourcentage des ménages branchés au réseau d'eau potable	76,5	2009
- national	96,2	
- urbain	43,4	
- rural		
Pourcentage des ménages branchés au réseau d'électricité	92,4	2009
- national	97,4	
- urbain	83,9	
- rural		
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	57	1987-1991
	32,2+	2008-2009
Taux de mortalité maternelle (pour 100000 naissances vivantes)	332	1985-1991
	132+	2004-2009
Nombre d'habitants par médecin	2933	1994
	1611	2008

Sources : Ministère de la santé et Haut-commissariat au plan ; (+) END 2009-10 Résultats provisoires du 1^{er} passage.

4.2 - Contexte de l'égalité des genres

Cadre institutionnel :

Sur le plan international : Le Maroc adhère aux principaux engagements internationaux sur l'efficacité de l'aide et l'égalité de genre : engagements pour la réalisation des OMD, la déclaration de Paris, l'agenda d'Accra et le consensus de Tunis ; la ratification de la CEDAW avec la levée des réserves sur certains articles ainsi que l'adhésion du Maroc au protocole optionnel le 18 avril 2011.

Sur le plan national, le Maroc vient d'adopter en juillet 2011 une nouvelle constitution qui permet aux ONG de contribuer à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation « des décisions et des projets des institutions élues et des pouvoirs publics. » et qui garantit, dans une certaine mesure, l'égalité Hommes Femmes dans tous les droits. ¹¹Les lois réglementaires à cet effet et mécanismes de mise en œuvre n'ont pas encore été élaborés.

¹¹ Constitution du Maroc, articles 12, 19 et 20 : <http://www.maroc.ma>

De nombreuses réformes juridiques (code de la famille, code du travail..), économiques (nouvelle loi organique en cours d'élaboration de la LF, réforme budgétaire axée sur les résultats...) et sociales (INDH, nouvelle loi sur la protection sociale...) sont entamées depuis une dizaine d'années et contribuent à rendre les conditions plus favorables pour la réflexion sur l'efficacité de l'aide dans une perspective genre, comme il sera précisé dans cette recherche.

Les politiques publiques adoptées pour l'égalité entre les sexes affichent une volonté politique pour la lutte contre les inégalités : l'adoption de la Stratégie Nationale pour l'équité et l'égalité entre les sexes(SNEES) ; l'adoption des stratégies sectorielles dans 4 départements ministériels clés(Ministère de la Modernisation des Services Publics, Ministère de la Communication, Ministère de l'Education Nationale, Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle) et l'adoption de l'agenda gouvernemental pour l'égalité entre les sexes 2011-2015 coordonné par le ministère du développement social, de la famille et de la solidarité, en concertation avec 25 départements ministériels. Cet agenda qui comprend 100 mesures sera en grande partie financé par un don de l'Union Européenne.

Le projet de prise en considération du genre dans le processus de réforme budgétaire axée sur les résultats, la BSG processus en cours depuis 2004 mis en œuvre par le MEF avec l'appui de ONU Femmes a permis une avancée importante dans le processus d'élaboration suivi évaluation des politiques publiques dans une perspective genre ainsi que l'appropriation par les principaux décideurs de l'approche genre L'adoption du Module optionnel genre dans le cadre de l'enquête de suivi de l'OCDE de 2011 intervient dans ce sens.

L'élaboration en cours du SIG, système d'information géographique au MEF va permettre de recenser tous les flux d'aide dans le cadre budgétaire et extra budgétaire comme il sera précisé dans la partie 1 de ce travail.

Les nouvelles pratiques de l'Etat qui tend de plus en plus à solliciter les associations dans sa politique de lutte contre la pauvreté et d'égalité des sexes (Amorce d'une politique de partenariat avec les associations).

Malgré toutes ces réformes sur le plan institutionnel, juridique, politique et social entamées depuis plus d'une dizaine d'années les inégalités hommes femmes au Maroc persistent et les progrès sont très lents sinon inexistantes.

Les inégalités Hommes Femmes :

On se limitera à 4 indicateurs socio économiques fondamentaux ¹² et deux indicateurs d'accès à la prise de décision :

L'augmentation du taux d'alphabétisation reste très faible par rapport aux objectifs tracés par les pouvoirs publics (éradication de l'analphabétisme d'ici 2015). Plus de la moitié des femmes et filles sont analphabètes en 2009 au Maroc (50,8% contre 28,1% pour les hommes), c'est ce qui explique essentiellement son classement (parmi les derniers) dans les indicateurs de développement humain.(voir tableau ci-dessous)

¹² Nouzha Lamrani : Les inégalités Hommes Femmes : des inégalités sociales construites : Communication au Colloque Thématique organisé par l'AMSE sur le thème « Quand les inégalités deviennent elles insoutenables ? »11,12 juin 2010

Pour la scolarisation des filles, les données en milieu rural sont significatives : de grands efforts ont été réalisés et les écarts entre filles et garçons ont nettement baissé aussi bien dans le primaire que dans l'enseignement collégial secondaire : les taux nets de scolarisation dans le primaire 6-11ans sont passés de 22,5% à 87,9% entre 1991 et 2009. On constate cependant que les taux de scolarisation dans le collège en milieu rural restent très bas ce qui montre que les déperditions sont importantes : le Taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire collégial Rural (12-14ans) est passé de 1,1% (3,4% pour les garçons) à 16,2% (22,5% pour les garçons) pour la même période et l'écart Garçons filles qui n'était que de 2 en 1991 s'élève à 6,3 en 2009. (Voir tableau ci-dessous)

Taux d'alphabétisation de la population âgée de plus de 10 ans :

Années	Ensemble	Hommes	Femmes	Ecart
1982	45,3	60,5	31,7	29
2007	58,8	70,6	47,4	23
2009	60,3	71,9	49,2	22,7

Source : Rapports OMD 2007 et 2009

Taux nets de scolarisation dans le primaire 6-11ans Rural :

	1991		2009	
	G	F	G	F
	48,8	22,5	93,2	87,9
Ecart	26,3		5,3	

Source : Rapport OMD 2009.

Taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire collégial Rural (12-14ans) :

	Garçons	Filles	Ecart
1991	3,4	1,1	2
2009	22,5	16,2	6,3

Source : Rapport OMD 2009.

Le taux d'activité net des femmes connaît une régression depuis 1999 : de 30,3% en 1999 il est passé en 2009 à 25,8% contre 79,3% pour les hommes. Le taux de féminisation de la population active a aussi baissé entre 1999 et 2009 : 29,2 et 26,7%

Dans l'ensemble du Maroc le statut le plus important pour les femmes reste celui d' « aides familiales », concentrées en milieu rural. La proportion des femmes et des filles ayant un travail non rémunéré en 2009 s'élève à 48,5% soit une baisse de seulement de 6,4% en 10 ans. L'écart H/F a même connu une légère augmentation.

Les taux de chômage féminins sont plus élevés que les taux de chômage masculins en 2009 (19,8% contre 13,8%) comme en 1986(20,4% et 15,5%) et ce surtout parmi les actifs

diplômés. Les écarts Femmes/Hommes durant presque un quart de siècle sont considérables (variant entre 6,5 et 7,7 points) et ont tendance à augmenter.

L'accès des femmes aux postes de décision et à la sphère politique reste faible : Le nombre de femmes ministres est passé de quatre en 1993, à sept en 2007 et cinq en 2009, soit 15% de l'ensemble du gouvernement. Elles sont également présentes dans la sphère diplomatique où l'on compte actuellement 10 ambassadrices. Au Parlement, leur part est passée de 0,7% à 10,5% entre 1997 et 2007 grâce à des mesures de discrimination positive. La proportion des femmes candidates aux élections législatives du 25 novembre 2011 n'atteint pas 10%.

Cette situation montre que beaucoup d'efforts restent à réaliser pour que les femmes et les filles marocaines puissent renforcer leur autonomie avoir les mêmes droits et les mêmes opportunités que les hommes. Pour cela, des ressources internes et externes importantes doivent être mobilisées et utilisées de manière efficace pour faire face à cette situation et contribuer à la mise en œuvre des politiques publiques existantes dans le domaine du genre.

Est-ce que au Maroc des ressources internes et externes spécifiques sont mobilisées pour le financement de l'EG? Comment se réalise l'affectation de ces ressources ? Est-il possible de les évaluer ? Que faire pour que l'EG constitue une priorité dans les ressources publiques y compris l'APD ? Quelles sont les conditions pour que cette mobilisation de ressources et leur utilisation se réalisent de manière efficace en ayant un impact direct sur les inégalités de genre?

Il sera montré dans cette recherche que toutes les informations ne sont pas disponibles pour répondre à ces questions. Cependant, l'investigation faite a permis de répondre en partie à ces questions par : l'analyse de l'état des lieux sur la mise en œuvre des engagements internationaux du Maroc sur l'EA et l'EG, l'initiation à la réflexion/débat à ce sujet et l'élaboration de recommandations pour la proposition de mesures susceptibles de renforcer l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans le processus de financement du développement au Maroc et ce, en s'appuyant sur les propositions des différents acteurs principalement les ONG et les ONGDF.

A cette fin cette recherche est organisée en 6 parties :

Partie 1 : Cartographie des acteurs.

Partie 2 : Essai d'évaluation de l'évolution des flux d'aide pour l'égalité des genres

Partie 3 : Mécanismes de responsabilité et efforts faits par les acteurs pour une efficacité de l'aide selon une perspective genre.

Partie 4 : Rôle des ONG et des ONGDF marocaines dans l'agenda de l'EA.

Partie 5 : Points d'entrées stratégiques et outils pour évaluer et améliorer les résultats pour l'égalité de genre : opportunités, points d'ancrage et obstacles des NMA.

Partie 6 : Conclusions et recommandations.

PARTIE 1 : CARTOGRAPHIE DES PRINCIPAUX ACTEURS ¹³

La cartographie peut être résumée en reprenant les cinq points essentiels suivants :

- La revue de la littérature sur la thématique
- Le contexte national
- L'évolution des flux d'aide et l'évaluation de l'efficacité de l'aide sensible au genre
- L'identification des principaux acteurs
- Conclusions et principaux défis

1 - La revue de la littérature sur la thématique

La recherche commence par la présentation des concepts de l'aide, du genre et passe en revue la littérature qui traite le sujet. Sur le plan académique, les travaux universitaires sur la question sont pratiquement inexistantes et quand ils traitent l'aide publique au développement, elles focalisent l'attention sur des aspects macroéconomiques du type APD et croissance.

L'étude consacrée au potentiel du statut avancé et aux propositions pour le faire évoluer¹⁴ constate que les fonds réservés pour financer des programmes régionaux privilégient la répartition Est-Sud en faveur de l'Est.

Malgré la rareté des études dédiées spécifiquement au thème certains enseignements pour l'efficacité de l'aide peuvent être tirés à partir des études commanditées par les bailleurs, il s'agit notamment:

- Intégration de la budgétisation sensible au genre dans l'agenda de l'efficacité de l'aide Rapport d'étude par pays : le Royaume du Maroc¹⁵ appuyé par ONU FEMMES ;
- Etude sur « Essai d'estimation des coûts de mise en œuvre des OMD gendérisés » appuyée par UNIFEM (actuellement ONU FEMMES) pour le compte du MEF ;
- Etude relative à l'alignement de la coopération bilatérale directe belge au Maroc¹⁶ ;
- Méthodologie pour l'intégration effective des thèmes transversaux¹⁷ ;
- Rapport de l'atelier sur « l'intégration du genre dans la coopération belgo-marocaine »¹⁸ ;

¹³ Lamrani Nouzha, Tounsi Said et Alami Houria : Projet ONU Femmes 2011 sur le Suivi - Evaluation de l'efficacité de l'aide dans une perspective genre : Cartographie des acteurs. Cas du Maroc.

¹⁴ Larabi Jaidi & Iván Martín IEMED (Mars 2010) : « Comment faire avancer le STATUT AVANCÉ UE-MAROC? »

¹⁵ UNIFEM- Nalini Burn, 2008.

¹⁶ Ambassade de Belgique : étude relative à L'ALIGNEMENT DE LA COOPERATION BILATERALE DIRECTE BELGE AU MAROC N° 09-10/FDM à la demande de la DG de la Coopération au Développement RAPPORT D'ÉVALUATION ACE EUROPE, mai 2010.

¹⁷ Ambassade de Belgique : Programme Indicatif de Coopération 2010–2013 Maroc : Méthodologie pour l'intégration effective des thèmes transversaux.

- En cours par l'agence d'exécution CTB : la prise en compte du genre dans deux secteurs prioritaires de coopération : agriculture et eau¹⁹

2 - Le contexte national

La cartographie des acteurs aborde dans un second moment le contexte national marqué par l'adhésion du Maroc²⁰ aux principaux engagements internationaux sur l'efficacité de l'aide et l'égalité de genre.

Elle souligne les avancées réalisées sur le plan national et couronnées par l'adoption en juillet 2011 d'une nouvelle constitution qui permet aux ONG de contribuer à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques et qui garantit, dans une certaine mesure, l'égalité Hommes Femmes dans tous les droits.

Dans le domaine de l'EG, l'Etat marocain a lié la question de l'égalité des sexes au développement et à la réduction de la pauvreté. Dans ce cadre, il a engagé une série de mesures favorables au genre, et amélioré les données nationales désagrégées selon le sexe. Il a entrepris de consacrer une part de son budget au genre (BSG) et choisi de répondre au module optionnel de l'OCDE sur l'évaluation de l'efficacité de l'aide au développement. L'examen de l'état de la situation de l'égalité des sexes montre des avancées importantes qui dénotent une volonté politique d'appropriation des engagements pris sur la question de l'égalité hommes-femmes.

Pour rendre effective ses choix politiques et donc ses stratégies, l'Etat a élaboré deux documents qui indiquent les principales orientations en matière d'égalité en fonction d'un grand nombre d'indicateurs, ensemble de politiques qui exigent des financements importants :

- La Stratégie nationale d'égalité et d'équité genre pour l'équité et l'égalité entre les sexes par l'intégration de l'approche genre dans les politiques et les programmes de développement (SNEES) ;
- L'Agenda de l'Egalité 2011-2015 :L'agenda est présenté comme le cadre des priorités nationales en matière d'égalité de genre. Il vise à réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015 et à mettre en œuvre les dispositions des conventions internationales, notamment la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes (CEDAW) et le plan d'action de Beijing.

Toutes ces politiques ont des vocations transversales mais sont menées aujourd'hui essentiellement de manière sectorielle comme l'attestent les réponses à l'enquête 2011 qui sont très nuancées sur la question.

Concernant les structures d'appui, des points focaux genre ont été créés dans différents départements ministériels depuis 1998.

¹⁸ Ambassade de Belgique : Rapport d'atelier du 22 octobre 2009 organisé par la coopération belgo-marocaine sur le thème de l'intégration du genre dans le PIC 2010-2013 Youssef Belal, consultant, Octobre 2009

¹⁹ Entretien avec les représentants de la Coopération Belge

²⁰ Cf rapport participatif

Dans tous les départements concernés, les points focaux genre ont pu contribuer à une meilleure visibilité des discriminations subies par les femmes et des écarts qui existent entre les hommes et les femmes dans la fonction publique. Mais l'impact et les performances des points focaux et des comités de pilotage sont limités notamment :

- parce qu'ils ne disposent pas d'une reconnaissance au niveau organisationnel, qui leur permette de peser sur les politiques et (points focaux genre) ;
- parce que l'approche genre reste encore peu connue, ce qui pose le problème de la formation des membres des points focaux genre (points focaux genre) ;
- parce qu'ils n'ont pas un statut administratif reconnu : les fonctionnaires qui intègrent ces structures doivent à la fois assurer leur travail dans le cadre du service où ils ont été nommés et réaliser « en plus » le travail du comité de pilotage qui n'est pas reconnu statutairement (comité de pilotage) ;
- parce que, de ce fait, les projets qui en émanent sont trop souvent perçus comme étant en marge des fonctions administratives courantes et donc peu susceptibles d'être reconnus, validés et exécutés par les autres services et l'ensemble des fonctionnaires (comité de pilotage) ;
- parce que leur légitimité dépend en partie de la conviction des décideurs de l'administration en cause (comité de pilotage).

3 - L'évolution des flux d'aide et l'évaluation de l'efficacité de l'aide

L'APD au Maroc tourne autour de 1% du revenu national brut (RNB). Elle ne contribue au budget de l'Etat qu'à raison de 6%²¹.

Les dix principaux donateurs d'APD au Maroc (moyenne 2009- 2010) sont la France, l'UE, l'Espagne, le Japon, AFESD (Arab Fund for Economic and Social Development), l'Allemagne, Etas – Unis, Koweït, Belgique et Emirats arabes unies.

La France qui est le premier bailleur du Maroc n'appuie pas l'EG de manière spécifique et ne fait pas donc pas partie des principaux bailleurs de l'EG.

Pour l'année 2009-2010, mis à part le Canada, les principaux bailleurs finançant le domaine de l'égalité de genre se trouvent parmi les dix principaux bailleurs

Dans la nouvelle architecture de l'aide, le Maroc qui a délibérément choisi de se soumettre aux critères de l'évaluation de l'efficacité de l'aide, enregistre d'une enquête à l'autre des avancées notoires. Plus de 50% des indicateurs renseignés par les autorités marocaines lors de l'enquête de l'OCDE 2011 atteignent les objectifs cibles à l'horizon 2010²².

Pour les critères d'appropriation et de gestion axée sur les résultats le Maroc n'a pas été évalué par l'enquête de l'OCDE 2011.

21 M. Mohamed Chafiki (DEPF Mai 2009) « Intégrer la Budgétisation sensible au Genre dans l'Agenda de l'Efficacité de l'Aide »

22 Y. FARHAT (MEF 9 juin 2011) : Enquête 2011 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris

L'aide dispensée au Maroc apparaît relativement bien alignée sur les priorités nationales. La bonne fiabilité des systèmes nationaux incite les donateurs à les utiliser et limite le recours aux structures de mise en œuvre parallèle. C'est ce qui ressort des données élaborées par la direction du budget à l'occasion de l'enquête 2011. L'aide comptabilisée dans le budget pour l'année 2010 représente 98% de l'aide versée au secteur public²³.

En termes de prévisibilité, malgré l'identification d'un écart de 200 millions de dollars expliqué par la divergence des méthodes de calcul, elle a gagné 10 points en % passant de 68% en 2007 à 78% en 2010 contre un objectif cible de 71%. Toutefois, l'aide apparaît encore insuffisamment prévisible et les efforts pour améliorer le fonctionnement du système de passation des marchés doivent être soutenus

S'agissant du critère de l'harmonisation, il a été évalué par l'enquête de l'OCDE en 2008²⁴. L'examen de l'indicateur 9 qui mesure la part de l'aide versée au secteur public dans le cadre d'approches fondées sur des programmes montre selon cette enquête qu'environ 70 % de l'aide au secteur public est fournie dans le cadre de l'approche-programme soit quatre points de pourcentage de plus que l'objectif cible retenu pour cet indicateur à l'horizon 2010.

Par contre, la même l'enquête révèle la faiblesse des scores²⁵ à l'horizon 2010 pour les indicateurs 10a²⁶ et 10b²⁷.

Sur des données plus récentes issues de l'intervention du représentant de la direction du budget lors de la réunion du 9 juin 2011, les indicateurs 10a et 10b restent largement en deçà des objectifs cibles.

De son côté, la banque mondiale reconnaît les avancées dans ce domaine et de son point de vue « Les bailleurs de fonds reconnaissent de plus en plus leurs domaines d'avantage comparatif respectifs²⁸. La direction du budget du ministère de l'économie et des finances (MEF)²⁹ reconnaît aussi que les bailleurs de fonds, pour le financement de projets au Maroc, se concertent et harmonisent de plus en plus leur intervention³⁰.

Selon l'enquête de l'OCDE de 2008³¹, le mécanisme de responsabilité mutuelle (RM) n'existe pas encore au Maroc. Ce constat est confirmé par les décideurs qui reconnaissent que « Le concept d'évaluation mutuelle des différents intervenants est encore à ses débuts au Maroc et

²³ Idem : Présentation des résultats de l'enquête 2011 sur l'efficacité de l'aide

²⁴ OCDE « enquête 2008 de suivi de la mise en oeuvre de la déclaration de paris : rendre l'aide plus efficace d'ici 2010

²⁵ Le niveau établi pour la coordination des missions effectuées par des donateurs n'est que de 14 %. Le score des travaux d'analyse par pays menés conjointement n'a pas dépassé 25%

²⁶ Mesure la proportion de missions sur le terrain effectuées conjointement

²⁷ La part des travaux d'analyse par pays menés conjointement ou donnant lieu à une coordination.

²⁸ Document de la Banque mondiale Rapport No. 50316-MA CADRE DE PARTENARIAT STRATEGIQUE POUR LE ROYAUME DU MAROC 2010- 2013 Janvier 2010

²⁹ MEF (DB) : Rapport d'activité 2009

³⁰ Tel a été le cas « récemment pour l'appui au plan d'urgence du secteur éducatif qui a bénéficié de la contribution harmonisée de cinq bailleurs de fonds Pour une enveloppe de financement de 477,2 M€ : UE (108 M€), BEI (200 M€), AFD (50 M€), BAD (75M€) et BIRD (44,2 M€: prêt engagé en 2010)

³¹ OCDE « enquête 2008 de suivi de la mise en œuvre de la déclaration de paris : rendre l'aide plus efficace d'ici 2010 »

cet outil devrait être renforcé et institutionnalisé pour que cette pratique devienne systématique lors des évaluations des programmes de développement qui impliquent plusieurs intervenants (donneurs, institutions nationales et société civile »³². Cependant, il y a lieu de noter la régularité des évaluations concernant l'engagement du Maroc dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et l'évaluation élaboré mi-parcours du programme BSG. Dans le même ordre d'idées, une enquête pilote a été réalisée au niveau communal pour la mise en place d'un dispositif de suivi communautaire sensible au genre Country based monitoring System (CBMS)³³. Enfin, une étude portant sur l'estimation des coûts de réalisation au Maroc des Objectifs du Millénaire pour le Développement gendérisés a été conduite³⁴ afin de circonscrire les efforts qui restent à déployer pour atteindre les objectifs fixés.

4 - L'identification des principaux acteurs

4.1 - Identification des principaux décideurs

Dans la cartographie des acteurs, les décideurs occupent une place de choix étant donnée leur implication dans l'élaboration des stratégies de développement qui tiennent compte du genre, dans la mobilisation des financements extérieurs, le suivi et l'évaluation. Il s'agit des principaux décideurs suivants :

- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) ;
- Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (MAEC) ;
- Le Ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité ;
- Le Haut Commissariat au Plan (HCP) ;
- Le parlement.

4.2 - Identification des principaux donneurs de l'égalité de genre

Pour le financement de l'égalité de genre il est à préciser qu'il existe deux catégories de donneurs dont il sera tenu compte:

- Ceux qui apportent un appui financier : Les cinq principaux donneurs identifiés qui apportent un appui financier et avec lesquels il y'a eu des réunions de travail sont : La Coopération espagnole : AECID, L'UE ; La Coopération belge ; La Coopération canadienne (ACDI) ; La Coopération allemande (GIZ) (voir en annexe le guide d'entretien Bailleurs et la liste des personnes contactées) ;

³² Module optionnel 2011

³³ Direction des études et de la prévision financière et UNIFEM (Octobre 2007) ; cf le lien suivant http://www.pep-net.org/fileadmin/medias/pdf/files_events/Morocco_Paper1.pdf

Le dispositif CBMS a été mis en place dans la municipalité d'Essaouira et la commune rurale de Bouabout.

³⁴ Direction des études et de la prévision financière et UNIFEM (Décembre 2007) : « Essai d'estimation de coût de mise en œuvre des OMD gendérisés au Maroc »

- Ceux qui apportent seulement un appui technique : Les principaux donateurs qui apportent leur appui technique et avec lesquels il y'a eu des réunions de travail appartiennent au SNU : l'ONU Femmes et le PNUD.

A partir de certains indicateurs quantitatifs relatifs à ces cinq dernières années³⁵ et d'entretiens réalisés avec les donateurs reconnus pour leur appui à l'EG, les cinq principaux bailleurs identifiés dans le domaine de l'EG sont : La Coopération espagnole : AECID, l'UE, la Coopération belge, la Coopération canadienne (ACDI), la Coopération allemande (GIZ).

L'AECID est intervenue via le Programme TAMKINE (2008-2011/2012) pour un montant 8.400.000\$. Sur la durée précitée le montant exprimé en euro avoisine 16 millions d' € dont 37,5% consacrée à TAMKINE et le reste pour les ONG³⁶.

L'intervention de l'ACDI dans le domaine du genre a concerné surtout le Fonds d'Appui à l'Egalité entre les Sexes Phase II (2005-2011) pour un montant de l'ordre de 4321500\$³⁷

La Coopération Belge a alloué un montant de 8000000€ pour le genre, l'environnement et les Droits de l'enfant³⁸

L'UE a prévu dans son programme indicatif national (2011-2013) PIN 35 millions d' € dont six millions consacrée 19 projets des associations de la société civile pour la promotion des droits de l'Homme en général et des droits de femmes en particulier

La GTZ (GIZ actuellement) intervient surtout à travers son appui technique : elle veille surtout à l'Intégration de l'approche genre dans les politiques de développement économique et social au Maroc avec le MDSFS depuis 2003.³⁹

La présente étude a essayé d'examiner pour chacun des donateurs, le financement de l'EG, les stratégies adoptées, la coordination entre les bailleurs et avec d'autres acteurs et les cadres d'évaluation

4.3 - Identification des principaux réseaux et ONG de développement et de femmes

Compte tenu du grand nombre d'associations qui opèrent dans le domaine du développement et des droits des femmes⁴⁰, pour les besoins de l'étude et dans un souci d'efficacité, une sélection a été faite des ONG à intégrer dans l'étude.

- L'Espace Associatif, (EA)
- La Fédération de la Ligue Démocratique des Droits de la Femme, (FLDDF)

³⁵ Qui seront précisées dans le cadre du chapitre sur les flux d'aide pour l'EG, Rapport de l'étude

³⁶ Cf le chapitre consacré à l'évolution des flux d'aide pour l'EG (rapport participatif)

³⁷ Idem

³⁸ Idem

³⁹ Idem

⁴⁰ Un grand nombre d'associations associe dans son intitulé les droits des femmes au développement assorti de différents qualificatifs : durable, social, humain, local, rural, agricole, etc.

- L'Association 3ème Millénaire pour le développement et l'action associative dans le SUD-EST (ATMDAS)
- L'association marocaine de solidarité et de développement (AMSED) en tant ONG national de développement qui intègre le genre dans ses objectifs
- L'association démocratique des femmes du Maroc (ADFM),
- L'Union de l'action féminine(UAF)
- JOSSOUR à Rabat,
- Amal, femmes en mouvement
- l'initiative pour la protection des droits de la femme (IPDF),
- l'Association Ennakhil pour la femme et l'enfant
- l'Association Chaml

Les 3 premières associations ont organisé la consultation nationale⁴¹ dans le cadre de l'Open forum Asie-Mena⁴² des organisations de la société civile (OSC) sur l'efficacité du Développement.

Il faut noter que ces associations reflètent une certaine diversité de points de vue puisqu'en effet l'EA est un espace réseaux, l'ATMDAS est une association de développement régional, la FLDDF est une association féministe.

Les autres associations ont été ciblées parce que, bien qu'elles n'aient pas eu d'activités sur l'aide en général et sur l'aide dans une perspective genre en particulier, elles ont les aptitudes à débattre de l'aide au développement, à mener une réflexion sur l'efficacité de l'aide dans une perspective genre et à être des actrices du dialogue politique.

Dans le secteur associatif marocain, les débats sur l'efficacité de l'aide au développement en général et sur l'efficacité de l'aide au développement dans une perspective genre sont à l'heure actuelle très limités. La faiblesse de la littérature existante sur ces questions en témoigne largement.

Ce n'est qu'à la faveur des réunions initiées dans le cadre du suivi de la déclaration de Paris et de l'Agenda d'Accra entrepris pour la préparation de la rencontre de Busan(4^{ème} forum de Haut niveau sur l'efficacité de l'aide de Busan en Corée) de novembre 2011 que la réflexion a commencé à ce sujet.

En somme

- la question de l'aide au développement a suscité peu de débat jusqu'à présent, la majorité des ONG continuant à gérer leurs relations avec les bailleurs de manière individuelle et souvent de manière concurrentielle. Ceci est valable pour toutes les associations, y compris les associations féminines.

⁴¹ Une consultation nationale sur l'efficacité du développement des OSC (Organisation de la Société Civile) tenue à Rabat les 21 et 22 octobre 2011

⁴² Asian and North Africa consolidated consultation Outcomes report, Sept 2010

- le processus de réflexion n'en est qu'à ses débuts : il concerne essentiellement les aspects généraux de l'aide et peu les aspects relatifs au genre, comme le montrent tant les résultats de la consultation nationale que ceux des rapports OMD qui sont les seuls documents produits par les OSC sur la thématique de l'aide au développement. La question de l'évaluation de l'aide dans une perspective genre reste peu abordée.
- le secteur féminin a peu investi le débat. Ce qui est attesté par leur faible connaissance sur la question, par l'inexistence d'activités concernant la thématique et le nombre limité d'associations féminines qui ont répondu à l'enquête OCDE 2011 : seules l'ADFM, l'IPDF et Anaruz réseau national des centres d'écoute des femmes victimes de violence ont rempli le formulaire.
- Malgré ces déficits, tous les documents et entretiens montrent que le secteur associatif souhaite être davantage impliqué dans les différentes procédures (de l'élaboration des politiques publiques à l'implication dans les processus et décisions d'allocations de l'aide au développement).
- Les rapports sur les OMD, la consultation nationale et les entretiens réalisés avec les associations ont mis l'accent sur la nécessité de créer un mécanisme de concertation et de suivi.
- Dans l'ensemble des rapports, la redevabilité est une revendication importante.

Sur la base de ces constats, **les principaux défis identifiés par les OSC** concernent :

- l'efficacité du développement qui doit être l'objectif central de toute évaluation de l'efficacité de l'aide au développement ;
- le droit à l'information sur l'aide au développement en général et sur l'aide au développement dans une perspective genre ;
- la nécessité d'étendre l'information sur les nouvelles modalités de l'aide en général et de l'aide dans une perspective genre (Déclaration de Paris, agenda d'Accra, consensus de Tunis) et sur les enjeux de la rencontre de Corée sur l'efficacité de l'aide ;
- l'amélioration de leurs compétences en termes d'indépendance et de responsabilité vis-à-vis de l'Etat et des bailleurs ;
- le renforcement de leurs capacités de négociation et de plaidoyer auprès de ces acteurs ;
- leur implication dans l'ensemble des politiques publiques à tous les stades du processus : élaboration/exécution/évaluation ;
- la création d'un mécanisme de concertation impliquant l'ensemble des acteurs du développement (institutions, bailleurs et société civile).

PARTIE 2 : EVOLUTION DES FLUX D'AIDE POUR L'EGALITE DES GENRES (2005-2010)

Le Maroc est un pays qui ne dépend pas de l'APD. Celle-ci ne représente que moins de 2% du PIB et entre 5 et 6% du budget de l'Etat. De plus, l'APD telle qu'elle est évaluée par les instances internationales notamment l'OCDE ne comprend pas les flux fournis par les bailleurs suivants⁴³ :

- Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES)
- Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe (FKDEA)
- Fonds Saoudien pour le Développement (FSD)
- Fonds d'Abou Dhabi pour le Développement (FADD)
- Banque Islamique de Développement (BID)
- Fonds monétaire arabe
- Chine

Ce chapitre ambitionnait au départ de retracer l'évolution des flux d'aide pour la période 2005-2010 et donc de collecter les données en repérant les principaux donneurs ainsi que ceux qui destinent spécifiquement leur aide à l'EG. Il fallait aussi identifier les différentes modalités de l'aide et leur répartition sectorielle. Cependant, plusieurs difficultés ont été rencontrées lors de cette phase :

- Il n'existe pas de source d'information qui centralise les données sur l'aide publique ;
- Les données relevées dans les différents rapports d'activité de la direction du budget donnent une idée sur l'évolution des dons mais ne précisent pas les flux relevant de la partie concessionnelle des financements extérieurs ;
- La répartition par secteur est globale, elle n'est pas donnée par source de financement ;
- Il n'existe pas de données ventilés en aide officielle globale, aide sectorielle et appui budgétaire, par contre les données recueillies auprès de la direction du budget permettent de différencier entre aide projet et aide destinée aux programmes de réformes ;
- Il n'existe pas d'information centralisée à propos de l'aide destinée directement aux ONG et plus spécifiquement aux associations des droits de femme: celle-ci peut être, cependant, collectée auprès des donneurs ; mais ces informations sont éparées et parfois contradictoires.

Face à ces difficultés nous avons structuré le chapitre comme suit :

- Remarques introductives
- L'évolution des financements extérieurs par degré de concessionnalité

⁴³ Selon les données de la direction du budget (cf intervention de Farhat le 9 juin 2011)

- Volumes de l'aide par source de financement
- Types de l'aide par nature d'affectation
- L'aide publique au développement sensible genre

1 - Remarques introductives

Le Maroc bénéficie d'un montant important d'Aide Publique au Développement (APD)⁴⁴: 1,2 MUSD de versements nets en 2008. Entre 2006 et 2008, il a reçu en moyenne annuelle 1,1 MUSD de versements nets. En 2009, le montant reçu n'a été que de 912 M\$ soit 1% du revenu national brut (RNB). Elle est à 57 % sous forme de coopération bilatérale

La contribution de l'aide publique au développement (l'APD) au budget de l'Etat ne dépasse pas 6%⁴⁵. Cependant, parmi les pays partenaires méditerranéens, il réalise la meilleure augmentation en pourcentage. Il y a lieu de noter que, « ces quantités par habitant restent à un niveau très modeste de 6 euros par habitant et par an, toujours substantiellement inférieures aux quantités allouées à des pays de petite taille comme la Tunisie, le Liban ou la Jordanie »⁴⁶. Si sur le plan bilatéral, la France est le premier bailleur de fonds suivi de l'Espagne, du Japon, de l'Allemagne et des pays arabes, l'union européenne est, en revanche, le principal bailleur de fonds d'aide multilatérale. L'aide déboursée par l'Union européenne (UE) est destinée à raison de 95% à l'appui budgétaire et autres approches programmes (Éducation, Habitat, Énergie et Route en milieu rural, ...).⁴⁷

2 - L'évolution des financements extérieurs par degré de concessionnalité⁴⁸

En termes de concessionnalité, l'évolution des engagements sur la période 2005 – 2009 permet les remarques suivantes :

- L'instabilité de la part des dons qui a affiché en 2007 44,58% du montant total engagé contre seulement 13,04 % en 2006. En 2009, cette part était de 29,84% ;
- La part hautement concessionnelle, enregistre quant à elle, une baisse continue ; elle n'a représenté en 2009 que 11,96% du total engagé contre 28,04% en 2005
- La partie concessionnelle mais se rapprochant des niveaux du marché connaît une tendance à la hausse puisqu'elle est passée de 48,41% en 2005 à 58,20% en 2009

Si l'on retient que la part des dons et des prêts hautement concessionnels, celle-ci ne représente plus que 41,8% en 2009 contre 56,16% en 2007. Il faut dire que l'année 2007 a été dopée par les dons soit 44,58% du total engagé grâce essentiellement l'union Européenne (1.022,61 MDH soit environ 60% du total des engagements en matière de dons).

⁴⁴ Cf tableau I au niveau de la cartographie des acteurs

⁴⁵ M. Mohamed Chafiki(DEPF Mai 2009) « Intégrer la Budgétisation sensible au Genre dans l'Agenda de l'Efficacité de l'Aide »

⁴⁶ Larabi Jaidi & Iván Martín IEMED (Mars 2010) : « Comment faire avancer le STATUT AVANCÉ UE-MAROC? »

⁴⁷M. Mohamed Chafiki (Rabat, 8 mai 2009) « Intégrer la Budgétisation sensible au Genre dans l'Agenda de l'Efficacité de l'Aide »

⁴⁸ Rapports d'activités de la direction des budgets pour les années 2005 à 2009

Tableau III : Evolution des financements extérieurs mobilisés (en termes d'engagement et en MDH)

	2005	2006	2007	2008	2009
Dons	1145,7	768,47	1721,58	1671,52	2726,72
Prêts	3718,34	5125,61	2140,33	3279,37	6412,66
Financements extérieurs mobilisés	4864,04	5894,08	3861,91	4950,89	9139,38

Source : à partir des rapports d'activité de la direction du budget

3 - Volumes de l'aide par source de financement⁴⁹

Le classement par source de financement varie d'une année à l'autre :

- En 2009, les trois principaux bailleurs de fonds étaient dans l'ordre: la Banque mondiale (26,72% du total décaissé), l'UE soit 24,77% du montant total des tirages (essentiellement des dons), la BAD (15,65% du total)
- Pour la même année, la France et le Japon constituent les principaux bailleurs de fonds de la catégorie coopération bilatérale
- Les Fonds Arabes et spécialement le Fonds Saoudien et le FADES ont participé au cours de l'année 2009 par 8,25% du total décaissé
- En 2008, la BAD était le premier bailleur suivi de l'UE (essentiellement des dons) et de la Banque Mondiale. La France et la Chine ont participé dans le cadre de la coopération bilatérale à raison respectivement de 1,94% et 1,05% du total des financements mobilisés.
- Pour l'année 2007, la Banque Mondiale était la principale source de financement suivie de l'Union Européenne et de la Banque Africaine de Développement. Sur le plan bilatéral, le Japon et la France ont participé à raison respectivement de 8,96% et 1,75% du total des financements mobilisés.
- En 2005 et 2006 les trois premiers bailleurs étaient la Banque Mondiale, l'UE et la BAD.

4 - Types de l'aide par nature d'affectation⁵⁰

Sur la durée étudiée, les tirages globaux, ci-après, ont évolué en faveur des programmes de réformes qui ont représenté en 2009 78,46% du total contre seulement 44,7% en 2005. Parallèlement, les financements extérieurs dédiés aux projets d'investissements ont connu un recul puisqu'ils sont passés de 55,3% en 2005 à 21,54% en 2009.

⁴⁹ Rapports d'activités de la direction du budget pour les années 2005 à 2009

⁵⁰ Rapports d'activités de la direction du budget pour les années 2005 à 2009

Tableau IV : Types de l'aide par nature d'affectation

FINANCEMENTS MOBILISES	2005	%	2006	%	2007	%	2008	%	2009	%
PROGRAMMES DE REFORMES	2209,6	44,7	2034,4	35,8	1	56,1	3	72,1	7	78,4
PROJETS D'INVESTISSEMENT	2730,9	55,3	3859,6	65,65	2	43,8	1	27,8	1	21,5
TOTAL	4940,6	100	5894,0	100	3	100	4	100	9	100

Source : à partir des rapports d'activités de la direction des budgets pour les années 2005 à 2009

Les programmes de réformes ont concerné de 2005 à 2009 :

- le Programme de Réforme de l'Administration Publique (PARAP I, II et III)
- le Programme d'appui à la réforme de la couverture médicale (PARCOUM)
- le Programme d'appui à la résorption de l'habitat insalubre financé par l'Union Européenne.
- le Programme d'ajustement sectoriel de l'eau
- le Programme FAS Santé financé par l'Union Européenne.
- La réforme du secteur de l'énergie

Dans les programmes de réformes signalés par les rapports de la direction du budget, il n'est pas fait référence à l'EG.

Les projets d'investissement ont profité aux secteurs d'infrastructure, de l'enseignement et de la formation professionnelle, de l'agriculture, aux barrages et à la rocade méditerranéenne, l'INDH, l'habitat et la santé.

En 2009, les financements au titre des projets d'investissement ont concerné la construction de quatre barrages (Zerrar, Tamalloute, Moulay Bouchta, et Timkit) et deux projets relevant du secteur de l'agriculture concernant un projet d'irrigation dans le Moyen Sebou et un projet d'Appui au Conseil Général du Développement Agricole.

5 - L'aide publique au développement sensible genre

A partir de certains indicateurs quantitatifs relatifs à ces cinq dernières années et d'entretiens réalisés avec les donateurs reconnus pour leur appui à l'EG, les cinq principaux bailleurs identifiés dans le domaine de l'EG sont : la Coopération espagnole : AECID, l'UE, la Coopération belge, la Coopération canadienne (ACDI), la Coopération allemande (GIZ).

5.1 - La coopération espagnole et les flux d'aide sensible au genre

Le Maroc est un pays prioritaire pour la Coopération Espagnole dans les domaines principaux suivants : gouvernance démocratique, services sociaux de base, réduction de la pauvreté ; genre et développement. «Nous promouvons les initiatives qui contribuent au plein exercice des droits économiques des femmes et au renforcement de processus de changement en

direction d'une égalité de forme et réelle, qui garantissent le plein exercice des droits sociaux, civils et politiques des femmes et des petites filles »⁵¹.

L'AECID est intervenue via le Programme TAMKINE (2008-2011/2012) pour un montant 8.400.000\$. Sur la durée précitée le montant exprimé en euro avoisine 16 millions d' € dont 37,5% consacrée à TAMKINE (aide adressée au Ministère ?) et le reste pour les ONG.

Selon les données de la coopération espagnole⁵², le montant de l'aide publique au développement alloué par la Coopération espagnole devrait atteindre 32,2 millions d'Euro en 2011 contre 180 millions d'Euro en 2009.

Cette baisse s'est répercutée sur la part allouée à l'EG qui représenterait seulement 1,5% en 2011 contre 13,3% en 2009.

5.2 - L'Union Européenne (UE) et les flux d'aide sensible au genre

À la différence des autres donateurs l'Union Européenne finance des projets de grande envergure et des programmes de réforme.

Sa contribution essentiellement en termes de dons varie d'une année à l'autre :

- En 2005, l'Union Européenne a contribué 32,24% du total décaissé (dont 97% au titre des dons décaissés).
- En 2006, la contribution de l'UE n'a représenté que 9,70% du total des financements mobilisés.
- Avec 26,48% du total des financements mobilisés en 2007, l'UE a consacré 66,59% de ce montant au projet d'appui à l'Initiative Nationale pour le Développement Humain et 33,41% au financement du projet concernant l'Assainissement et à l'Appui Institutionnel.
- En 2008, sa contribution était de 29,41% du total des financements mobilisés.
- L'UE est devenue la principale source de financement en 2009 soit 27,70% du total des financements mobilisés essentiellement au titre du programme d'appui à la réforme du secteur de santé et au profit du programme d'Appui au Plan d'Action (P3AII).

L'EG ne constitue pas un axe prioritaire spécifique dans le cadre de la stratégie de l'UE mais fera l'objet d'un financement important dans le cadre du nouveau programme d'action annuel 2011 pour le Maroc approuvé par l'UE le 10 août 2011⁵³. Dans ce cadre, sur un montant de un milliard 572 millions de DH, le financement pour la mise en œuvre de l'AES bénéficiera d'un montant de 396 millions de DH (35 Millions d'euros.)

⁵¹ Ministère des Affaires extérieures et de la Coopération : Plan directeur de la CE 2009-2012

⁵² Cf rapports annuels de la coopération espagnole

⁵³ http://eeas.europa.eu/delegations/morocco/index_fr.htm: Communiqué de presse : l'UE a approuvé le nouveau plan d'action 2011 pour le Maroc

L'UE sera donc à partir de la réalisation de ce nouveau programme, un grand bailleur de fonds pour l'égalité des genres⁵⁴.

5.3 - La Coopération belge et les flux d'aide sensible au genre

Le Maroc est un des principaux pays partenaires de la coopération belge au développement. En effet, le nouveau programme indicatif de coopération 2010-2013, la Belgique devient le deuxième pays donateur en termes de coopération bilatérale⁵⁵. La Coopération Belge a alloué un montant de 8.000.000€ pour le genre, l'environnement et les Droits de l'enfant ⁵⁶.

Les montants alloués pour les années 2007, 2008 et 2009 sont respectivement de 10.842.917, 7.091.334 et 15.060.823 EUROS.

En 2009, les montants affectés aux ONG locales (majoritairement) actives dans le domaine des droits des femmes étaient de l'ordre de 393.920 EUR contre 538.811 EUR en 2007 et 246.069 EUR en 2008.

5.4 - La Coopération canadienne (ACDI) et les flux d'aide sensible au genre

Selon les données extraites des différents rapports statistiques sur l'aide internationale (années financières), l'ACDI, hormis les exercices 2007 à 2009 où le montant de l'aide avoisinait les 11 millions de dollars, la moyenne des montants alloués sur la période 2005- 2010 tournait autour de 9 millions de dollars.

Tableau V: Evolution de l'aide internationale canadienne adressée au Maroc

	Millions \$	Millions \$	Total
2005-2006	6,44	1,71	8,15
2006-2007	8,39	0,71	9,1
2007-2008	10,08	1,46	11,54
2008-2009	11,06	0,76	11,82
2009-2010	8,05	1,46	9,55

SOURCE : ACDI RAPPORTS STATISTIQUES SUR L'AIDE INTERNATIONALE (ANNEES FINANCIERES)

*AICB : AIDE INTERNATIONALE CANADIENNE BILATERALE

** AICM : AIDE INTERNATIONALE CANADIENNE MULTILATERALE

Cependant, l'ACDI a été un des principaux bailleurs pour l'égalité de genre depuis 2005. L'intervention de l'ACDI dans le domaine du genre a concerné surtout le Fonds d'Appui à l'Egalité entre les Sexes Phase II (2005-2011) pour un montant de l'ordre de 4.321.500\$ (Cf. tableau ci-dessous : les cinq principaux bailleurs de l'EG).

Selon les entretiens effectués, les programmes de l'ACDI sont destinés aussi bien à des ministères qu'à des ONG (environ 20% de l'appui): il n'a y pas d'appui budgétaire direct.

⁵⁴ L'UE a prévu dans son programme indicatif national (2011-2013) PIN 35 millions d' € dont six millions consacrée à 19 projets des associations de la société civile pour la promotion des droits de l'Homme en général et des droits de femmes en particulier ?

⁵⁵ http://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation_au_developpement/pays/pays_partenaires/maroc/

⁵⁶ Cf le tableau concernant la coopération espagnole

5.5 - GIZ et flux d'aide sensible au genre

La GTZ (actuellement GIZ) intervient surtout à travers son appui technique : elle veille surtout à l'intégration de l'approche genre dans les politiques de développement économique et social au Maroc avec le MDSFS depuis 2003.

Tableau VI : Les cinq principaux bailleurs de l'EG

	Donateurs	Programmes	Montant	Observations
1°	AECID (Agence espagnole de coopération internationale pour le développement)	Programme TAMKINE (2008-2011/2012)	\$ 8.400.000 + ONGD	Depuis 2005: 6 millions € (TAMKINE) + 10 millions (ONGD)
2°	ACDI (Agence canadienne de développement international)	Fonds d'Appui à l'Egalité entre les Sexes Phase II (2005-2011)	\$ 4 321 500	
3°	Coopération Belge	Programme 2010-2013: genre, environnement, les Droits de l'enfant	8. 000. 000 €	
4°	GIZ	Intégration de l'approche de genre dans les politiques de développement économique et social au Maroc avec le MDSFS depuis 2003	Appui plus technique que financière	
5°	UE	19 projets des associations de la société civile pour la promotion des droits de l'Homme en général et des droits de femmes en particulier	6.000.000 €	PIN prévu 2011-2013 (35 millions)

Source : Coopération espagnole : note, juillet 2011

PARTIE 3 : MECANISMES DE RESPONSABILITE ET EFFORTS FAITS PAR LES ACTEURS POUR UNE EFFICACITE DE L'AIDE SELON UNE PERSPECTIVE GENRE

La responsabilité mutuelle, qui indique que les bailleurs de fonds et les bénéficiaires sont conjointement responsables des résultats obtenus en matière de développement, elle part du principe « que l'aide est plus efficace lorsque les donateurs et les gouvernements partenaires sont responsables devant leurs opinions publiques de l'utilisation qui est faite des ressources à l'appui du développement, et lorsque les uns et les autres doivent se rendre mutuellement des comptes »⁵⁷.

Dans le domaine de l'EG, les donateurs et les gouvernements partenaires sont responsables devant leurs opinions publiques de l'utilisation qui est faite des ressources à l'appui des droits des femmes et l'action menée avec les organisations de la société civile, peut être mise à profit pour traduire cet engagement dans les faits⁵⁸.

Les principes de l'appropriation et de responsabilité mutuelle supposent un cadre institutionnel permettant d'impliquer les parlementaires et les ONG. Il s'agit donc d'évaluer le cadre institutionnel qui garantit la participation des parlementaires et de la SC au niveau des politiques et au niveau de l'affectation des ressources.

Pour les décideurs et les donateurs, il s'agit de renforcer la responsabilité mutuelle et la transparence concernant l'utilisation faite des ressources affectées au développement.

Les donateurs et gouvernement doivent donner les possibilités à leurs citoyens de jouer leur rôle de contrôle sur les plans/stratégie de lutte contre la pauvreté et des dépenses publiques.

Le résultat de ce travail va aider à évaluer comment les donateurs et décideurs prennent en compte la participation de la SC dans les décisions. Ce sont les conditions pour un réel suivi évaluation de L'EA dans une perspective genre.

1 - Le Cadre institutionnel

1.1 - Les Décideurs et le principe de RM

Le Maroc bénéficie d'un cadre institutionnel qui devrait en principe favoriser l'exercice de la RM. On cite notamment :

- L'article 12 de la nouvelle constitution permet aux ONG de contribuer « dans le cadre de la démocratie participative, à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des décisions et des projets des institutions élues et des pouvoirs publics» et l'article 19 garantissant dans une certaine mesure l'égalité Hommes Femmes dans tous les droits.
- Le Parlement joue un rôle fondamental budgétaire notamment grâce à l'implication des femmes élues dans les différentes commissions ce qui leur permet de veiller au respect des principes d'équité et d'égalité dans l'adoption de la loi de finances et d'autres textes législatifs. Ainsi le parlement a participé dans

⁵⁷ Enquête OCDE 2008

⁵⁸ Rencontre internationale - Québec, Canada 10-13 septembre 2008 « Document de synthèse sur le financement de l'égalité entre les femmes et les hommes

le cadre de l'approche participative en concertation avec les différents acteurs à l'élaboration de l'agenda Agenda Gouvernemental pour l'Egalité 2011-2015⁵⁹.

- Le rapport genre accompagnant la loi de finances donne aux parlementaires les outils nécessaires pour évaluer le degré d'intégration du genre dans les politiques publiques. « Les débats parlementaires et les questions orales autour du projet de budget montrent l'intérêt accru des parlementaires sur le Budgétisation Sensible au Genre »⁶⁰
- Ces débats sont facilités par la disponibilité des statistiques précises, actualisées et ventilées selon le sexe, l'âge, l'appartenance socioéconomique, géographique des populations, de la base de données pour l'analyse de l'impact des politiques sectorielles (enseignement, santé, emploi, fiscalité, industrialisation, transport...) sur les femmes et les hommes ainsi que sur les couches les plus défavorisées
- Il faut cependant souligner que les financements et plus particulièrement l'aide publique au développement notamment sensible au genre échappent aux discussions budgétaires (cf cartographie des acteurs).
- La réforme budgétaire initiée en 2001 constitue un véritable levier de l'évaluation des politiques à travers l'élaboration d'indicateurs de performance permettant d'apprécier la pertinence des politiques des politiques publiques. Sa conduite de façon progressive a permis aux gestionnaires publics de s'approprier ses finalités et objectifs et d'accélérer son intégration dans le projet de la nouvelle loi organique des finances.
- Il est à noter que cette réforme s'est construite autour de globalisation des crédits qui nécessite une démarche en termes performance, de programmation budgétaire axée sur les résultats, de la pluriannualité des programmes et actions en tant que choix stratégique, de la déconcentration des activités et de l'allocation des ressources pour un service public de proximité et de la simplification des procédures à travers notamment une meilleure maîtrise des circuits, une adaptation du contrôle à la logique des résultats et une optimisation de l'utilisation des technologies de l'information.
- L'introduction de l'approche genre dans la programmation budgétaire : La BSG s'inscrit dans le cadre de cette réforme budgétaire. Cette réforme ambitionne de mettre en place une nouvelle culture de la dépense basée sur la performance et l'évaluation des résultats au regard d'objectifs de développement préalablement définis. Cette dynamique tente également de renforcer la déconcentration budgétaire pour favoriser une gestion de proximité répondant aux attentes des citoyens.

Le programme BSG a permis des avancées dans le domaine de l'évaluation grâce au :

- Renforcement des capacités nationales pour l'intégration de la dimension genre dans l'élaboration et l'analyse des budgets des responsables chargés de la planification, de la préparation, de l'exécution et de l'évaluation du budget selon une perspective genre ;

⁵⁹ Présentation du MDSFS lors du séminaire du lancement de l'étude le 12 juillet 2011

⁶⁰ Mohamed CHAFIKI " Financing for Gender Equality and the Empowerment of Women Commission on the Status of Women Fifty-second session "New York, 25 February – 7 March 2008

- Au développement des outils statistiques sensibles au genre ;
- Suivi et évaluation des politiques publiques à travers une perspective genre (rapports genre) ;
- La mise en place d'un Système d'Information Géographique des projets de Développement au Maroc, outil de planification, d'analyse et de suivi de l'engagement des partenaires dans le pays, par le Ministère de l'Économie et des Finances domicilié à la Direction de Budget au profit du Ministère et de ses partenaires, à savoir : l'Administration Marocaine, les Bailleurs de Fonds et les Citoyens. Cet outil d'information⁶¹ a le mérite de présenter graphiquement sur un site unique la répartition des efforts de développement. Tout en étant un outil d'aide à la décision, de communication, de publication de l'information, de travail en équipe et de coordination, il permet d'effectuer le suivi de l'engagement des partenaires dans le pays. Lancé en en 2008 grâce à l'appui de l'AECID et à l'implication directe du PNUD et du Système des Nations unies. Il est noter aussi les contributions de la Coopération Belge, de la Coopération Française (Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France) et de la Banque Mondiale. Le projet a été également soutenu par « la Délégation de la Commission Européenne, chef de file du groupe thématique Harmonisation de l'Aide. »⁶². En juin 2011, la direction du budget a annoncé l'entrée en vigueur du SIG.

1.2 - Les Bailleurs et le principe de RM

Engagements des bailleurs :

- Fournir à temps voulu les informations transparentes et détaillées sur les apports d'aide pour les présenter aux Etats et aux citoyens ;
- Evaluer les progrès qu'ils accomplissent dans l'exécution des engagements pris concernant l'EA au moyen de mécanismes.

Les donateurs ont tous des stratégies qui s'alignent sur les Stratégies nationales et sectorielles élaborées par le Maroc. Le Genre est pris en considération de manière transversale, exception faite ces dernières années pour certains bailleurs, où le genre constitue un domaine particulier de la stratégie (Coopération espagnole et Union Européenne). La CE dispose d'une stratégie genre qui est l'instrument essentiel pour mettre en œuvre les priorités établies par le Plan directeur. La coopération belge dispose d'un document méthodologique pour la prise en compte du genre dans le programme indicatif de Coopération maroco-belge 2010-2013.

Il n'y a pas de cadre institutionnel particulier pour la mise en œuvre des engagements pris par les bailleurs dans la DC concernant le principe de responsabilité mutuelle.

⁶¹ <http://www.pnud.org.ma/pdf/DocProjects/P00061373/Fiche-SIG.pdf>

⁶² <http://www.pnud.org.ma/pdf/DocProjects/P00061373/Fiche-SIG.pdf>

2. Les efforts faits par les décideurs et donneurs pour la mise en œuvre de la RM

2.1 - Les efforts faits par les Décideurs pour la mise en œuvre du principe de la responsabilité

Les efforts des décideurs pour la mise en œuvre du principe de la responsabilité peuvent être traités au regard des critères suivants :

- La prise en considération des engagements nationaux, régionaux et internationaux en matière d'égalité hommes-femmes et d'autonomisation des femmes doivent être abordés dans le cadre des évaluations mutuelles ;
- la participation de la société civile au processus d'évaluation ;
- le suivi des engagements pris en matière d'égalité hommes-femmes et d'efficacité de l'aide au développement.

Concernant la première grille de lecture⁶³, les décideurs marocains reconnaissent que, l'évaluation mutuelle des différents intervenants est encore à ses balbutiements. Cette affirmation est confirmée par le ton normatif qui demande le renforcement et l'institutionnalisation de cette pratique afin qu'elle devienne systématique lors des évaluations des programmes de développement qui impliquent plusieurs intervenants (donneurs, institutions nationales et société civile).

Les autorités citent cependant comme exemple de progrès les deux évaluations élaborées l'une dans le cadre de l'évaluation mi-parcours du programme BSG et l'autre exemple dans l'engagement du Maroc de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (3 rapports d'évaluation ont été présentés).

En effet, des données précises selon le sexe sont publiées par les différents rapports OMD⁶⁴. Depuis le premier rapport en 2005 la question du genre a été prise en compte dans tous les OMD. Plusieurs cibles et indicateurs sensibles au genre ont été ajoutés par rapport aux cibles et indicateurs internationaux. Tous les OMD sont gendérisés et l'information désagrégée par sexe est disponible pour toutes les cibles pour les 8 objectifs. Pour l'OMD⁸, il a été relevé que le financement des services sociaux de base (qui bénéficient en premier lieu aux femmes et aux filles) par les donateurs est peu important et en deçà de leurs engagements. Le problème du financement pour la réalisation des OMD gendérisés a été posé ainsi que la faiblesse de l'APD par rapport aux engagements des partenaires.

Les décideurs considèrent la publication annuelle du rapport genre comme un outil d'évaluation des politiques et programmes publiques selon une optique genre. Le guide exhaustif des données désagrégées par sexe est utilisé dans l'exercice de l'évaluation genre des politiques publiques. Ces avancées ont permis à titre d'exemple, la refonte de la morasse budgétaire du département de l'alphabétisation qui dispose d'un cadre de dépenses reflétant les différents programmes de la stratégie mis en place par le Département.

Sur la même question des évaluations mutuelles, deux associations des trois ayant répondu aux questions du module optionnel 2011 ne partagent pas ce point de vue (ADFM et IPDF).

63 Il est à noter que l'enquête de l'OCDE en 2008 avait déjà relevé que le mécanisme de responsabilité mutuelle (RM) n'existe pas encore au Maroc.

64 Cf les rapports au titre des années 2005, 2007 et 2009

Seul ANARUZ reconnaît l'existence d'un tel mécanisme. Les associations qui ont participé aux ateliers d'information et de sensibilisation⁶⁵ affirment qu'elles ne sont pas du tout impliquées ou parfois impliquées de manière informelle à l'élaboration des stratégies genre.

S'agissant de la participation de la société civile au processus d'évaluation, les décideurs affirment que lors des évaluations des programmes financés par les partenaires techniques et financiers, l'ensemble des intervenants est convié à participer au processus d'évaluation.

Hormis ANARUZ, ce point de vue n'est pas partagé par les associations des droits des femmes aussi bien celles ayant participé à l'enquête OCDE 2011 (ADFM et IPDF) que celles qui ont répondu aux questions de l'atelier organisé le 22 septembre.

En ce qui concerne le suivi des engagements pris par le Maroc en matière d'égalité hommes-femmes et d'efficacité de l'aide au développement, les décideurs dans un ton normatif reconnaissent son importance et affirment que c'est « un outil incontournable pour évaluer les efforts déployés par le Maroc pour la promotion d'égalité hommes-femmes tout en se référant aux engagements pris dans ce sens. ».

Sur ce point les associations des droits des femmes ne cadrent pas leurs réponses et s'adonnent à des critiques qui relèvent plutôt du critère de l'harmonisation

ANARUZ mentionne qu'en l'absence de politiques publiques qui intègrent les objectifs stratégiques et opérationnels, les actions des différents intervenants ne sont ni canalisés ni coordonnées et qu'elles dépendent des orientations programmatiques des partenaires internationaux.

ADFM souligne quant à elle le grand écart entre la volonté affichée et la réalité et demande l'instauration de véritables mécanismes d'évaluation et de redevabilité.

Pour les commentaires libres (cf. module optionnel), les décideurs restent imprécis et déploient des réponses qui relèvent plutôt du normatif « Le suivi des engagements pris par le Maroc en matière d'égalité hommes-femmes et d'efficacité de l'aide au développement est d'une grande importance. Ce suivi est l'outil incontournable pour évaluer les efforts déployés par le Maroc pour la promotion d'égalité hommes-femmes tout en se référant aux engagements pris dans ce sens. »

Le point de vue des associations des droits des femmes est mitigé.

- ADFM considère que l'approche sexo-spécifique en vigueur est purement descriptive ; à ce titre elle n'est pas prise en compte lors de la prise de décision. Dans cet ordre d'idées, elle demande l'adoption d'indicateurs qualitatifs simples, mesurable et qui couvrent tout le processus depuis l'élaboration des stratégies jusqu'au suivi.
- IPDF demande à ce que l'on reconnaisse l'expertise développée par les associations des droits des femmes et plaide pour de mise en place de commission de veille autonome qui aura comme mandat le suivi des politiques publiques
- ANARUZ soutient l'idée selon laquelle les associations ont du mal à suivre le rythme des partenaires

⁶⁵ Notamment le second séminaire du le 22 septembre 2011

2.2 - Les efforts faits par les donateurs pour la mise en œuvre du principe de la responsabilité

Ces efforts peuvent être appréciés en examinant les points suivants :

- La disponibilité des informations sur les montants d'aide alloués à l'Etat et aux ONG ;
- L'implication des ONG par les donateurs dans le processus de suivi évaluation de l'efficacité de l'aide ;
- Cadres d'évaluation et évaluation de l'aide selon une perspective genre.

Les informations précises sur l'aide apportée à l'Etat et aux ONG :

En général ces informations existent mais ne sont pas précises et évolutives. Il existe des informations sur des montants alloués à des projets qu'on peut trouver sur les sites des donateurs (dans les rubriques projets ou dans les stratégies pays). Il n'existe pas d'informations sur la réalisation des montants prévus, ni selon les domaines d'intervention. Lors des entretiens avec les donateurs il ne nous a pas été fourni de rapports sur les données de l'aide allouée (rapport d'activité ...) même si certains nous ont affirmé que ces données existent. On peut considérer de manière générale et ce d'après les contacts réalisés avec les donateurs que ceux-ci sont réticents pour fournir l'information. Les informations transparentes et détaillées sur les apports d'aide pour les citoyens sont quasi inexistantes ce qui a été vérifié par les résultats des entretiens avec les responsables d'ONG.

L'implication des ONG par les donateurs dans le processus de suivi évaluation de l'efficacité de l'aide :

D'après les entretiens effectués auprès des principaux bailleurs, les ONG sont seulement impliquées en amont pour une consultation sur l'élaboration des stratégies pays pour prendre en compte leurs besoins. C'est ce qui a été confirmé par les résultats des entretiens auprès des ONG mais avec ces précisions :

- ce sont en général les ONG les plus importantes et dont le siège est à Rabat la capitale du Maroc qui sont consultées ;
- elles ne sont pas consultées de manière systématique par les bailleurs ;
- les consultations en amont se font parfois de manière informelle ;
- les consultations dépendent du type de bailleur ;
- certaines ONG s'alignent sur les projets des bailleurs (une approche moyens)

Concernant l'implication des ONG dans le suivi et évaluation de l'aide, toutes les ONG ayant participé à ce travail (Voir questionnaire ONG questions 4, 5, 11 et 12 et comptes rendus des ateliers) affirment que :

- la gestion de l'aide n'est pas transparente ;
- il n'existe pas des indicateurs mesurables de l'égalité Hommes Femmes ;
- elles ne participent pas au processus de réflexion et d'exécution des nouvelles modalités de l'aide ;

- l'information sur les allocations et répartitions des ressources ne sont pas accessibles au public ;
- les ONG n'ont pas accès aux informations sur les flux d'aide et plus particulièrement ceux destinés à l'EG ;
- il n'existe pas à leur connaissance des données sur les flux d'aide désagrégées par sexe ;
- elles ne sont pas impliquées dans le contrôle des flux d'aide dans une perspective genre.

Cadres d'évaluation et évaluation de l'aide selon une perspective genre

D'après les entretiens effectués auprès des bailleurs (Voir questionnaire Bailleurs Annexe III) et de la littérature existante :

- il n'existe pas de cadres d'évaluation transparents de l'aide allouée incluant des indicateurs de résultats sensibles au genre ;
- Il existe chez certains bailleurs un document de suivi évaluation annuel des programmes ou rapport d'activité avec des indicateurs sensibles au genre mais ce sont des documents internes non accessibles à la SC ;
- Il existe pour certains bailleurs une évaluation d'un programme destiné à l'EG (programme Tamkine et le rapport est consultable⁶⁶) ;
- Il n'existe pas de cadres d'évaluation de l'impact de l'aide selon une perspective genre ;
- Il n'existe pas en général de rapport périodique sur le financement de l'EG.

⁶⁶ Fonds des NU pour la réalisation des OMD (Espagne PNUD) MDG Achievement Fund. Rapport Final *Évaluation Mi-parcours*, Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc - TAMKINE2008-2011PORTAIL « GENRE» Rédigé par :Dr. W-Emmanuel LAYOUN Aout 2010 ;

PARTIE 4 : ROLE DES ONG ET DES ONGDF MAROCAINES DANS L'AGENDA DE L'EA

Au Maroc les ONG nationales régionales et locales sont très nombreuses (50 000) et depuis les années 1990 elles s'imposent de plus en plus dans le champ politique national.⁶⁷ Les thèmes traités sont divers mais les ONG qui ont eu un impact certain sur les politiques nationales sont celles de défense des droits humains et celles de défense des droits des femmes. Toutes les réformes entamées sur les libertés publiques, les droits des citoyennes et citoyens (code des libertés publiques, code pénal, code du travail, code de la famille..) de manière générale et les droits des femmes en particulier sont en grande partie le résultat des différentes actions menées par les ONG.

Les actions visant le cadre juridique et institutionnel ont été et sont les plus importantes alors que celles visant les politiques publiques nationales, les objectifs de développement sont inexistantes ou insuffisantes. C'est ainsi que les questions de l'efficacité de l'aide et de l'efficacité du développement n'ont pas fait l'objet de manière générale des questions soulevées par les ONG.

Ce chapitre a pour objectif de montrer que les ONG de manière générale ne s'intéressent pas et ne sont pas impliquées sur les questions du financement du développement (I) exception faite par le réseau d'ONG « Espace Associatif » qui a commencé à initier le débat récemment et ce, depuis 2009(II). Pour cela, nous utiliserons les entretiens ONG, les comptes rendus des ateliers de travail organisés avec les ONG⁶⁸, les documents produits par le réseau « Espace Associatif »⁶⁹ et les débats lors de la 2^{ème} consultation nationale des ONG⁷⁰.

1 - Le manque d'implication des ONG et des ONGDF dans la problématique du financement du développement

Les entretiens individuels et focus groups effectués avec 40 ONG dans le cadre de ce projet d'étude ont donné les résultats ci-dessous. (Cf. en annexes la liste des ONG consultées)

1.1 - Information, formation et activités des ONG sur l'efficacité de l'aide

⁶⁷ Espace Associatif : Rapport : l'indice de la société civile, Mars 2011.

⁶⁸ 4 ateliers de travail : 2 ateliers d'information et de sensibilisation (15 et 22 septembre 2011) un atelier de sensibilisation pour le travail en réseau (29 septembre 2011) et un atelier de formation sur les flux d'aide au Maroc(17 novembre 2011).

⁶⁹ - EA, Rapport de la société civile sur les OMD, 10 ans après où en sommes-nous dans la réalisation des OMD?, Rapport rédigé par Aziz Chaker, décembre 2010.

- EA, Les OMD au Maroc. Partenariat, financement et efficacité du développement, juin 2010, Rapport rédigé par Aziz Chaker.

- EA, ATMDAS et FLDDF : rapport de la consultation nationale sur l'efficacité de l'aide au développement 29-31 mai 2010.

- EA, ATMDAS et FLDDF : Déclaration de principes de Rabat 31 mai 2010.

- EA, ATMDAS et FLDDF : Déclaration de Rabat, deuxième consultation nationale sur l'efficacité du développement au Maroc 22 octobre 2011.

⁷⁰EA, ATMDAS et FLDDF : Deuxième Consultation Nationale sur l'efficacité du développement au Maroc à laquelle nous avons participé 21-22 octobre 2011.

Seules deux ONG (ATMTDAS, L'Association 3ème Millénaire pour le développement et l'action associative dans le Sud-Est) et FLDDF (La Fédération de la Ligue Démocratique des Droits de la Femme) et un réseau d'ONG (Espace Associatif) sur les 40 ONG consultées étaient informés des engagements concernant les nouvelles modalités de l'efficacité de l'aide et de ses implications. Il n'existe pas dans ces ONG de groupe de travail à ce sujet et seulement certaines personnes sont impliquées dans ce débat.

- Seuls l'EA en partenariat avec les 2 ONG cités ci-dessus ont organisé des activités sur l'efficacité de l'aide (voir activités dans le point 2).
- Les informations sur les prévisions des recettes et dépenses de l'Etat sont accessibles dans la loi de Finances mais les informations sur les réalisations de celles-ci sont disponibles mais non accessibles au public et aux médias.
- Les ONG ont toutes des programmes de formation dont plusieurs sur l'approche genre mais elles n'ont jamais reçu de formation sur le suivi évaluation des flux d'aide selon une perspective genre. Les seules formations reçues sont celles qui ont été réalisées dans le cadre de ce projet financé par la coopération espagnole. Les formations sur l'EG sont en général des formations financées par les bailleurs.
- Les ONG de manière générale et les ONG des DF en particulier sont en général informées sur les données socio économiques désagrégées selon le sexe publiées par le HCP mais elles pensent qu'elles sont insuffisantes.

1.2 - Participation des ONG au processus des nouvelles modalités de l'aide

La cadre institutionnel pour la participation des ONG dans la conception, l'élaboration le suivi et évaluation des politiques publiques existe (article 11 de la Constitution de 2011) et les mécanismes de mise en œuvre sont attendus.

Les ONG, les instituts de recherche et les universités ne participent pas à ce processus. (Élaboration des stratégies sectorielles, INDH.⁷¹.)

Cependant, pour l'élaboration de certaines stratégies dans un domaine précis (Stratégie Nationale pour l'équité et l'égalité de genre, stratégie de lutte contre la violence faite à l'égard des femmes par exemple) certaines ONG participent à la conception et l'élaboration. Le degré de participation varie en fonction du département ministériel concerné. Mais les ONG ne sont pas impliquées de manière générale dans l'exécution, le suivi et l'évaluation de ces stratégies.

Toutes les ONG attestent qu'elles ne sont pas impliquées dans le choix des priorités des dépenses publiques nationales, sectorielles pour un domaine précis.

Pour les donateurs il y'a des possibilités pour influencer leur choix de projets d'aide puisque certaines ONG sont consultées en amont. Cette consultation (comme cela a été précisé dans le chapitre sur la responsabilité mutuelle) n'est pas systématique, parfois informelle et ne concerne pas toutes les ONG. Les ONGDF qui souvent constituent des coalitions pour l'élaboration des plaidoyers de grandes causes (code de la famille, code pénal, code de la nationalité, réforme de la Constitution ...) influencent souvent les décisions des bailleurs et obtiennent gain de cause.

⁷¹ Au Maroc il n'existe pas de stratégie nationale de lutte contre la pauvreté Voir Chapitre ...

1.3 - Les obstacles rencontrés et les défis à relever pour l'implication des ONG et des ONGDF dans le débat de l'EA

1.3.1 - Les obstacles essentiels relevés par les ONG :

- **Le manque d'information :** Ce manque d'information vient aussi bien des décideurs des bailleurs que des ONG impliquées dans l'initiation du débat sur l'EA (Déroulement de la première consultation nationale organisé par l'Espace Associatif) ;
- **La thématique est nouvelle et complexe :** C'est une nouvelle question pour les ONG car le processus ne date que depuis 2009. Les DESC ne sont pas encore inscrits dans les agendas des ONG ;
- **Le manque de capacités :** les ONG n'ont pas de compétences dans les domaines des politiques publiques leur exécution, suivi, évaluation et plus particulièrement en ce qui concerne le processus de leur financement. Elles n'ont jamais reçu de formation pour demander des comptes au gouvernement : gestion des finances publiques et techniques spécifiques de plaidoyer. Toutes les ONG ne connaissent pas les mécanismes de recherche de financement. Certaines ONG ont relevé leur manque de capacités pour formuler leurs propres stratégies et plans d'action ;
- **Le manque d'intérêt de la part des ONG :** les ONG ont plusieurs thématiques dans leurs agendas et manquent de ressources humaines. Ceci se traduit par la non spécialisation de leurs ressources dans les différentes thématiques et lorsqu'elles suivent un dossier ce n'est pas toujours la même personne qui participe aux activités relatives à ce dossier (suivi irrégulier, non dissémination de l'information, etc) ;
- **L'insuffisance de communication et la quasi absence de coordination entre les ONG** travaillant sur les mêmes thématiques de manière formelle et permanente ;
- **Le manque de ressources financières des ONG :** souvent elles se trouvent dans une logique de recherche de projets pour financer les charges fixes (loyer, salaires.) L'Etat ne finance pas les ONG et elles se trouvent dépendantes des bailleurs. Le financement des projets de l'EG est assuré en grande partie par l'aide non budgétaire et va directement aux ONG. Le secteur privé s'implique très peu dans le financement des projets des ONG ;
- **La non reconnaissance des ONG en tant que partenaire principal dans la réflexion sur le développement ;**
- **L'insuffisance de la culture d'évaluation et l'absence de mécanismes de redevabilité ;**
- **L'élaboration de critères transparents pour l'aide allouée au ONG par les bailleurs :** certaines ONG accèdent à des fonds et d'autres n'y accèdent pas et ce surtout au niveau régional, alors que les problèmes de pauvreté et d'inégalités Hommes femmes y sont plus importants. Certaines ONG relèvent que les conditions exigées par les bailleurs ne coïncident pas toujours avec leur vision et que ceux-ci pratiquent une discrimination entre les différentes ONG.

1.3.2 - Les défis à relever :

Les principaux défis à relever pour l'implication des ONG et des ONGDF dans l'agenda de l'EA sont :

- l'efficacité du développement qui doit remplacer la problématique de l'efficacité de l'aide ;
- le droit à l'information sur l'aide au développement en général et sur l'aide au développement dans une perspective genre ;
- Le problème du financement des ONG et des projets ONG : l'implication directe de l'Etat dans le financement de l'égalité de genre, l'augmentation des ressources internes pour que les ONG ne dépendent plus des bailleurs pour la réalisation de leurs plans d'action et l'abandon de la logique de financement des charges sont de véritables défis à relever ;
- La reconnaissance de l'importance du dialogue politique par tous les acteurs ;
- l'amélioration des compétences des ONG en termes d'indépendance et de responsabilité vis-à-vis de l'Etat et des bailleurs, le renforcement de leurs capacités de négociation et de plaidoyer auprès de ces acteurs ainsi que leur renforcement des capacités de manière générale (techniques de plaidoyer et de négociation, formation genre, formation sur l'élaboration de stratégies, l'évaluation des projets) et de manière particulière sur le suivi évaluation des politiques publiques L'émergence de champions leaders sur la question de l'EA a aussi été proposée ;
- La prise en considération des demandes des ONG et de leur reconnaissance en tant qu'acteur au même titre que les autres acteurs, leur implication dans l'ensemble des politiques publiques à tous les stades du processus : élaboration/suivi /exécution/évaluation ;
- La reconnaissance de l'EG dans les principes des ONG et la prise en considération du genre dans les activités de toutes les ONG ;
- L'élaboration d'une politique de développement national garantissant les DESC dans une perspective genre ;
- Le suivi évaluation de l'aide non budgétaire par l'OCDE ;
- La redevabilité des ONG et la responsabilité multiple.

2 - L'initiation récente au débat sur l'efficacité de l'aide/efficacité du développement par le réseau d'ONG : l'Espace Associatif ⁷²

C'est lors de la consultation régionale des ONG pour l'Asie et l'Afrique du Nord qui a eu lieu à Bangkok les 6 et 7 novembre 2009, que pour la première fois le réseau d'ONG marocain Espace Associatif a participé à une activité sur l'efficacité de l'aide et a été appelé à programmer cette thématique dans son agenda.

Conformément à sa mission de fédération des ONG démocratiques, l'Espace Associatif a joué, en partenariat avec d'autres associations et ONU Femmes, dans le cadre du présent projet, **un rôle important dans la réflexion, la sensibilisation et la diffusion de**

⁷² <http://www.espace-associatif.ma>

l'information sur : l'efficacité de l'aide en général, l'efficacité de l'aide dans une perspective genre, l'efficacité de développement et le rôle des OSC au niveau international dans le débat sur cette question.

Sur le plan international, l'Espace Associatif a participé à plusieurs forums et réunions régionales :

- Troisième Forum de Haut Niveau Accra, Septembre 2008
- Bangkok : Consultation régionale des ONG pour l'Asie et l'Afrique du Nord qui Bangkok, Novembre 2009
- Istanbul : Assemblée générale de l'Open Forum 28-30 septembre 2010 sur l'efficacité du développement des OSC Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC1, 29 septembre 2010
- Cambodge :Deuxième assemblée générale du forum sur l'efficacité du développement des OSC tenue à Siem Reap, Cambodge, les 28 et 29 juin 2011
- 1ère réunion de suivi de dialogue structuré 09 et 10 novembre UE, Bruxelles
- Séminaire régional sur le "Dialogue Structuré sur la participation des organisations de la société civile et des autorités locales dans la coopération de la CE Bakou (Azerbaïdjan), 9-10 Février 2011
- Deuxième réunion à Bruxelles le 30 et 31 Mars 2011 la participation de la société civile et des autorités locale dans la coopération au développement de l'UE
- Troisième réunion sur le dialogue structuré à Budapest 17-19 May 2011
- Busan : Forum de Haut niveau 29 décembre 2011

Ce réseau a organisé depuis 2009 plusieurs activités sur l'efficacité du développement :

- plusieurs activités sur les OMD dont une sur l'OMD 8
- deux consultations nationales sur l'EA
- les ateliers de sensibilisation et d'information en partenariat avec ONU femmes dans le cadre de ce projet

2.1 - Les activités sur les OMD et l'OMD 8⁷³

Le Maroc a élaboré 4 rapports sur l'évaluation des OMD : 2003, 2005, 2007 et 2009. Ce n'est qu'à partir du rapport de 2007 que la question du financement et du partenariat a été abordée dans le cadre de l'OMD 8.

L'Espace Associatif a organisé plusieurs rencontres de la société civile sur les OMD⁷⁴ qui ont abordé la question du partenariat (Objectif 8) et a élaboré deux documents sur la question⁷⁵.

Dans ces rapports de la société civile, les représentants des OSC ont :

- constaté que la question du financement du développement, et notamment le financement lié à l'aide internationale, est restée jusque là opaque. Il aura fallu

⁷³ Cartographie des principaux acteurs : Rapport Maroc Octobre 2011 page...

⁷⁴ Rapport de la société civile sur les ODM. 10 ans après où en sommes-nous dans la réalisation des OMD?

⁷⁵ Les OMD au Maroc. Partenariat, financement et efficacité du développement, juin 2010

attendre la publication des données de **l'enquête du CAD/OCDE de 2008**, pour en savoir un peu plus sur la contribution du partenariat international au financement du développement au Maroc, et sur la structure du financement APD

- constaté que l'aide au développement reste faible dans le financement du développement au Maroc
- déploré l'opacité de la gestion de l'aide au développement,
- noté la faiblesse de la part de l'aide réellement affectée aux actions et projets des ONG ;
- approuvé le projet de création du « Groupe thématique Harmonisation inter-bailleurs » et insisté sur la nécessité pour que tous les acteurs soient associés aux travaux de ce groupe,
- appuyé la mise en place du Projet SIG (Carte des Projets de Développement au Maroc)⁷⁶ qui facilitera l'accès à l'information.

Les représentants des OSC ont également déploré :

- la faiblesse des capacités des organisations de la société civile à agir directement vis-à-vis des bailleurs de fonds et à négocier avec les bailleurs sur la base d'une stratégie claire
- l'absence de concertation entre l'Etat et la société civile sur les besoins des ONG. Les OSC affirment qu'elles sont appelées ponctuellement à participer à une réunion organisée par une institution étatique, mais elles déplorent le fait que, le plus souvent, l'Etat les informe et tient peu compte de leur avis. L'exemple du budget alloué aux élections locales a été cité à l'appui de cette thèse.
- l'inexistence de dialogue entre l'Etat et la société civile quant à l'affectation des fonds de l'aide
- l'approche offre des bailleurs et non l'approche besoins

2.2 - Les consultations nationales sur l'efficacité du développement dans le cadre de l'Open Forum pour la préparation du 4^{ème} Forum de Haut niveau de Busan

L'EA a organisé en partenariat avec l'ATMDAS (ONG régionale) et la FLDDF(ONGDF) les réunions régionales et nationales préparatoires au HLF4 et a produit dans ce cadre deux déclarations et un premier rapport de consultation nationale.

La consultation nationale sur l'efficacité de l'aide au développement est une série limitée de rencontres de réflexion participative entre les acteurs de la société civile. Elle s'élargie aussi aux acteurs privé et institutionnels sur les mesures à prendre pour améliorer la qualité des financements destinés au développement par pays.

A l'horizon de 2011 et sous l'égide de l'Open Forum¹ une série de consultations à l'échelle

⁷⁶ « Dans le cadre des engagements souscrits par le Maroc au titre de la Déclaration de Paris, le Ministère de l'Economie et des Finances en partenariat avec le PNUD, et avec le concours financier de la coopération espagnole et française, s'est engagé depuis 2008 dans un projet visant l'établissement d'une carte des projets de développement via un système d'information géographique.

mondiale visent à donner un cadre commun à l'efficacité pour le développement des OSC comportant un ensemble de principes, d'indicateurs, de directives sur l'application des principes, de bonnes pratiques relatives aux mécanismes de responsabilité et de normes minimales pour que les OSC travaillent dans un environnement porteur.

L'Open Forum cherche aussi à créer des opportunités d'apprentissage sur l'efficacité pour le développement des OSC, et à faciliter le dialogue entre les OSC, les bailleurs officiels, les gouvernements et éventuellement d'autres acteurs du développement, pour définir les conditions minima qui permettraient d'aboutir à un accord multipartite lors du Forum de haut niveau de 2011.

2.2.1 - La première consultation nationale Maroc : 29-31 mai 2010⁷⁷

Les Objectifs de cette consultation sont: permettre à un maximum d'OSC de s'exprimer ; favoriser le dialogue avec les bailleurs et les gouvernements au niveau national ; déterminer les éléments clés d'un cadre commun pour l'efficacité du développement⁷⁸

Les principes essentiels de l'efficacité pour le développement des OSC marocaines :

- Sur le plan subjectif : La démocratie; l'égalité basée sur le genre et sur l'égalité des chances; l'indépendance; la transparence; le bénévolat et l'engagement; la responsabilisation et le rendement de comptes; les Droits de l'Homme ;
- Sur le plan de l'environnement porteur : L'équité sociale ; l'égalité (égalité entre genres et égalité de chance) ; la responsabilisation et la demande des comptes aux responsables ; les droits à l'information ; la participation des OSC dans l'élaboration des politiques publiques ; la reconnaissance des OSC en tant qu'acteurs indépendants; la transparence ; la démocratie ; l'évaluation des politiques publiques.

Les conclusions des débats :

Les OSC ont commencé par préciser leur définition de l'efficacité de l'aide au développement qui doit, pour elles, être évaluée en fonction de son impact durable sur les populations les plus pauvres. Elles ont rejeté la définition des bailleurs et des gouvernements qui privilégient les questions relatives à la fourniture de l'aide et à sa gestion. Elles ont ainsi déplacé le débat sur l'efficacité de l'aide pour l'axer sur l'efficacité du développement. Dans les entretiens réalisés dans le cadre de ce projet, cette idée a été souvent affirmée avec force.

Elles ont également observé: la faiblesse des financements locaux⁷⁹, l'absence de participation des OSC dans l'élaboration des programmes stratégiques, la complexité des

⁷⁷ Espace Associatif, ATMDAS et FLLDF : Efficacité du développement des OSC au Maroc : la consultation Nationale Maroc, 29-31 mai 2010 en partenariat avec Open Forum for CSO et Asia Pacific Research Network ; 31 Mai 2010.

⁷⁸ Espace Associatif : Présentation de M. Yassir Ouchen De l'efficacité de l'aide au développement à l'efficacité du développement des OSC Ateliers du 15 et 22 septembre 2011 d'ONU femmes en partenariat avec l'Espace Associatif Rabat

⁷⁹ Dans un document produit par l'EA en mars 2011 relatif à « L'indice de la société civile au Maroc », l'idée de la faiblesse des financements du gouvernement est mise en exergue. Le rapport souligne également que le nombre d'associations qui bénéficient d'un financement étranger est très réduit au regard du nombre d'associations existantes et des besoins de fonds.

procédures administratives, le non respect de la Déclaration de Paris, l'absorption par les coopérants et les experts étrangers d'une part importante des budgets de l'aide allouée

Les OSC ont insisté sur l'efficacité du développement décliné en 3 axes de réflexion considérés comme essentiels :

- la redevabilité,
- l'autonomie et l'indépendance du secteur associatif et
- l'égalité de genre

Les OSC ont insisté sur la redevabilité et sur la responsabilité mutuelle, sur le droit à l'information, la reconnaissance des OSC en tant qu'acteurs indépendants et la participation dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques.

Pour consolider leur indépendance, les OSC souhaitent : diversifier leurs sources de financement, consolider leur organisation et disposer d'une stratégie d'action qui leur permette de négocier sur des bases claires et précises avec les bailleurs de fonds,

Pour garantir la transparence, les OSC jugent nécessaire la conclusion d'accords de partenariat et de coopération avec les donateurs

Sur la question de l'égalité de genre, les OSC considèrent que l'égalité des droits entre les sexes et l'égalité de genre font partie des droits humains et ne peuvent qu'être pris en considération dans tout projet.

La déclaration 1 de Rabat :

Dans ce cadre, les Organismes ont rédigé une **déclaration de principes : la déclaration de Rabat** ⁸⁰

Cette déclaration a adopté cinq principes :

1. La contribution collective pour l'instauration d'un environnement législatif, politique, social et culturel favorable à toutes les parties prenantes leur permettant d'assurer leurs rôles respectifs dans un cadre de respect mutuel, de responsabilité et d'autonomie ;
2. La réflexion à un mécanisme de rationalisation de la gestion des ressources financières de manière efficace et transparente ce qui vise à instituer le partenariat entre les associations et les pouvoirs publics au profit du développement démocratique de notre pays. Ce mécanisme sera la traduction concrète de la reconnaissance du rôle de la Société Civile comme une force de proposition et de mobilisation incontournable, aujourd'hui exprimée par les différents acteurs ;
3. L'ouverture d'un débat public sur les pistes efficaces au développement de mécanismes de participation des associations pour la contribution à l'élaboration des politiques publiques ;
4. L'engagement pour l'application des principes et des valeurs de diversité, de différence, de démocratie, d'égalité et de modernité, ainsi que des normes de

⁸⁰ Espace Associatif, ATMDAS et FLLDF : la consultation Nationale sur l'efficacité de développement au Maroc, Déclaration de principes 31 mai 2010

transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des associations et des financements destinés au développement ;

5. L'échange et la facilitation de l'accès à l'information afin de consolider la coopération entre les différents acteurs du développement.

Les OSC en route pour Busan : messages-clés et propositions des OSC :

- Évaluer en détail et renforcer les engagements pris à Paris et à Accra ;
- Approfondir l'efficacité du développement par le biais de pratiques fondées sur les normes en matière de droits humains ;
- Aider les OSC en tant qu'acteurs indépendants du développement de plein droit, et créer un environnement propice pour leur travail dans tous les pays ;
- Promouvoir une architecture de coopération au développement juste et équitable.

2.2.2 - La deuxième consultation nationale : De l'efficacité de l'aide vers l'efficacité de développement : Atelier de consultation des OSC et des Multi-parties 21-22 octobre 2011

Objectifs :

- Sensibiliser un plus large nombre d'OSCs sur la question de l'efficacité d'aide;
- Débattre des Propositions de la Société civile marocaine pour le suivi du PAA ;
- **lancer un échange entre les associations, les bailleurs, les institutions gouvernementales ainsi qu'éventuellement d'autres acteurs du développement sur les propositions des OSC sur les principes de l'efficacité pour le développement et sur les moyens de mise en œuvre ;**
- Renforcer la reconnaissance et l'écoute des associations en tant qu'acteurs du développement et identifier les éléments constitutifs d'un environnement porteur ;
- Promouvoir le concept de l'efficacité pour le développement avec d'autres partenaires ;
- Échanger sur les éventuelles coordinations pour une meilleure présence au forum mondial de Busan.

Résultats attendus

Les OSC :

- augmentent leur connaissance sur la DP, PAA;
- formulent le plan d'action Maroc des OSCs sur les engagements sur l'efficacité d'aide;
- établissent un système de monitoring des OSCs du PAA;
- se familiarisent avec les acteurs d'aide les donateurs et gouvernement et leurs plans sur l'efficacité de l'aide ;
- évaluent le contenu et le processus de l'atelier.

Participant-E-s : Représentant-E-s des organismes nationaux de la société civile ; représentants des donateurs pour la consultation des multi-parties; représentants gouvernementaux pour la consultation des multi-parties.

. Les remarques essentielles que nous pouvons faire à propos de ce cet atelier sont :

- les décideurs ne sont pas « prêts » pour un dialogue politique puisque le Département concerné en premier lieu par l'EA, le MEF n'a pas répondu à l'invitation des organisateurs comme pour les autres activités réalisées par ONU Femmes dans le cadre de ce projet ;
- les bailleurs sont intéressés par l'implication des OSC et plus particulièrement l'UE qui a fait une présentation montrant tous les mécanismes élaborés et projets futurs pour une participation active des OSC au Maroc ;
- les ONGDF ont été présentes (%) et insistent sur la perspective genre dans les débats ;
- les ONG sont intéressées pour s'impliquer activement dans le débat sur l'efficacité de l'aide /efficacité du développement et elles souhaitent la création d'un réseau d'ONG sur cette thématique le plus tôt possible ;
- la volonté d'ouvrir un dialogue immédiat avec les décideurs ;
- la volonté de faire un plan d'action à moyen et long terme : Discussion des messages clés des OSC au 4eme forum haut niveau du Busan et Ebauche pour un plan d'action national ⁸¹.

Au terme de cette consultation trois documents ont été élaborés par l'Espace Associatif : un communiqué de presse, une déclaration et un rapport destinés à l'opinion publique et à tous les acteurs⁸².

Le communiqué de presse qui a annoncé la consultation nationale et ses objectifs, montre un début de communication qui n'a pas existé auparavant.

La déclaration de Rabat ⁸³ :

Nous considérons que cette déclaration est importante pour la suite des débats sur l'efficacité de l'aide dans une perspective genre, l'efficacité du développement des OSC marocaines et c'est pour cela que nous la citons entièrement : (elle peut faire l'objet d'un encadré)

Les représentant(e)s des OSC marocaines en vue du 4^{ème} Forum sur l'Efficacité de l'aide à Busan déclarent et exigent :

1) « Evaluation des engagements du plan d'action d'Accra et la Déclaration de Paris et leur mise en œuvre

- Les OSC ont noté l'absence d'une stratégie intégrée de « lutte contre la pauvreté » au Maroc rendant difficile l'évaluation du processus de mise en œuvre par les autorités marocaines de la Déclaration de Paris (DP) et du Plan d'Action d'Accra (PAA) ;

⁸¹ Programmé dans le cadre d'un atelier le 17 novembre

⁸² <http://www.espace-associatif.ma/De-l-efficacite-de-l-aide-a-l?lang=fr>

⁸³ Espace Associatif, ATMDAS et FLLDF : Déclaration de Rabat : La deuxième consultation nationale sur l'efficacité du développement au Maroc : De l'efficacité de l'aide à l'efficacité du Développement Le 21 octobre 2011

- Les OSC demandent leur implication dans le processus d'élaboration du suivi et de l'évaluation des stratégies quelque soit leur nature;
- La nécessité d'impliquer les OSC dans l'élaboration des stratégies des différents pays donateurs répondant à la mise en application du principe de l'appropriation tel qu'énoncé par la Déclaration de Paris ;
- Les OSC appellent le gouvernement marocain à adopter les principes d'Istanbul.

2) Renforcement de l'efficacité des politiques du développement à partir des pratiques fondées sur l'approche des droits humains et du droit au Développement.

- L'élaboration de mécanismes opérationnels et efficaces de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de l'approche Droit dans l'élaboration des politiques publiques ;
- L'implication effective des OSC dans les programmes de développement régionaux et locaux considérés comme un levier important du développement »
- L'institutionnalisation, au sein des conseils locaux et régionaux, de mécanismes participatifs et de concertation favorisant l'implication des OSC dans l'élaboration et le suivi des programmes de développement.

3) Appui des OSC en tant qu'acteur indépendant et autonomes dans les projets de développement -engagement à créer un environnement favorable pour l'intervention des OSC

- Donner aux OSC une liberté d'action et assurer un environnement favorable pour réaliser leurs projets de développement.
- Le droit des OSC au financement public et à l'instauration de mécanismes de suivi et de contrôle de ces fonds qui leur seraient alloués.
- Reconnaître les OSC en tant qu'acteurs indépendants du développement de plein droit.

4) Appuyer la mise en place d'une structure de coopération pour un développement juste et équitable

- Élargissement du cadre mondial de la coopération au développement en intégrant le système des Nations Unies dans le suivi du processus (au lieu de l'OCDE) allant dans le sens d'un nouveau partenariat de Développement Démocratique.
- Lors du 4ème FHN de Busan, les parties prenantes sont appelés à adopter les principes du Droit au Développement au lieu des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) considérés comme objectif très minimalistes. »Rabat, les 21 et 22 octobre 2011

2.3 - Les ateliers de renforcement de capacités des ONG dans le domaine de l'efficacité de l'aide

Afin que les ONG marocaines soient informées et sensibilisées à la question de l'efficacité de l'aide et puissent participer activement aux débats et au dialogue entre les acteurs, il s'est avéré indispensable dans le cadre de ce projet de recherche sur le « suivi-évaluation de l'aide dans une perspective genre » (3ème composante : renforcement des capacités) de diffuser l'information existante à ce sujet, de sensibiliser les ONG à travailler dans le cadre d'un réseau et d'instaurer des échanges entre les différents acteurs. C'est ainsi que plusieurs ateliers ont été organisés par ONU Femmes en partenariat avec l'Espace Associatif

Les participantes et participants à ces ateliers ont manifesté leur grand intérêt pour cette question qui va faire dorénavant partie de leurs agendas et ce à l'aide de la création d'un réseau sur l'efficacité du développement qui fonctionnera d'abord comme groupe de réflexion et dont l'espace associatif sera le leader dans un premier temps.

PARTIE 5 : POINTS D'ENTREE STRATEGIQUES ET OUTILS POUR EVALUER ET AMELIORER LES RESULTATS POUR L'EGALITE DE GENRE : OPPORTUNITES, POINTS D'ANCRAGE ET OBSTACLES DES NMA

La nouvelle vision de l'aide qui prône l'abandon des projets parfois isolés au profit de programmes nationaux ou sectoriels permet des opportunités notamment en matière d'intégration des thèmes transversaux obéissent à une approche plus globale tels que le genre. Cette façon de voir part de l'idée selon laquelle les programmes nationaux ou sectoriels « auront un impact beaucoup plus important et beaucoup plus durable sur l'égalité de genre et l'émancipation que les projets à petite échelle »⁸⁴

Or, des recherches menées par Klasen et la BANQUE MONDIALE ⁸⁵ développent un autre sens de causalité : celui qui mène de la réalisation d'une plus grande égalité entre les hommes et les femmes et d'une plus grande émancipation des femmes vers celle des objectifs de lutte contre la pauvreté et l'amélioration de diverses dimensions du développement humain.

La Déclaration de Paris érige l'appropriation nationale en principe fondamental parce que les donateurs doivent soutenir des politiques que les gouvernements partenaires s'approprient au plan national plutôt que de leur imposer des politiques venues de l'extérieur. Cette volonté s'est traduite par un alignement sur les budgets nationaux, ce qui a entraîné un changement dans les mécanismes d'acheminement de l'aide et depuis qu'ils ont entériné la Déclaration de Paris, les donateurs ont privilégié l'approche sectorielle et l'appui budgétaire.

1 - Etat des lieux des nouvelles modalités de l'aide au Maroc

1.1 - les NMA et les stratégies nationales et sectorielles

Alors que la problématique est à situer du côté des opportunités qu'ont les femmes d'utiliser effectivement les investissements qu'elles ont consentis (en termes d'éducation et de soins de santé), les efforts déployés dans le domaine notamment à travers les stratégies nationales et des programmes sectoriels reste l'affaire des «secteurs sociaux. En effet, les domaines des revenus et de la participation au marché du travail («opportunités») ne font pratiquement jamais l'objet d'une analyse de genre. Ainsi dans le programme gouvernemental :

- La question du marché de travail est traitée sous l'angle d'une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de compétences à travers l'augmentation de l'accès et de la qualité de l'enseignement supérieur et du système de formation et d'enseignement professionnel et technique (FEPT), l'amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail et l'extension des programmes actifs du marché de l'emploi (PAME)⁸⁶.

⁸⁴ Nathalie Holvoet(2007) : Evolution de la pensée et de la politique en matière de développement. Pour de nouvelles opportunités l'égalité de genre?! Le genre dans les stratégies de réduction de la pauvreté et les approches sectorielles Institut de politique et de gestion du développement, Groupe de recherche en appui à la politique CSLP Commission Femmes & Développement

⁸⁵ Voir entre autres Klasen (1999) et la Banque mondiale (2001a plus spécifiquement le chapitre 2, pp. 73-106) pour, un aperçu des recherches.

S. (1999). "Does Gender Inequality Reduce Growth and Development? Evidence from Cross-country regressions", Background Paper for Engendering Development. Washington D.C.: World Bank.

⁸⁶Document de la Banque mondiale Rapport No. 50316-MA CADRE DE PARTENARIAT STRATEGIQUE POUR LE ROYAUME DU MAROC 2010- 2013 Janvier 2010

- La question de la pauvreté est abordée en termes de réduction des inégalités, d'exclusion sociale et de vulnérabilité de façon à impliquer les pauvres, les vulnérables et en particulier les femmes et les jeunes. L'INDH est le principal véhicule des interventions ciblant la pauvreté et s'appuie sur la participation et la planification communautaire pour améliorer les conditions de vie et permettre aux pauvres des communautés ciblées de se faire mieux entendre.
- Dans un contexte marqué par l'absence de plans de développement économiques et sociaux, les OMD constituent la principale référence pour les organisations de droits des femmes, pour apprécier les performances et la réalisation des progrès. En effet, ils offrent des instruments pour l'évaluation des avancés réalisés en matière de développement humain⁸⁷. Les rapports de suivi constituent des moments très importants pour les OSC et les associations de droits des femmes pour apprécier le degré de réalisation des objectifs affichés.

1.2 - Alignement entre appréciation quantitative et qualitative

Lorsque les bailleurs de fonds s'alignent sur les programmes nationaux et sectoriels et utilisent les systèmes nationaux, ils exigent en parallèle la bonne qualité de ces systèmes et processus et donc du degré de participation des différents acteurs à la conception, à la gestion, au suivi, à l'évaluation des politiques et des programmes sectoriels, des politiques et des programmes nationaux..

Au Maroc, l'APD apparaît bien alignée sur les priorités nationales et semble utiliser les systèmes nationaux de gestion des finances publiques et de passation des marchés (comme le montrent les données des tableaux ci-dessous). Mais ces indicateurs ne nous renseignent pas sur le degré d'implication des différents acteurs et plus particulièrement sur celui des associations des droits des femmes dans la totalité du processus sous-jacent.

⁸⁷ Ayache Khellaf(13 avril 2011) : « Politiques Publiques: Croissance économique et cohésion sociale »Réunion d'experts - Rabat, Maroc

Tableau VII : Alignement de l'aide sur les priorités nationales

	Aide versée au secteur public durant 2010 notifiée par les donateurs (Qd3) (en millions USD)	Aide comptabilisée dans le budget pour 2010 (Qg14) (en millions USD)	2010		2007	
			(Qg14/Qd3) (en %)	(Qd3/Qg14) (en %)	(en %)	(en %)
Alignement	1 429	1 401	98		80	

Source : Communication de Farhat lors de la réunion du 9 JUIN 2011 AU MEF

Tableau VIII : Utilisation des systèmes nationaux de gestion des finances publiques

Donneur	Aide versée au secteur public durant 2010 (Qd3) (en millions USD)	Exécution du Budget (Qd8) (en millions USD)	Reporting financier (Qd9) (en millions USD)	Audit (Qd10) (en millions USD)	Trois procédures (Qd11) (en millions USD)	2010 avg(Qd8, Qd9, Qd10)/Qd3 (en %)	2007 (en %)
Total	1 429	1 239	1 229	1 211	1 211	86	79

Source : Communication de Farhat lors de la réunion du 9 JUIN 2011 AU MEF

Tableau IX : Utilisation des systèmes nationaux de passation des marchés

Donneur	Aide versée au secteur public durant 2010 (Qd3) (en millions USD)	Utilisation des systèmes nationaux de passation des marchés (Qd12) (en millions USD)	2010 (Qd12/Qd3) (en %)	2007 (en %)
Total	1 429	1 255	88	81

Source : Communication de Farhat lors de la réunion du 9 JUIN 2011 AU MEF.

Les conclusions du chapitre consacré aux mécanismes de responsabilité et efforts fournis par les acteurs pour une efficacité de l'aide selon une perspective genre confortent l'idée du faible degré de participation de la société civile dans le processus sous-jacent.

1.3 : Opportunités de la logique des programmes axés sur les résultats

La logique des programmes axés sur les résultats présente une opportunité dans la mesure où il est possible et plus facile d'étendre sa vision vers la sensibilité au genre des résultats. En effet, « une politique ou un programme uniforme et insensible au genre (et ce, au micro, au méso comme au macro niveau) qui ignore cette réalité n'aura qu'un effet partiel, voire aucun effet du tout »⁸⁸

Il y a lieu de rappeler que la réforme budgétaire entamée en 2001 selon les principes de la progressivité et de la démarche progressive et consensuelle a constitué un cadre d'intégration de la dimension genre.

L'importance de l'approche genre dans le processus budgétaire et dans les politiques et les programmes de développement a été soulignée dans lettre d'orientation du Premier Ministre pour l'élaboration du projet de loi de finances 2007 et dans la circulaire du Premier Ministre du 08 février 2007 instituant le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) qui « ne se substitue pas au Plan de Développement Economique et Social et à la loi de finances mais constitue un instrument de programmation pluriannuelle assurant une meilleure visibilité aux gestionnaires, la convergence des politiques publiques et leur intégration »⁸⁹..

Ce processus de réforme budgétaire, à travers ses dispositifs de programmation et de suivi de la performance, constitue le point d'ancrage de la BSG qui offre l'opportunité de rendre les politiques publiques et les pratiques budgétaires redevables et réceptives au regard de la réduction notamment des inégalités selon le genre.

Il faut noter que la BSG a rendu disponible les statistiques désagrégées par sexe qui permettent l'élaboration d'indicateurs de performance utiles pour la phase d'évaluation des politiques publiques à travers une perspective genre.

2 - Les points d'entrée pour l'intégration de la dimension genre dans les NMA

Au Maroc, l'essentiel de l'aide passe par le canal des programmes généraux et sectoriels. Pour pallier aux risques liés à ce type d'acheminement, les points d'entrée pour l'intégration de la dimension de genre, reconnue au niveau stratégique, relèvent surtout de l'approfondissement de la qualité des processus de conception des politiques, de planification, de budgétisation, de mise en œuvre, et de suivi et d'évaluation, du développement des capacités et du dialogue politique.

2.1 - Sur le plan des finances publiques : approfondissement des réformes

- La refonte de la loi organique des finances permettra d'accélérer le processus de réforme budgétaire et la généralisation de la prise en compte de la dimension genre dans la planification, la programmation et l'exécution des politiques publiques dans le souci d'assurer l'équité à travers des politiques de proximité.
- Le renforcement des processus CDMT doit :
- aider à assurer l'insertion du budget et le genre dans une stratégie macro-économique qui prenne en compte les scénarii possibles;

⁸⁸ Nathalie Holvoet(2007) op cit

⁸⁹ M.Mohammed Haddad(Rabat avril 2010) : Direction du budget (MEF) : « De l'expérimentation à la généralisation de la réforme budgétaire au Maroc »

- aider à présenter une vision unifiée de la programmation des politiques publiques et des diverses sources de financement, conformément aux procédures nationales ;
- assurer une complémentarité avec les programmes de réforme des finances publiques et de BSG;
- appuyer l'intégration de la dimension genre dans les programmes sectoriels (cinq départements sont associés à cette initiative pour la préparation de leur budget au titre de l'année en 2009).

2.2 - Le dialogue politique

Pour que le thème de l'EG soit abordé sans sensibilité aussi bien en termes de contenu des politiques et des programmes qu'en matière de degré de présence d'une expertise en genre dans la totalité du processus, il faut desserrer les contraintes mentionnés dans le papier sur le dialogue politique, il s'agit notamment⁹⁰ :

- du manque d'information et de sensibilisation à la question ;
- le manque d'intérêt pour la question par les décideurs et plus particulièrement les parlementaires, les ONG et par les médias ;
- le manque de capacités dans le domaine de l'efficacité de l'aide et celui du genre ;
- le manque de capacités sur les problèmes et mécanismes de financement du développement, le manque d'une réflexion globale sur le développement et sur les priorités du développement.

2.3 - Le renforcement des capacités

Le transfert des responsabilités vers les acteurs nationaux conséquence logique de l'appropriation nécessite le renforcement des capacités non seulement des acteurs directement impliqués par la question du genre (MDSF, les points focaux «genre» dans les ministères sectoriels, le mouvement des femmes et les groupes de femmes, les parlementaires siégeant dans des sous commissions sur le genre) mais aussi des acteurs du mainstreaming souvent associés aux modèles de politiques économiques et aux programmes sectoriels (le ministère de l'économie et des finances, haut commissariat au plan, les ministères sectoriels, les services de suivi et d'évaluation, les organisations de la société civile, le parlement, les universités & les centres de recherche et les bureaux d'audit. Alors que pour ce dernier groupe, il a besoin de plus de capacités en matière d'expertise en genre, le premier groupe possède plus de capacités dans le domaine du genre et a plutôt besoin d'améliorer ses compétences en matière d'analyse macro-économique et politique générale, de planification, de budgétisation, et de suivi et d'évaluation.

2.4 - Procédures d'analyse ex-ante

pour augmenter la sensibilité au genre des nouvelles formes d'aide, il faut introduire à la fois des procédures d'analyse ex-ante de la qualité de fond des politiques et des programmes ainsi que celles visant la qualité des processus de conception des politiques, de planification, de budgétisation, de mise en œuvre, et de suivi et d'évaluation (Il s'agit ici d'une analyse en termes d'«inclusivité/exclusivité» de ces processus). Ces procédures d'analyse peuvent

⁹⁰ Cf le papier sur le dialogue politique

s'appuyer sur l'examen rapide Quick Gender Scan adapté aux programmes sectoriels⁹¹ et complété par une liste de contrôle plus détaillée qui mettent en lumière la différence entre le contenu et les processus sous-jacents.

2.5 - Le suivi et évaluation

Enfin, le dernier point d'entrée pour l'intégration de la dimension de genre est le suivi et l'évaluation des progrès de réalisation des programmes et de la qualité des processus sous-jacents. A ce titre, il y a lieu d'intégrer la dimension de genre dans les cadres d'évaluation des performances («Performance Assessment Frameworks» ou PAF). Le dernier rapport sur la performance de la gestion des finances publiques (PEFA 2009) : évaluation des systèmes, des processus et des institutions de gestion des finances publiques du Maroc n'a pas intégré la dimension genre.

3 - Les NMA et leurs implications sur les ONG et les ONGDF

3.2 - Le rappel des faits :

- Le principe de l'appropriation suppose que le gouvernement élabore une politique nationale de développement et que les OSC et les ONGDF participent à la conception élaboration financement suivi et évaluation de cette politique. Comme il a été montré dans cette étude et rappelé ci-dessus, le Maroc ne dispose pas de politique nationale de développement ou de stratégie nationale de lutte contre la pauvreté mais il a élaboré des stratégies sectorielles (éducation, agriculture, industrie..) ou thématiques (SNEES par exemple). Les ONG marocaines ne sont pas impliquées dans ce processus mais l'opportunité de leur implication future existe puisque l'article 11 de la constitution le permet. (Cf Introduction partie Contexte)
- Le soutien financier aux organisations de femmes et organisations non gouvernementales œuvrant pour l'égalité hommes-femmes représente un élément important des stratégies de nombreux donateurs. Ces organisations disposent souvent d'une connaissance approfondie, ancrée dans les réalités locales, des obstacles sociaux et culturels à l'égalité hommes-femmes et à l'autonomisation et au renforcement des capacités des femmes. Elles sont en mesure de discerner les effets des inégalités de genre à plusieurs niveaux⁹²
- Au Maroc les ONGDF jouent un rôle très important. Le financement de la plupart des programmes de l'EG par les principaux donateurs est alloué directement aux ONG et ne transite pas par le budget de l'Etat. C'est une aide non budgétaire allouée aux ONGDF qui a contribué largement aux avancées qu'a connues le Maroc dans l'EG et l'autonomisation des femmes. On peut citer à ce titre : la réforme du code de la famille et les mécanismes de sa mise en œuvre, la réforme du code de la nationalité, la réforme du code pénal, les programmes multisectoriels pour lutter contre la violence faite aux femmes Cette situation implique une

⁹¹ Cadre qui convient en première instance spécifiquement à l'examen des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté(CSLP)

⁹² Réseau du CAD sur l'Egalité Hommes Femmes : L'égalité Hommes femmes, l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes et la déclaration de paris sur l'efficacité de l'aide Dossier d'actualité 3 : Financement novateurs pour les organisations de femmes Juillet 2008

dépendance des ONGDF des bailleurs. Il est à noter que cette aide non budgétaire ne représente qu'entre 2 et 4% de l'aide totale au Maroc⁹³.

- Le budget de l'Etat ne consacre pas de fonds spécifiques directs à l'EG malgré que le gouvernement ait élaboré des stratégies nationales et sectorielles d'équité et d'EG.
- L'Etat ne finance pas les ONG.
- Les donateurs ne financent pour la plupart les charges fixes et de fonctionnement des ONG.

3.2 - Les opportunités de ces NMA pour les ONG

L'appropriation démocratique exige que les ONG et les ONGDF participent à la prise de décisions relatives à la distribution et à la gestion de l'aide.

Le principe de l'**appropriation** de la DP et la **reconnaissance par le PAA des OSC comme partenaire à part entière** exigent de la part des décideurs et donateurs :

- l'implication des ONG dans la réflexion et propositions sur les NMA.
- Le renforcement des capacités des ONG pour l'atteinte de ces objectifs

3.3 - Les risques de ces NMA pour les ONG et les ONGDF

La diminution des ressources financières des ONG

Depuis l'adoption de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, un certain nombre d'organisations de femmes, de chercheur-es et de praticien-nes du développement ont soulevé des questions et exprimé leurs inquiétudes concernant les effets que l'évolution des modalités d'affectation de l'aide a eus sur l'accès aux financements pour les organisations de femmes. Des recherches ont montré que même que si certaines organisations locales de défense des droits des femmes indiquent que leur financement a augmenté, un nombre beaucoup plus important se débat pour obtenir des ressources et poursuivre leurs activités de base.

En janvier 2008, le Gender and Development Network a publié un rapport de recherche complémentaire intitulé *Women's Rights & Gender Equality, the New Aid Environment and Civil Society organisations*. Cette étude répondait aux «... inquiétudes croissantes suscitées par le changement rapide des structures de l'aide, telles que le soutien budgétaire direct, les fonds communs à l'appui de la société civile et d'autres formes d'alignement des donateurs, et leurs éventuelles implications sur l'action en faveur de l'égalité hommes-femmes et les droits des femmes, dans les pays du Nord et du Sud ».⁹⁴

Bien que les approches par projet soient généralement destinées à mettre en place des processus de reddition des comptes et de suivi efficaces et à fixer des objectifs réalistes, elles peuvent être une source d'insécurité pour les petites OSC et les organisations de femmes ayant un budget annuel inférieur à 50 000 USD. Ces organisations doivent pourtant couvrir leurs dépenses de fonctionnement : salaires, électricité, loyer et autres frais généraux.

⁹³ OCDE 2011

⁹⁴ Collinson et al. (2008), *Women's Rights and Gender Equality, the New Aid Environment and Civil Society Organisations*, UK Gender and Development Network

Des recherches effectuées par des ONG elles-mêmes ont cependant montré que les changements intervenus dans l'environnement de l'aide et des cadres d'action ont généré des obstacles concernant à la fois l'assurance de l'accès aux ressources et l'engagement effectif dans le processus de développement⁹⁵

Dans le cadre du dialogue structuré organisé par l'UE⁹⁶, initiative très intéressante surtout que l'UE est un des plus importants partenaires du Maroc, la diminution des ressources mises à la disposition des ONG pour soutenir leur travail et leurs projets a été largement discutée.

Les NMA **pourraient également réduire la flexibilité qui a permis aux défenseurs de l'égalité des genres et aux groupes de la société civile, y compris ceux œuvrant pour les droits humains, d'obtenir de petites sommes qui se sont révélées particulièrement stratégiques dans le passé en permettant de financer des projets novateurs et des travaux dans de nouveaux domaines**⁹⁷

Au Maroc le risque est très important puisque comme étudié dans cette recherche les avancées des Droits des femmes ont été surtout le résultat de la mobilisation/plaidoyers des ONGDF. En dépit des engagements pris au niveau international l'égalité Hommes femmes ne constitue pas une priorité dans les politiques gouvernementales et stratégies sectorielles ou thématiques (INDH) ce qui pose un grand problème de financement de l'EG dans le cadre des NMA.

La diminution du rôle des ONG en tant qu'acteur de développement

Dans le cadre du dialogue structuré les participants ont relevé une autre crainte, celle de l'adoption par les donateurs « d' une approche réductrice qui se traduirait par un processus technique de gestion des flux sans tenir compte de ce que les ONG peuvent apporter en termes **d'appropriation des politiques** (en s'engageant dans les discussions et le **dialogue** relatifs à ces politiques) et de **responsabilité nationale** (en demandant des comptes aux

⁹⁵ Réseau du CAD sur l'Egalité Hommes Femmes : L'égalité Hommes femmes, l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes et la déclaration de paris sur l'efficacité de l'aide Dossier d'actualité 3 : Financement novateurs pour les organisations de femmes Juillet 2008

⁹⁶ UE : Dialogue structuré pour un partenariat efficace Document de référence. Vue d'ensemble du processus et du contexte général Mars 2010

https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Dialogue_structuré

http://ec.europa.eu/europeaid/who/partners/civil-society/structured-dialogue_fr.htm

« Le DS est une initiative lancée par la Commission européenne (CE) afin de discuter de la participation des organisations de la société civile (OSC) et des autorités locales (AL) dans la coopération au développement de la CE. Conçue comme un **mécanisme au service de la concertation et de la recherche du consensus et non comme un processus de négociation** cette initiative vise à améliorer l'**efficacité de l'ensemble des parties prenantes** engagées dans la coopération au développement de la CE en profitant de la dynamique créée par les débats européens et internationaux du moment ».page 2 du document de référence **Son déroulement a eu lieu de mars 2010 à mai 2011. Au-delà de ce processus, le dialogue avec les différentes parties prenantes va se poursuivre en 2012 à travers des conférences ad hoc et des réunions.**

UE : Dialogue structuré pour un partenariat efficace Documents de travail Jeter les bases de la discussion -Avril 2010

⁹⁷ Fonds de développement des Nations Unies pour la femme Cartographie de l'efficacité de l'aide et de l'égalité des genres en Afrique : Tendances et problèmes régionaux rapport final Jacinta Muteshi 2008

gouvernements pour vérifier qu'ils tiennent leurs engagements politiques). »⁹⁸ L'UE a reconnu que bien que parfaitement consciente des rôles que peuvent assumer les OSC, elle **n'est que très peu parvenue à « associer les OSC – et encore moins les AL – à ces nouvelles modalités de la coopération extérieure de l'UE que sont les approches sectorielles et l'appui budgétaire »**

3.4 - Les propositions des ONG : paroles des ONG et des ONGDF au Maroc⁹⁹:

- Les OSC demandent à être reconnues comme des **acteurs de plein droit du développement**, dont les objectifs et les activités ne convergent pas forcément avec ceux du gouvernement. Elles tiennent à préserver leur indépendance et travailler pour des programmes et des populations cibles selon leurs principes convictions et méthodes¹⁰⁰. Elles soulignent que leur rôle n'est pas de remplacer le gouvernement. Elles revendiquent **leur implication en tant qu'acteur au même titre que les autres acteurs dans tous les processus** de l'efficacité de l'aide.
- Les ONG demandent que l'Etat élabore une stratégie de développement national et les mécanismes de participation des ONG à toutes les politiques et stratégies
- Les ONGDF demandent à ce que l'Etat affecte des ressources internes pour l'EG pour répondre à ses politiques et stratégies en matière d'EG et estime le cout de ces stratégies. Il ne doit plus dépendre des donateurs pour l'EG et le renforcement de l'autonomie des femmes.
- **Les ONG demandent à ce que l'Etat finance les ONG et élabore des critères clairs pour l'accès à ce financement.**
- Les ONG demandent à ce que les donateurs puissent financer leurs charges fixes et de fonctionnement afin qu'elles puissent travailler dans une logique d'efficacité. Cette question fait aussi partie des débats organisés par l'UE dans le cadre du dialogue structuré.
- Les ONG demandent à ce que les donateurs et les décideurs revoient leurs stratégies vis-à-vis des ONG et élaborent des programmes de renforcement des capacités dans le domaine de l'efficacité de l'aide pour qu'elles puissent répondre à leurs nouvelles fonctions. L'UE a un projet dans ce sens au Maroc.
- Les ONGDF demandent à ce qu'un fonds spécial regroupant toutes les ressources des donateurs pour cette question soit créé pour le financement de l'EG, à l'instar de ce qui existe dans d'autres pays.
- Les ONGDF demandent à ce que des lignes budgétaires ciblées dédiées à l'EG soient créées comme c'est le cas pour la Coopération Belge au Maroc Cette demande a été faite par plusieurs ONGDF dans le cadre de la recherche réalisée par le CAD ¹⁰¹ qui relève que « la réservation de fonds représente la solution

⁹⁸ https://webgate.ec.europa.eu/fpfs/mwikis/aidco/index.php/Dialogue_structuré

⁹⁹ Ateliers de travail avec les ONG et ONGDF : travaux de groupe

¹⁰⁰ Espace Associatif, déclaration de Rabat 21 oct 2011

¹⁰¹ Réseau du CAD sur l'Égalité Hommes Femmes : L'égalité Hommes femmes, l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes et la déclaration de paris sur l'efficacité de l'aide Dossier d'actualité 3 : Financement novateurs pour les organisations de femmes Juillet 2008

adoptée face au constat que l'attribution de fonds à « l'intégration transversale » de l'égalité des genres dans les programmes de développement ne s'est pas traduite par des résultats positifs¹⁰² ».

- Elles proposent de simplifier les procédures de demandes de financement de suivi et de rédaction des rapports.

3.5 - Défis à relever pour les NMA

- La mise en œuvre du principe de l'appropriation passe par l'élaboration de la stratégie nationale de développement et le renforcement des capacités nationales pour le leadership
- Les modalités de participation des ONG à ces nouvelles approches dans leurs missions de prestations de service, de gouvernance et de veille/surveillance démocratique.
- la réflexion sur la façon dont les différents instruments d'aide pourront être utilisés de manière complémentaire.
- Les procédures qui peuvent aider les ONG à s'investir davantage dans les nouvelles modalités de l'aide, notamment l'appui budgétaire général et l'appui budgétaire sectoriel.
- Le financement des ONG par les donateurs et l'Etat.
- Le financement de l'EG par l'Etat.
- La reconnaissance des ONG en tant qu'acteur de plein droit.

¹⁰² Voir OCDE (2007), Égalité des genres et la mise en œuvre de l'aide : ce qui a changé depuis 1999 dans les agences de coopération pour le développement OCDE, Paris

PARTIE 6 : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Principales Conclusions

1 - Le Maroc a réalisé depuis les années 1990 des progrès dans la mise en œuvre des engagements internationaux sur l'EG et l'EA et ce essentiellement par l'élaboration d'un cadre institutionnel favorable qui reste à renforcer et à opérationnaliser par la production de mécanismes de mise en œuvre des réformes. Ce cadre constitue une condition favorable pour l'initiation d'un dialogue politique sur l'EA dans une perspective genre. Au niveau des donateurs la création de plusieurs mécanismes de concertation formels pour l'harmonisation de l'aide (sectorielle et l'aide allouée au genre) entre tous les bailleurs et entre les bailleurs et le Ministère de l'Economie et des Finances, la volonté de discuter avec tous les acteurs et l'intégration progressive d'un domaine spécifique genre dans leurs stratégies constituent aussi des facteurs favorables pour l'initiation de ce dialogue. Les ONG et les ONGDF manifestent un grand intérêt et une volonté pour s'impliquer dans la réflexion sur l'efficacité de l'aide dans une perspective genre ce qui donne toutes les chances au dialogue politique sur cette question d'avancer avec de bonnes perspectives.

L'analyse du contexte national et l'analyse du rôle des principaux acteurs impliqués ou devant être impliqués sur la question de l'efficacité de l'aide dans une perspective genre au Maroc, permettent donc de conclure que les conditions principales pour l'initiation d'un dialogue politique entre les différents acteurs sont favorables mais qu'il reste de nombreux défis à relever.

De manière générale, au niveau de tous les acteurs de la société, les principaux obstacles à la réalisation du dialogue politique sont : le manque d'information et de sensibilisation à la question ; le manque d'intérêt pour la question par les décideurs et plus particulièrement les parlementaires, les ONG et par les médias ; le manque de capacités dans le domaine de l'efficacité de l'aide et celui du genre ; le manque de capacités sur les problèmes et mécanismes de financement du développement, le manque d'une réflexion globale sur le développement et sur les priorités du développement.

2 - Si certaines inégalités entre les sexes ont diminué (scolarisation, participation à la prise de décision) d'autres n'ont pas changé ou augmenté (alphabétisation des femmes rurales, taux d'activité et de chômage des femmes) et des efforts importants restent à réaliser. Ces efforts nécessitent la mobilisation d'un financement important et efficace ayant un impact direct sur les femmes et jeunes filles. Le financement par les ressources internes de l'EG n'est pas à la hauteur des différentes stratégies nationales et sectorielles sur l'EG et ce sont essentiellement des ressources extérieures qui financent l'EG au Maroc par un appui direct aux ONG.

3 - L'évaluation de l'évolution des ressources financières allouées à l'EG qu'elles soient internes ou externes ou octroyées directement aux ONG s'est avérée difficile sinon impossible. Les données sur l'aide publique au développement ne sont pas précises puisque tantôt elles sont présentées en termes de versements tantôt en termes d'engagements. Les données fournies par la direction du budget sont insuffisantes puisqu'elles :

- nous ne renseignent pas sur la part des financements présentant un élément de libéralité au sens de la définition de l'OCDE ;
- Ces données présentent de manière globale la répartition sectorielle de l'aide (elles n'indiquent pas la répartition sectorielle par source de financement) ;

- ne présentent pas les flux ventilés en aide officielle globale, aide sectorielle et appui budgétaire ;
- ignorent les flux dédiés à l'EG ;
- ne comprennent pas les flux émanant des pays arabes, du golf et de la Chine.

Enfin, il y a lieu de noter qu'il n'existe pas de statistiques des flux d'aide dédiés directement aux ONG et plus spécifiquement aux associations des droits de femmes et que les données fournies par les bailleurs sont la plupart du temps en termes d'engagements. Certains indicateurs quantitatifs et qualitatifs ont cependant permis de montrer que l'aide allouée à l'EG reste très insuffisante. A titre d'exemple et dans les meilleurs de cas, l'UE ne consacre que 35 millions d'Euro pour l'égalité genre sur un total en moyenne annuelle de 250 millions d'euro. La comparaison avec l'aide sous forme de programmes de réformes va dans le même sens.

4 - Le principe de responsabilité et une gestion de l'aide transparente ne sont pas respectés par les donateurs et les décideurs et ainsi il n'existe pas d'outils de redevabilité. Le cadre institutionnel est propice pour la mise en œuvre de ce principe mais il reste à renforcer parce que :

- Les mécanismes de mise en œuvre des réformes entamées restent à être élaborés et précisés ;
- Le processus d'évaluation par les décideurs est à ses balbutiements ;
- La disponibilité des informations transparentes et détaillées sur les apports d'aide alloués à l'Etat et aux ONG sont quasi inexistantes et il ya une réticence à l'accès de l'information ;
- Seulement certaines ONG sont impliquées en amont pour une consultation sur l'élaboration des stratégies pays pour prendre en compte leurs besoins ; elles ne sont pas impliquées dans le suivi/évaluation de l'aide ;
- Il n'existe pas de cadres d'évaluation transparents de l'aide allouée incluant des indicateurs de résultats sensibles au genre.

5 - Depuis la conférence d'Accra sur l'efficacité de l'aide en 2008, les ONG sont devenues des acteurs institutionnels importants dans les débats nationaux et internationaux sur le financement du développement. Cette année, plusieurs associations internationales et nationales (dont plusieurs de droits des femmes) préparent leur participation active au 4^{ème} Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra en Corée à Busan du 30 novembre au 1^{er} décembre 2011.

Au Maroc, ce débat n'est qu'à ses débuts, et les ONG d'une manière générale manifestent peu d'intérêt pour cette question pourtant très importante dans la problématique du développement et de son financement. Les ONG de manière générale ne sont pas impliquées sur les questions du financement du développement exception faite par le réseau d'ONG « Espace Associatif » qui a commencé à initier depuis 2009 le débat à ce sujet.

Mais les perspectives d'une implication importante des ONG marocaines dans le débat sur l'EA et l'EA dans le cadre d'une approche droits humains et égalité de genre (efficacité du développement) sont prometteuses puisque comme analysé ci-dessus de grands pas ont été franchis (Déclarations des OSC de Rabat, création d'un groupe de réflexion pour le travail en

réseau) et ce, surtout depuis l'organisation des activités du projet ONU Femmes en partenariat avec l'Espace Associatif.

6 - Il est aujourd'hui admis que les NMA peuvent noyer la dimension genre dans des thématiques plus globales. Mais on reconnaît aussi aux NMA des marges de manœuvres à même d'ouvrir des brèches pour l'intégration de la dimension genre

Pour venir à bout des problèmes d'inégalité des revenus et afin d'améliorer les indices du développement humain dont ceux de l'EG, il convient de prendre conscience des risques de l'approche transversale et d'intégrer systématiquement le genre « tout au long des différentes phases du cycle des politiques et des programmes: de l'analyse des problèmes au suivi et à l'évaluation, en passant par l'identification des priorités, la budgétisation et la mise en œuvre.

L'implication des NMA pour les ONG et les ONGDF au Maroc comporte essentiellement des craintes et des risques et ce :

- au niveau de la diminution de leurs ressources surtout que le financement de l'EG est pris en charge essentiellement par les donateurs ;
- au niveau de la reconnaissance de leur rôle en tant qu'acteur principal de développement.

L'approche sectorielle et l'appui budgétaire développées par les bailleurs depuis l'application des NMA découlant des principes de la DP fait que le domaine du genre reste transversal dans les secteurs et ne permet pas ainsi le suivi évaluation de l'aide dans une perspective genre. L'implication des NMA pour les ONG et les ONGDF au Maroc comporte des craintes sérieuses au niveau de la diminution de leurs ressources surtout que le financement de l'EG est pris en charge essentiellement par les donateurs et au niveau de la reconnaissance de leur rôle en tant qu'acteur principal de développement

Afin de faire face à ces risques les ONG et plus particulièrement les ONGDF ont fait plusieurs propositions concrètes pour que les NMA soient favorables à l'EG.

7 - Les recommandations faites à partir de ces conclusions et constats relevés dans l'étude ont pour but de proposer des mesures susceptibles de renforcer l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans le processus de financement du développement au Maroc. Ces recommandations ont été élaborées essentiellement par les ONG et les membres de l'équipe de recherche et ce à l'intention de tous les acteurs : des décideurs, des bailleurs, du SNU, des ONG et ONGDF. Elles concernent la transparence des ressources affectées à l'EG, la mise en œuvre des principes de la RM, du rôle des ONG dans l'agenda de l'EA et les mesures pour la prise en considération du genre dans les NMA.

Principales recommandations

1 - Les recommandations à l'intention des décideurs :

1.1 - L'efficacité du développement : elle doit être fondée sur les normes en matière de droits humains dont l'EG et doit remplacer la problématique de l'efficacité de l'aide. Pour cela les ONG appellent le gouvernement marocain à adopter les principes d'Istanbul et demandent à ce qu'il appuie la mise en place d'une structure de coopération pour un développement juste et équitable.

1.2 - L'élaboration d'une politique de développement national ou d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté basée sur les engagements internationaux (OMD, droits humains, EG, DESC) dans une perspective genre afin de pouvoir évaluer le Maroc dans le processus de mise en œuvre de la Déclaration de Paris (DP) et du Plan d'Action d'Accra (PAA).

1.3 - Le renforcement des capacités des ONG, des ONGDF des parlementaires et de responsables de départements ministériels par (plan de renforcement des capacités) :

- Un programme continu d'ateliers de sensibilisation et d'information sur la DP, l'AA, les forums internationaux sur le financement du développement, le rôle de l'OCDE et de l'ECOSOC dans le domaine de la coopération, les activités des ONG et ONGDF sur le plan international pour l'efficacité du développement ;
- Des programmes de formation continue pour la maîtrise des concepts et outils techniques nécessaires à la compréhension de la gestion des finances publiques, au suivi évaluation des politiques publiques dans une perspective genre avec une production de guides de vulgarisation ;
- Des programmes de formation continue dans les domaines de plaidoyer, de lobbying veille, suivi et évaluation des politiques publiques nationales sectorielles et thématiques (stratégie pour l'EG) ;
- Des programmes de formation ONG sur les mécanismes de recherche de financement ;
- Des programmes de formation ONG pour la formulation de leurs stratégies et plans d'action ;
- Des programmes de formation ONG sur la façon dont les différents instruments d'aide pourront être utilisés de manière complémentaire et les procédures qui peuvent aider les ONG à s'investir davantage dans les nouvelles modalités de l'aide, notamment l'appui budgétaire général et l'appui budgétaire sectoriel ;
- Des programmes de formation sur le travail en réseau en général et dans le domaine de l'Efficacité du développement ;
- Des programmes de sensibilisation pour les décideurs pour la connaissance des droits des ONG et de leur rôle en tant qu'acteur principal dans la réflexion sur le développement.

1.4 - L'implication et la responsabilité de l'Etat dans le financement de l'EG, le financement des ONG et des ONGDF :

- Les ONGDF demandent à ce que l'Etat affecte des ressources internes pour l'EG pour répondre à ses politiques et stratégies en matière d'EG et estime le coût de ces stratégies. Il ne doit plus dépendre des donateurs pour l'EG et le renforcement de l'autonomie des femmes.
- Les ONG demandent à ce que L'Etat finance les ONG pour faire face à leurs charges fixes afin quelles puissent jouer leur véritable rôle d'acteur principal et sortir d'une logique projets. Elles demandent à ce que l'Etat élabore des critères clairs pour l'accès à ce financement.
- La réflexion à un mécanisme de rationalisation de la gestion des ressources financières de manière efficace et transparente ce qui vise à instituer le partenariat

entre les associations et les pouvoirs publics au profit du développement démocratique de du pays. Ce mécanisme sera la traduction concrète de la reconnaissance du rôle de la société civile comme une force de proposition et de mobilisation incontournable, aujourd'hui exprimée par les différents acteurs.

1.5 - La reconnaissance des ONG en tant que partenaire principal dans la réflexion sur le développement

Il s'agit d'opérationnaliser le contenu de l'article 12 de la nouvelle constitution qui précise le rôle de la société civile dans le processus élaboration/suivi /exécution/évaluation des politiques publiques :

- Les OSC demandent leur implication dans le processus d'élaboration du suivi et de l'évaluation des toutes les stratégies quelque soit leur nature ; leur implication effective dans les programmes de développement régionaux et locaux ;
- L'institutionnalisation, au sein des conseils locaux et régionaux, de mécanismes participatifs et de concertation favorisant l'implication des OSC dans l'élaboration et le suivi des programmes de développement.
- Reconnaître les OSC en tant qu'acteurs indépendants du développement de plein droit.

1.6 - Le renforcement du rôle du parlement dans l'élaboration suivi /exécution/évaluation des politiques publiques et de leur financement

1.7 - L'élaboration de mécanismes de mise en œuvre des réformes politiques et des réformes budgétaires entamées

1.8 - Le droit d'accès à l'information

L'Etat doit garantir le droit à l'information en général et sur l'aide en particulier dans une perspective genre. L'amélioration de la prévisibilité de l'aide justifie la nécessité d'intégration de la dimension mobilisation de l'aide dans le document de la loi de finances. Les rapports de la direction du budget doivent ventiler l'aide en montrant la part bénéficiant d'un élément de libéralité, la ventilation en termes projets, de programmes sectoriels et d'appui budgétaire. Avec l'opérationnalisation du SIG, depuis juillet 2011, le ministère des de l'économie et des finances coordinateur de l'aide et pilotant l'expérience du BSG doit mettre à la disposition des citoyens toutes les informations concernant les flux d'aide et produire des rapports périodiques sur le financement et le financement de l'EG. Les bailleurs doivent rendre public les rapports d'activités (documents internes non accessibles à la SC) contenant des indicateurs sensibles au genre.

1.9 - La prise en considération du genre dans les NMA :

- Le domaine du genre doit faire l'objet d'un domaine spécifique dans les budgets nationaux sectoriels annuels et pluriannuels ;
- Les rapports genre doivent présenter plus d'indicateurs de résultats et devraient se limiter à un nombre de pages réduit accessible pour tous les acteurs ;
- L'accélération du processus de réforme budgétaire et la généralisation de la prise en compte de la dimension genre par l'adoption de la LOF est nécessaire ;

- L'accélération du processus du CDMT en raison notamment de son rôle dans l'intégration de la dimension genre ;
- Renforcement des conditions pour un dialogue politique ;
- L'intégration de la dimension de genre dans les cadres d'évaluation des performances («Performance Assessment Frameworks» ou PAF) ;
- La création d'un fonds spécial pour l' EG.

2 - Les recommandations à l'intention des bailleurs

2.1 - Le renforcement des capacités des acteurs : ce sont les mêmes recommandations à l'intention des décideurs.

2.2 - Le financement des projets des ONG et des ONGDF

- Les ONG demandent à ce que les donateurs puissent financer leurs charges fixes et de fonctionnement afin qu'elles puissent travailler dans une logique d'efficacité.
- Les ONGDF demandent à ce qu'un fonds spécial regroupant toutes les ressources des donateurs pour cette question soit créé pour le financement de l'EG, à l'instar de ce qui existe dans d'autres pays.
- Les ONGDF demandent à ce que des lignes budgétaires ciblées dédiées à l'EG soient créées comme c'est le cas pour la Coopération Belge au Maroc.
- Elles proposent de simplifier les procédures de demandes de financement de suivi et de rédaction des rapports et d'élaborer des critères transparents pour l'aide allouée au ONG par les bailleurs.

2.3 - L'harmonisation entre bailleurs et ONG par secteurs et la baisse de la multiplicité et compétition des donateurs pour l'exécution des projets similaires dans la même région;

2.4 - La Sensibilisation pour l'Implication du secteur privé international et national pour la mobilisation de fonds alloués à l'EG

3 - Les recommandations pour le Forum de Busan et le SNU

3.1 - L'élargissement du cadre mondial de la coopération au développement en intégrant le système des Nations Unies dans le suivi du processus (au lieu de l'OCDE) allant dans le sens d'un nouveau partenariat de Développement Démocratique.

3.2 - L'adoption des principes du Droit au Développement au lieu des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) considérés comme objectif très minimalistes.

3.3 - L'organisation de renforcement de capacités de tous les acteurs plus particulièrement par ONU Femmes.

3.4 - Le suivi évaluation de l'aide non budgétaire par l'OCDE.

3.5 - Le renforcement de l'équipe d'ONU Femmes Rabat pour une plus grande implication dans l'agenda de l'EA.

4 - Recommandations à l'intention des ONG et ONGDF

4.1 - La coordination entre les ONG et les ONGDF :

- Les ONG et certains bailleurs demandent la coordination entre les ONG travaillant sur les mêmes thématiques de manière formelle et permanente.
- Elles proposent la création d'un réseau permanent pour la défense des droits des femmes : réseau d'ONGDF pour élaborer une stratégie commune, se partager les projets et élaborer une politique de financement.

4.2 - La création d'un réseau d'ONG sur l'efficacité de l'aide/efficacité du développement dans une perspective genre

4.3 - Les ONG doivent travailler à l'échelle de l'ensemble du territoire national

4.4 - La professionnalisation du travail des OSC doit être une priorité

4.5 - Les DESC doivent être inscrits dans les agendas des ONG

4.6 - La reconnaissance de l'EG dans les principes des ONG et la prise en considération du genre dans les activités de toutes les ONG

4.7 - Le Renforcement des ressources humaines salariées des ONG expertes dans le domaine

4.8 - L'émergence de champions leaders sur la question de l'EA en partenariat avec l'Université

4.9 - La redevabilité des ONG et la responsabilité multiple.

PRINCIPALES REFERENCES

BIBLIOGRAPHIE

ACDI : Rapports statistiques sur l'aide internationale (Années financières)

Ambassade de Belgique : Etude relative à l'alignement de la coopération bilatérale directe belge au Maroc n° 09-10/FDM à la demande de la DG de la coopération au développement rapport d'évaluation ACE Europe, mai 2010.

Ambassade de Belgique : Programme Indicatif de Coopération 2010–2013 Maroc : Méthodologie pour l'intégration effective des thèmes transversaux.

Ambassade de Belgique : Rapport d'atelier du 22 octobre 2009 organisé par la coopération belgo-marocaine sur le thème de l'intégration du genre dans le PIC 2010-2013 Youssef Belal, consultant, Octobre 2009

Asia-pacific research network, Open forum for CSO development effectiveness, EA ATMDAS, FLDDF, Résultats de la consultation nationale du Maroc (date ?)

Asia-pacific research network, Open forum for CSO development effectiveness, Asian and North Africa consolidated consultation Outcomes report, Sept 2010

Association pour les droits des femmes et le développement AWID, /the african women's development and communication network FEMNET./Le forum d'Asie Pacifique pour les femmes, le droit et le développement APWLD, /Coordinadora de la Mujer bolivie Demandes des organisations promouvant les droits des femmes et l'égalité de genre

Ayache Khellaf(13 avril 2011) : « Politiques Publiques: Croissance économique et cohésion sociale » Réunion d'experts - Rabat, Maroc

Banque mondiale (1999): "Does Gender Inequality Reduce Growth and Development? Evidence from Cross-country regressions", Background Paper for Engendering Development. Washington D.C.

Banque mondiale (Janvier 2010): « cadre de partenariat stratégique pour le Royaume du Maroc 2010- 2013 » Rapport No. 50316-MA

CAD : Réseau du CAD sur l'Egalité Hommes Femmes : L'égalité Hommes femmes, l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes et la déclaration de paris sur l'efficacité de l'aide Dossier d'actualité 3 : Financement novateurs pour les organisations de femmes Juillet 2008

CHAFIKI. M (9 JUIN 2011): présentation des résultats de l'enquête OCDE 2011

CHAFIKI.M "Financing for Gender Equality and the Empowerment of Women Commission on the Status of Women Fifty-second session "New York, 25 February – 7 March 2008

CHAFIKI.M. (Rabat, 8 mai 2009) « Intégrer la Budgétisation sensible au Genre dans l'Agenda de l'Efficacité de l'Aide »

CHAFIKI.M Québec, Septembre 2008) : Le Budget Genre au Maroc, une perspective stratégique pour l'égalité des sexes et l'habilitation des femmes

Coopération espagnole : Rapports annuels de 2005 à 2010

Collinson et al. (2008), Women's Rights and Gender Equality, the New Aid Environment and Civil Society Organisations, UK Gender and Development Network

Direction du budget (Mai 2008) : Compte-rendu du séminaire sur la bonne gouvernance des finances publiques

Direction du budget : Rapport d'activité de l'année 2009

Direction des études et de la prévision financière (DEPF) et UNIFEM (Octobre 2007) : Projet CBMS – MAROC 2006-2007.

Direction des études et de la prévision financière et UNIFEM (Décembre 2007) : « Essai d'estimation de coût de mise en œuvre des OMD gendérisés au Maroc »

Espace Associatif, ATMDAS et FLLDF : Efficacité du développement des OSC au Maroc : la consultation Nationale Maroc, 29-31 mai 2010 en partenariat avec Open Forum for CSO et Asia Pacific Research Network ; 31 Mai 2010.

Espace Associatif : Présentation de M. Yassir Ouchen De l'efficacité de l'aide au développement à l'efficacité du développement des OSC Ateliers du 15 et 22 septembre 2011 d'ONU femmes en partenariat avec l'Espace Associatif Rabat

Espace Associatif, ATMDAS et FLLDF : la consultation Nationale sur l'efficacité de développement au Maroc, Déclaration de principes 31 mai 2010

Espace Associatif, ATMDAS et FLLDF : Déclaration de Rabat : La deuxième consultation nationale sur l'efficacité du développement au Maroc : De l'efficacité de l'aide à l'efficacité du Développement Le 21 octobre 2011

EA, Rapport « L'indice de la société civile au Maroc », mars 2011

EA, Rapport de la société civile sur les OMD, 10 ans après où en sommes-nous dans la réalisation des OMD?, Rapport rédigé par Aziz Chaker, décembre 2010

EA, Les OMD au Maroc. Partenariat, financement et efficacité du développement, juin 2010, Rapport rédigé par Aziz Chaker

FARHAT.Y (MEF 9 juin 2011) : Enquête 2011 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris

Fonds des NU pour la réalisation des OMD (Espagne PNUD) MDG Achievement Fund. Rapport Final *Évaluation Mi-parcours*, Programme Multisectoriel de Lutte Contre les Violences Fondées sur le Genre par l'Autonomisation des Femmes et des Filles au Maroc - TAMKINE2008-2011PORTAIL « GENRE» Rédigé par :Dr. W-Emmanuel LAYOUN Aout 2010

Forum sur l'efficacité du développement des OSC : Kit de sensibilisation Rédigé par Costanza de Toma avec la collaboration de Rose Wanjiru, septembre 2009

M.Mohammed Haddad(Rabat avril 2010) : Direction du budget (MEF) : « De l'expérimentation à la généralisation de la réforme budgétaire au Maroc »

HCP : Système d'Information Statistique au Maroc Réalisations et plan d'action à moyen terme

unstats.un.org/unsd/dnss/docViewer.aspx?docID=2637

HCP : Les rapports OMD au titre des années 2005, 2007 et 2009

Jaidi L & Iván Martín IEMED (Mars 2010) : « Comment faire avancer le STATUT AVANCÉ UE-MAROC? »

Jalal H. (Rabat, le 10 octobre 2009) La Budgétisation Sensible au Genre au Maroc Principales réalisations et perspectives

Lamrani Nouzha : Les inégalités Hommes Femmes : des inégalités sociales construites : Communication au Colloque Thématique organisé par l'AMSE sur le thème « Quand les inégalités deviennent elles insoutenables ? » 11,12 juin 2010 En cours de publication dans la revue « Critique Economique ».

Lamrani Nouzha, Tounsi Said et Houria Alami : Cartographie des acteurs Projet ONU Femmes sur le suivi évaluation de l'efficacité de l'aide dans une perspective genre, Janvier 2012

Ministère des Affaires extérieures et de la Coopération, Espagne: Plan directeur de la CE 2009-2012 Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne : Stratégie de genre de la CE au développement, résumé exécutif. Document traduit envoyé par la CE au Maroc. (sans date)

MEF : Rapports d'activités de la direction du budget pour les années 2005 à 2009

MEF : Rapport genre 2011

MEF (DEPF 2007) : « Compte rendu du Workshop sur la budgétisation sensible au genre Organisé à Turin du 20 au 22 novembre 2007

MEF, DB : Estimation des coûts de mise en œuvre des OMD, présentation faite par A. Berrada et M.Bengrine, Dakar, 23 février 2009 disponible sur le site du MEF

OCDE « enquête 2008 de suivi de la mise en oeuvre de la déclaration de paris : rendre l'aide plus efficace d'ici 2010

OCDE : Enquête 2011 de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, 4^{ème} forum de Haut niveau sur l'efficacité de l'aide de Busan (Corée) HLF4, 29 nov-1 déc 2011, OCDE

OCDE (2007), Égalité des genres et la mise en œuvre de l'aide : ce qui a changé depuis 1999 dans les agences de coopération pour le développement OCDE, Paris

ONU Femmes Rabat: Réponses au MOG, avril 2011

ONU Femmes Rabat : Mapping des programmes gouvernementaux. 2011

PNUD : Rapport sur le développement humain 2011

Rencontre internationale - Québec, Canada 10-13 septembre 2008 « Document de synthèse sur le financement de l'égalité entre les femmes et les hommes »

Royaume du Maroc : Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement, UNDAF2012-2016. Nations Unies Maroc : www.un.org.ma

Royaume du Maroc : Constitution de 2011

Tsouli A : (2009) : « L'aide publique au développement et la croissance: essai sur données de panel » Mémoire pour l'obtention du master en sciences économiques, Option : macroéconomie monétaire et financière : Université Mohammed V Agdal faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Rabat

UE : Instrument européen de voisinage et de partenariat Maroc, document de stratégie 2007 – 2013 http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_csp_morocco_fr.pdf

UE : Dialogue structuré pour un partenariat efficace Document de référence. Vue d'ensemble du processus et du contexte général -Mars 2010

UE : Dialogue structuré pour un partenariat efficace Documents de travail Jeter les bases de la discussion -Avril 2010

UNIFEM -Debbie BudlenderCommunity Agency for Social Enquiry, Le Cap, 2008 « Intégration de la budgétisation sensible au genre dans l'agenda de l'efficacité de l'aide Rapport sur la situation d'ensemble des dix pays »

UNIFEM- Nalini Burn, 2008 « Intégration de la budgétisation sensible au genre dans l'agenda de l'efficacité de l'aide Rapport d'étude par pays : le Royaume du Maroc »

UNIFEM : Cartographie de l'efficacité de l'aide et de l'égalité des genres en Afrique : Tendances et problèmes régionaux rapport final Jacinta Muteshi2 008

UN Women : Methodology for the country studies on Aid Effectiveness from a Gender Perspective, Janvier 2011

WEBOGRAPHIE

ACDI : cida-acdi.gc.ca

AFD : www.afd.fr

Association pour les droits de la femme et le développement (AWID): www.awid.org

Action Aid International, —Making Aid Accountable and Effective: The challenge for the Third High Level Forum on Aid Effectiveness||. <http://www.actionaid.org/docs/making%20aid%20accountable%20and%20effective.pdf>

BM :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/PAYSEXTN/MENAINFRENCHEXT/MOROCCOINFRENCHEXTN>

http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2010/02/26/000334955_20100226015704/Rendered/PDF/503160FRENCH0B10MA0CPS0French1FINA.pdf

Better Aid : <http://www.betteraid.org>

Espace Associatif : <http://www.espace-associatif.ma/>

ECOSOC :

<http://www.un.org/fr/ecosoc/about/index.shtml>

<http://www.un.org/fr/ecosoc/newfunct/dcf/index.shtml>

GIZ Maroc : <http://www.gtz.de/fr/weltweit/maghreb-naher-osten/677.htm>

www. genre.francophonie. org Déclaration de Paris : aide au développement et égalité des sexes mis en ligne en juin 2009

HCP: www.hcp.ma

Maroc : <http://www.maroc.ma>

MDSSF: http://www.social.gov.ma/MdsfsFichiers/pdf/Programme_Tamkine_Fr.pdf

MEF : http://www.finances.gov.ma/genre/pdf/OMD_Maroc_Dakar.pdf

MEF:http://www.finances.gov.ma/docs_internet/actualite/docs/2009/daag/bsg_11_10_09_16.pdf

MEF:

http://www.finances.gov.ma/docs_internet/actualite/docs/2008/daag/compte_rendu_21.pdf

Mediterranean Institute of Gender Studies, —Glossary of Gender-Related Terms
http://www.medinstgenderstudies.org/wp-content/uploads/Gender-Glossary-updated_final.pdf

OCDE: http://www.oecd.org/home/0,3675,fr_2649_201185_1_1_1_1_1,00

ONU Femmes : <http://www.unwomen.org/fr/>

Opens Forum sur l'efficacité de l'aide :

<http://www.alliancesud.ch/fr/documentation>

<http://www.cso-effectiveness.org/>

PNUD:

<http://www.pnud.org.ma>

http://www.pnud.org.ma/pdf/CPD_Morocco.pdf

Réseau genre en action: [www. genre.francophonie. org](http://www.genre.francophonie.org).

Royaume de Belgique
http://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation_au_developpement/pays/pays_partenaires/maroc/

UE:

http://eeas.europa.eu/delegations/morocco/index_fr.htm

http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_csp_morocco_fr.pdf

http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/2011_enpi_csp_nip_morocco_en.pdf

http://www.enpi-programming.eu/wcm/dmdocuments/Concept_Note_for_Morocco.pdf

http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_nip_morocco_fr.pdf

https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Dialogue_structuré

http://ec.europa.eu/europeaid/who/partners/civil-society/structured-dialogue_fr.htm

Women Watch, Information and Resources on Gender Equity and Empowerment of Women.

http://www.un.org/womenwatch/directory/gender_mainstreaming_10314.htm

ANNEXES

ANNEXE I : MATRICES

Matrice 1 : Revue de la littérature

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
<p>Intégration de la budgétisation sensible au genre dans l'agenda de l'efficacité de l'aide Rapport sur la situation d'ensemble des dix pays</p> <p>2008</p>	<p>UNIFEM</p> <p>Debbie Budlender Community Agency for Social Enquiry, Le Cap</p>	<p>- "Comment la BSG peut-elle contribuer à rendre le développement davantage sensible au genre dans le contexte de l'agenda de l'efficacité de l'aide?"</p>	<p>- le genre est une question transversale dans les stratégies pays</p> <p>- les allocations ciblant le genre là où elles existent, sont en général faibles en comparaison avec le volume global de l'aide du donateur</p> <p>- En général, agences donatrices n'ont fait aucun travail de suivi sur les questions de genre</p> <p>- les rapports pays donnent à penser que très souvent les donateurs acheminent l'aide liée au genre à travers les ONG</p>	<p>comprendre les différentes voies par lesquelles l'argent est acheminé par les donateurs aux gouvernements bénéficiaires</p> <p>- les problèmes de définitions</p>
<p>Intégration de la budgétisation sensible au genre dans l'agenda de l'efficacité de l'aide</p> <p>Rapport d'étude par pays : le Royaume du Maroc</p>	<p>UNIFEM</p> <p>Nalini Burn</p>	<p>Quelle est la portée et les caractéristiques de l'aide publique au développement au Maroc, prenant comme exemple l'Union Européenne et l'Espagne et comment fonctionne le processus</p>	<p>En 2007, les 5 premiers donateurs étaient la Banque Mondiale, la Commission Européenne, l'Espagne, la France et la Banque Africaine de Développement (BAD)</p> <p>Les questions de genre sont mises en relief de manière transversale</p>	<p>formaliser le groupe d'harmonisation de l'aide avec la participation des ministères centraux clés, le MEF, le Ministère des Affaires Etrangères et de la</p>

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
		budgétaire au Maroc et quel est l'état d'avancement des réformes.	<p>les objectifs et les indicateurs de performance - qui sont déclencheurs de déboursement futurs, en conformité aux modalités de financement-, ne ciblent pas les questions de genre,</p> <p>Il n'y a pas d'allocations budgétaires particulières ciblant □□ spécifiquement l'égalité entre les sexes, ni de suivi institutionnel des allocations des ressources</p> <p>L'utilisation des outils d'intégration du genre n'est pas contraignante</p>	Coopération ainsi que le mécanisme national de mise en oeuvre de la SNEES.
Etude sur « Essai d'estimation des coûts de mise en œuvre des OMD gendérisés» , 2008	Etude sur ONU FEMMES pour le compte du MEF	Comment estimer les couts des OMD gendérisés ?	la réalisation d'ébauches d'évaluations financières des besoins nécessaires d'ici 2015 afin d'atteindre certaines cibles stratégiques des OMD sensibles au genre	la nécessité de l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté; la nécessité de la coordination entre différents départements aux niveaux national, régional et local
<p>OMD</p> <p>Rapport National 2005</p>	Royaume du Maroc	<p>C'est un rapport participatif gendérisé qui évalue la réalisation des OMD au Maroc</p> <p>Le genre est pris en compte dans tous les OMD</p>	Tous les OMD sont gendérisés et l'information désagrégée par sexe est disponible pour toutes les cibles pour les 8 objectifs	<p>Le financement des OMD</p> <p>Et le calcul des coûts pour leur réalisation</p>
Le rapport Maroc première consultation nationale sur l'efficacité de l'aide Mai 2010	Espace Associatif , AMTDAS et LDDF	Qu'en est il du suivi de l'efficacité de l'aide par les ONG marocaines ?	Les OSC ont insisté sur l'efficacité du développement décliné en 3 axes de réflexion considérés comme essentiels :	diversifier les sources de financement

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
			La redevabilité, l'autonomie et l'indépendance du secteur associatif et l'égalité de genre	disposer d'une stratégie d'action claire renforcer les capacités
Les Objectifs de Développement du Millénaire, Dix ans après : Où en sommes-nous dans la réalisation des ODM ? Rapport de la société civile déc. 2010	Espace Associatif ; Aziz Chaker	Quelle analyse et évaluation fait la société civile des ODM au Maroc	.Les OMD dans leur conception même évacuent des thèmes aussi essentiels que la réduction des inégalités et la justice sociale l'interdépendance des problèmes de la pauvreté (monétaire, géographique, socioculturelle), de l'éducation et de la santé, avec une dimension genre structurelle et caractérisée. Il a été aussi démontré l'inexistence d'une politique sociale globale et intégrée.	« faire face à la rigidité à la baisse des inégalités sociales »
Les OMD au Maroc Partenariat, financement et efficacité du développement, juin 2010	Espace Associatif ; Aziz Chaker	Qu'en est il de l'OMD 8 au Maroc	La BM ne doit pas figurer comme la première donatrice de l'aide au développement au Maroc, car la grande partie de ces fonds sont des prêts et non pas des dons Chaque année, des montant APD importants en USD affectés au Maroc, ne sont pas déboursés. La capacité des organisations de la société civile à agir directement sur les vis-à-vis des bailleurs de fonds reste encore faible. Elles ont tendance à se confiner le plus souvent dans le rôle d'agences d'exécution ou de prestation de	Elaboration d'une politique fondée sur les besoins et non sur l'offre Renforcement des capacités des ONG

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
			services.	
Méthodologie pour l'intégration effective des thèmes transversaux, Programme Indicatif de Coopération 2010-2013 Maroc	Ambassade de Belgique	Quelle méthodologie pour l'intégration du genre dans les programmes de coopération ?	Le PIC 2010-2013 pour le Maroc retient cinq thèmes transversaux dont l'égalité des hommes et des femmes.	l'identification, la formulation, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation des interventions
ETUDE RELATIVE A L'ALIGNEMENT DE LA COOPERATION BILATERALE DIRECTE BELGE AU MAROC N° 09-10/FDM À la demande de la DG de la Coopération au Développement RAPPORT D'ÉVALUATION ACE EUROPE, mai 2010	Amabassade de Belgique	évaluer les opportunités et les risques institutionnels relatifs à l'alignement de la coopération bilatérale directe belge au Maroc	le Maroc ne dispose pas de stratégie globale de développement et qu'il est difficile avec des stratégies sectorielles de créer des synergies entre elles tenant compte des domaines transversaux tel que l'égalité de genre.	Création de synergies entre les stratégies sectorielles
Rapport sur l'intégration du genre dans la coopération belgo-marocaine, Youssef Belal Octobre 2009Consultant (rapport d'atelier du organisé par la coopération belgo-marocainesur le thème de l'intégration du genre dans le PIC 2010-2013	Amabassade de Belgique	l'intégration du genre dans la coopération belgo-marocaine, particulièrement sur les indicateurs sensibles au genre qui serviraient au suivi et à l'évaluation du PIC	Plusieurs indicateurs d'impact et d'effets sensibles au genre ont été proposés dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau	Elaboration d'une étude sur la prise en compte du genre dans deux secteurs prioritaires de coopération : agriculture et eau
CADRE DE PARTENARIAT STRATEGIQUE POUR LE ROYAUME DU MAROC	Document de la Banque mondiale Rapport No. 50316-MA	Discuter et de s'informer sur les programmes d'activités ainsi que des domaines où la coopération peut	l'APD ne représente qu'une proportion relativement faible (moins de 5 %) des dépenses annuelles totales de l'Etat	Le gouvernement a demandé à la Banque et aux autres bailleurs de

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
2010- 2013 Janvier 2010		être renforcée pour mieux servir le développement du Maroc	<p>La coordination des bailleurs de fonds s'est améliorée, aidée par la solidité des programmes nationaux et le rôle actif du gouvernement. Le WBG s'est engagé à renforcer la collaboration et l'harmonisation.</p> <p>Les systèmes nationaux sont déjà au coeur des mécanismes de soutien des bailleurs de fonds Les systèmes nationaux du Maroc et son engagement à les renforcer davantage soutiennent le programme de développement national et le cadre d'intervention des bailleurs de fonds.</p>	<p>fonds d'accroître le recours à l'utilisation des systèmes nationaux, conformément à leurs engagements de la déclaration de Paris (2005) et au programme d'action d'Accra (2008).</p> <p>Le gouvernement souhaite voir des progrès tangibles sur la voie de cet objectif pendant l'exécution du CPS.</p> <p>Poussant plus loin les processus décrits ci-dessus, la Banque honorera son partenariat avec le gouvernement pour évaluer les systèmes, identifier les voies d'amélioration, investir dans le renforcement des capacités et accompagner la mise en oeuvre de ces changements, dans l'objectif d'accroître progressivement l'utilisation des systèmes nationaux.</p> <p>Le paragraphe 15 du programme d'action d'Accra stipule que « Les bailleurs acceptent de recourir aux systèmes nationaux comme la solution de première intention pour les programmes d'aide à l'appui d'activités gérées par le secteur public [...]».</p> <p>Dans le cas où les bailleurs choisissent plutôt de recourir à des mécanismes d'acheminement de l'aide autres que les systèmes nationaux (notamment à des unités parallèles de mise en oeuvre des projets),</p>

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
				ceux-ci devront expliquer ouvertement les raisons de ce choix et réexaminer leur position à intervalles réguliers. »
Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains Volume XI PAGE 200(2010)	BAD Division des statistiques économiques et sociales Département de la statistique Web site: http://www.afdb.org/statistics	Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains 2010 comprend trois principales parties dont la première présente l'article spécial sur la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et le renforcement de l'autonomie des femmes en Afrique : Les perspectives de la Banque africaine de développement ; la deuxième partie focalise l'attention sur les progrès des pays africains vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement et comprend trois sections présentant des données comparatives croisées par pays sur le genre, la pauvreté et l'environnement; la troisième partie présente des données spécifiques détaillées pour chacun des 53 pays.	Etablis dans des tableaux retraçant l'évolution des indicateurs Par pays p 200	Objectif 8 : – Mise en place d'un partenariat mondial pour le développement La coopération internationale et le partenariat mondial sont des éléments essentiels pour atteindre les OMD. Des progrès ont été réalisés dans la promotion de la coopération internationale .En effet, l'aide au développement à l'Afrique a augmenté en 2008 en dépit de la crise financière et économique mondiale tout en restant bien en deçà de l'engagement de 0,7 pour cent pris par les pays membres de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE).
Comment faire avancer le statut avancé UE-Maroc? mars 2010	Larabi Jaidi & Iván Martín Institut européen de la Méditerranée (IEMed.) Consortium formé par :Gouvernement de la Catalogne Ministère espagnol des affaires étrangères et de la coopération Municipalité de Barcelone	L'étude se penche sur le potentiel, secteur par secteur, du Statut Avancé, formulant des propositions pour le faire évoluer. le grand défi est maintenant de rendre opérationnelles les possibilités créées par le Statut Avancé, de lui donner de la substance, d'autant plus que l'analyse du Document conjoint et sa première année d'application rendent légitimes quelques doutes sur la valeur ajoutée de ce nouveau cadre par rapport à la	D'après la vision marocaine, ces quantités d'aide restent en deçà de ses attentes et ses capacités. En effet, en termes de quantités par habitant elles restent à un niveau très modeste de 6 euros par habitant et par an, toujours substantiellement inférieures aux quantités allouées à des pays de petite taille comme la Tunisie, le Liban ou la Jordanie En tout cas, il est clair que la Commission a déjà entamé, par le biais de la répartition des fonds (ou plutôt des taux d'augmentation de l'assistance financière aux différents partenaires), un processus discret de différenciation, en ligne avec les principes formulés dans les documents de stratégie de la PEV	Vers un Fonds de cohésion UE-Maroc ? Or, à l'évidence, le niveau actuel de l'assistance, même s'il a augmenté de façon soutenue depuis 1995, tant en termes absolus qu'en euros par habitant, ne suffit ni pour mener une politique de convergence réelle entre le Maroc et l'UE, ni pour faire face aux grands défis

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
		<p>Politique Européenne de Voisinage, mise en oeuvre depuis 2005</p> <p>Si le Statut Avancé s'inscrit, de fait, dans la même logique que la Politique Européenne de Voisinage et utilise pour autant la même « boîte à outils » que la PEV, et donc que l'élargissement, il doit encore prouver sa pertinence et sa nécessité par rapport à celle-ci. Mais le Statut Avancé</p>	<p>depuis 2003. Il est aussi clair que si, au sein de la Méditerranée, cette différenciation semble privilégier clairement le Maroc, ce n'est pas du tout le cas si l'on compare l'ensemble du voisinage, où l'assistance de l'UE aux pays de l'Est de l'Europe semble avoir un dynamisme plus important qu'en Méditerranée.</p>	<p>socioéconomiques auxquels doit faire face le Maroc.</p> <p>Dans le meilleur des cas, le montant par tête ne dépassera pas le 6,5 euros par habitant et par an en 2013. Cela est une avancée certes importante par rapport aux 4 euros par habitant et par ans alloués en 2006, mais s'avère insignifiante en comparaison avec les 200 euros par habitant et par an considérés nécessaires au sein de l'UE***.</p> <p>Quant aux modalités de l'assistance, il est évident que l'évolution de la logique de coopération par projet vers l'aide budgétaire sectorielle qui absorbe déjà 100% de l'assistance au Maroc a été un pas en avant important en termes d'efficacité. Cependant, si l'on veut effectivement créer un espace économique euro-marocain, la logique de la coopération qui l'a emporté jusqu'à présent doit être remplacée par une logique d'intégration au niveau de l'assistance financière (comme complément, par exemple, de la convergence normative). Cette logique est sous-jacente, par ailleurs, à la Politique Européenne de Voisinage. Sans convergence réelle et une politique de convergence avec des</p>

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
				objectifs clairs, la convergence réglementaire et la libéralisation des échanges perdent une bonne partie de leur sens.
Mid-Term Review of the Country Strategy Paper Morocco 2007-2013 and National Indicative Program 2011-2013	UE http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/2011_enpi_csp_nip_morocco_en.pdf	<p>proposer pour la programmation 2011-2013 principalement certains programmes de coopération qui, tout en poursuivant les axes stratégiques prioritaires fixés dans le document stratégie pour la période 2007-2013, relèvent de nouveaux secteurs d'intervention ou tiennent compte des nouvelles priorités dans certains secteurs.</p> <p>A noter qu'un certain nombre de thématiques transversales seront prises en compte dans les différents programmes proposés, en fonction des spécificités des programmes et des secteurs d'intervention: l'approche « genre »; l'environnement ; la bonne gouvernance ; la régionalisation/l'approche territorial</p> <p>La priorité sociale, notamment dans les domaines du développement des zones rurales, de la santé, et de l'habitat, demeure un axe essentiel de la stratégie d'intervention, en cohérence avec le DSP. Toutefois, le poids accordé à chaque priorité du DSP dans ce nouveau PIN a été modifié par rapport au PIN actuel pour pouvoir répondre au défi que constitue la mise en oeuvre du document conjoint sur le statut avancé.</p> <p>En particulier, le rapprochement de la législation marocaine avec l'acquis communautaire, la modernisation de la gouvernance institutionnelle et le renforcement institutionnel dans le cadre de cette feuille de route vers le statut avancé</p>	<p>Programme de Promotion de l'Égalité hommes/femmes</p> <p>Description du programme</p> <p>Ce programme comprendrait trois volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un premier volet juridique (appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de cadres juridiques et réglementaires, en particulier le code de la famille, une loi incriminant la violence à l'égard des femmes, une loi contre le travail domestique des filles mineures etc.). • Un second volet institutionnel et social, portant notamment sur la promotion du rôle de la femme dans le progrès économique et social, accompagné d'actions concrètes dans des domaines spécifiques tels que l'éducation, la formation, ou la lutte contre la violence à l'encontre des femmes. • Un volet de communication, avec la promotion de la culture de l'égalité notamment à travers des actions de sensibilisation et de formation. 	<p>Résultats attendus</p> <p>D'un point de vue juridique: (i) cohérence globale de la réglementation marocaine par rapport aux conventions internationales ratifiées par le Maroc portant sur l'égalité entre les hommes et les femmes, dans tous les domaines (civil, politique, économique, social et culturel), (ii) application effective par tous les opérateurs du système de la réglementation relative aux droits des femmes.</p> <p>D'un point de vue institutionnel et social: rendre effectifs pour les femmes les droits de seconde génération, garantissant notamment leur protection civile et sociale en cas de viol de leurs droits ; amélioration de l'accès au travail décent et à la protection sociale ; participation accrue et meilleure visibilité des femmes dans la vie économique et sociale.</p> <p>D'un point de vue culturel: face aux résistances des attitudes, normes et valeurs de la société, connaissance, compréhension et intériorisation du concept de "droits (universels) des femmes" dans ses diverses expressions (civiles, politiques, sociales,</p>

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
		<p>nécessitent une augmentation considérable de l'allocation financière allouée à la priorité « Appui institutionnel ».</p>		<p>économiques et culturelles) par la diffusion d'une culture de l'égalité.</p> <p><i>Mise en oeuvre et indicateurs de performance</i></p> <p>Ce programme devrait impliquer au moins la participation et le pilotage de deux Ministères (Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité et Ministère de la Justice).</p> <p>Du fait de l'existence d'indicateurs quantifiables, de mesures structurantes et d'expériences passées (et en cours) de soutien à ces institutions, il est envisageable d'adopter une approche mixte: d'une part de type appui budgétaire sectoriel, et d'autre part, pour certaines actions spécifiques avec des acteurs de la société civile, une approche « projet », tout en envisageant une aide complémentaire en renforcement des capacités à définir en cours de préparation du programme.</p> <p>En tenant compte du contexte actuel, il serait possible d'avancer quelques indicateurs de performance, tels que le nombre de ministères ayant mis en oeuvre une politique sectorielle de promotion de l'égalité entre hommes et</p>

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
				<p>femmes, l'adoption de la réglementation relative à la mise en place d'un fonds de pension pour les femmes tel que prévu par le code de la famille, ainsi que le nombre de centres d'assistance aux femmes victimes de violence mis en place.</p> <p>Par ailleurs, dans la mesure où la promotion de l'égalité hommes/femmes reste un sujet sensible, il est fondamental que des stratégies solides soient définies pour impliquer tous les acteurs essentiels pour un travail dans ce domaine.</p>
<p>ENQUÊTE 2008 DE SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DE LA DÉCLARATION DE PARIS : RENDRE L'AIDE PLUS EFFICACE D'ICI 2010 - © OCDE 2008 36-1 2008</p>	<p>OCDE</p>	<p>Evaluation de l'Efficacité de l'aide au regard des principes de la déclaration de paris *</p>	<p>NOTATION CF INFRA TABLEAU</p>	<p>NOTATION CF INFRA TABLEAU</p>
<p>Présentation des résultats de l'enquête CBMS à Essaouira et à Bouabout 2007</p>	<p>Touhami Abdelkhalek Florence Arestoff Najat El Mekkaoui de Freitas Sabine Mage Direction des Affaires Administratives et Générales DCI/SP</p>	<p>Cette étude propose une évaluation empirique des déterminants de l'épargne domestique mais aussi des déterminants microéconomiques de l'épargne des ménages en utilisant une enquête de terrain : l'enquête CBMS « Community Based Monitoring System. L'enquête mobilisée dans cette étude est tout à fait originale puisqu'elle renseigne sur le revenu et la consommation des ménages et couvre un échantillon de la population qui distingue des ménages urbains (ville</p>	<p>L'évaluation empirique des déterminants microéconomiques de l'épargne des ménages que nous avons menée a permis de dégager une évaluation de l'épargne et un certain nombre de comportements en fonction de caractéristiques socio-démographiques des ménages enquêtés.</p> <p>Ainsi nous montrons que la taille affecte négativement l'épargne du ménage et que cette dernière ne dépend pas du nombre d'inactifs ou d'actifs occupés au sein du ménage, et ce particulièrement dans la ville urbaine considérée (Essaouira). Nous montrons aussi qu'en milieu urbain, la prise en compte du genre influence fortement et significativement le comportement d'épargne.</p>	<p>D'autres déterminants restent donc à explorer pour tenter d'observer les spécificités des ménages vivant en milieu rural en matière d'épargne.</p> <p>En particulier la variation des possessions de terres et de bétail, par exemple, ou encore la considération des transferts financiers. Seule une enquête</p>

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
		d'Essaouira) et des ménages ruraux (ville de Bouaboud). Notre objectif est de comprendre le comportement d'épargne de ces ménages en fonction de la zone de résidence mais aussi en fonction d'un certain nombre de facteurs socioéconomiques tels que le nombre d'enfants dans la famille, le nombre d'inactifs, le type de logement... Les données recueillies permettent de mesurer le niveau moyen de revenu et d'épargne dans ces deux villes mais aussi de mieux identifier les déterminants microéconomiques du comportement d'épargne des ménages. Il est toutefois difficile d'en tirer des conclusions au niveau national. Seule une enquête élargie avec un échantillon représentatif de la population nationale permettrait une analyse d'ensemble.	Un homme, chef de ménage, épargnerait davantage qu'une femme chef de ménage. L'hypothèse selon laquelle les femmes épargneraient plus que les hommes est donc remise en cause dans ce cas. Les comportements d'épargne dans le cadre de la commune rurale étudiée apparaissent moins significatifs que ceux obtenus dans le cadre de la commune urbaine. Hormis le revenu qui influence significativement l'épargne des ménages, les autres déterminants considérés tels que la taille, le genre ou encore le statut d'occupation n'apparaissent pas significatifs.	détaillée au niveau d'une population plus importante permettrait d'approfondir ces premiers résultats.
<u>La Budgétisation Sensible au Genre au Maroc</u> <u>Principales réalisations et perspectives</u> Bangkok, Mars 2009	Mr Mohamed Chafiki Directeur des Études et des Prévisions Financières Ministère de l'Économie et des Finances	Axes stratégiques de la BSG Points d'ancrage du genre dans les budgets Bilan des principales réalisations Reconnaissance à l'international de l'expérience marocaine Perspectives de la BSG	Développement des axes stratégiques Reforme budgétaire et CDMT Développement des principales réalisations	Généralisation à l'ensemble des départements ministériels, de la mise en œuvre des différents volets de la réforme budgétaire:
Actualisation des données figurant dans le site « égalité des hommes et des femmes en francophonie » au sujet de la BSG au Maroc	Mr. Mohamed CHAFIKI United Nations Nations Unies Commission on the Status of Women Fifty-second session New York, 25 February – 7 March 2008 HIGH LEVEL ROUNDTABLE Financing for Gender Equality and the Empowerment of Women	PREMIERES RETOMBEEES POSITIVES DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES BUDGETS Premiers impacts de la mise en oeuvre du Code de la famille	Avancée Sur le plan institutionnel Institutionnalisation du Rapport genre accompagnant la Loi de Finances Lettres de cadrage et lettre circulaire du Premier Ministre Avancées sur le plan juridique	Actualisation des données figurant dans le site « égalité des hommes et des femmes en francophonie » au sujet de la BSG au Maroc
Compte-rendu du séminaire sur la	MEF	LA REFORME BUDGETAIRE	☐ ☐ La globalisation des crédits avec comme	La nécessité d'enrichir

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
<p>bonne gouvernance des finances publiques jeudi 22 mai 2008,</p>	<p>DB</p>	<p>L'AUDIT PERFORMANCE DE</p> <p>LE CONTROLE DE GESTION DE</p>	<p>corollaire la démarche de la performance et la programmation budgétaire axée sur les résultats ;</p> <p>☐ ☐ la pluriannualité des programmes et actions en tant que choix stratégique;</p> <p>☐ ☐ L'introduction de l'approche genre dans la programmation budgétaire ;</p> <p><i>L'introduction de l'approche genre ou la réorientation de l'action publique vers la réalisation du développement de la personne humaine</i> est un choix stratégique qui tend à prendre en compte, dans le cadre de la programmation budgétaire, les besoins différenciés des différentes composantes des populations (femmes, enfants...) Elle se matérialise par le renforcement de la responsabilisation des acteurs locaux, l'instauration d'indicateurs pouvant évaluer le degré de satisfaction desdits besoins et l'appréciation de la pertinence des politiques publiques en matière notamment de l'atténuation de la pauvreté et des inégalités</p> <p>L'intégration de l'approche genre a nécessité la mise en oeuvre d'outils de vulgarisation, du développement d'un système de gestion des connaissances et d'une stratégie de communication ainsi que l'accompagnement des départements ministériels dans le sens de l'intégration effective de cette dimension dans la planification et la programmation budgétaire et l'élaboration d'un rapport annuel Genre accompagnant le projet de loi de finances.</p> <p>☐ ☐ La déconcentration des activités et de l'allocation des ressources pour un service public</p>	<p>les rapports de la Cour des Comptes par une appréciation des politiques publiques et des stratégies sectorielles pour mieux orienter les choix du gouvernement et l'aider à définir les priorités</p>

Titre de l'étude /Année	Auteur /commanditaire	Principales questions de recherche	Principaux résultats de la recherche	Défis identifiés
			de proximité; ☐ ☐ La simplification des procédures à travers notamment une meilleure maîtrise des circuits, une adaptation du contrôle à la logique des résultats et une optimisation de l'utilisation des technologies de l'information.	
Rapports d'activités de la direction du budget De 2005 à 2009	Direction du budget	Mobilisation des financements extérieurs	Ventilation de l'APD par source de financement Ventilation par secteur Ventilation par objet : programmes de réformes et projets d'investissement	Les chantiers ouverts

Matrice 2 : Identification des principaux acteurs

	Processus d'aide dans lequel les acteurs sont impliqués	Opportunités et défis identifiés selon une perspective genre	Recommandations pour de meilleurs résultats de l'EG dans les NMA	Identification des besoins en renforcement des capacités
Institutions gouvernementales				
MEF	Négociation Coordination Evaluation et Suivi	Opportunités Réforme budgétaire, (globalisation des crédits contractualisation n déconcentration, partenariat, CMDT et BSG) Défis : Opérationnaliser les indicateurs de performance lors des négociations budgétaires	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude
MAEC	assure la coordination de tous les programmes de coopération mis en oeuvre au niveau national	Opportunités Défis :	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude
MDSFS		Opportunités : Agenda 2011-2015 Défis : Capacité de mise en oeuvre de l'agenda 2011-2015	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude

	Processus d'aide dans lequel les acteurs sont impliqués	Opportunités et défis identifiés selon une perspective genre	Recommandations pour de meilleurs résultats de l'EG dans les NMA	Identification des besoins en renforcement des capacités
HCP	Pour renforcer la gestion axée sur les résultats et améliorer la connaissance, le Haut Commissariat au Plan produit de plus en plus des statistiques désagrégées par sexe	Opportunités statistiques désagrégées selon le sexe peuvent faciliter l'évaluation de l'efficacité de l'aide dans une Perspective genre (PG) au Maroc. Elles sont nécessaires « à la description de la situation de référence afin de cerner les inégalités existantes et d'élaborer des indicateurs de suivi et d'objectifs à atteindre et ce, dans l'objectif de réduire les gaps constatés » Défis : Réaliser les enquêtes budget temps Statistiques du marché de travail dans une perspective genre	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude
Parlement	Au niveau de l'élaboration des stratégies, du suivi et évaluation	Opportunités Le rapport genre doit être un moment privilégié du débat lors de la présentation des lois de finances Défis : Demander plus de transparence par rapport aux flux de l'aide notamment sensible au genre et de son affectation		Processus budgétaire Dans le domaine de l'APD notamment pour ce qui est de l'évaluation selon les critères de la déclaration de Paris
ONG et ONGDF				

	Processus d'aide dans lequel les acteurs sont impliqués	Opportunités et défis identifiés selon une perspective genre	Recommandations pour de meilleurs résultats de l'EG dans les NMA	Identification des besoins en renforcement des capacités
<p>Espace Associatif, réseau d'ONG Association 3ème millénaire pour le développement de l'action associative dans le sud-est (Errachidia), ATMDAS Association marocaine de solidarité et de développement : AMSED Transparency Maroc Organisation Marocaine des droits de l'Homme : OMDH ONGDF Fédération de la ligue démocratique des droits de la femme, FLDDF Association démocratique des femmes du Maroc : ADFM Initiatives pour la protection des droits de la femme : IPDF JOSSOUR (Rabat), Forum des femmes marocaines Amal, femmes en mouvement pour une vie meilleure (Casablanca)</p>	<p>Ne sont pas en général impliquées par les décideurs et donneurs</p> <p>Certaines ONG sont consultées en amont pour l'élaboration de leurs stratégies pays</p> <p>Participent aux consultations nationales sur l'EA et l'ED</p>	<p>Opportunités : Volonté d'implication dans les différentes procédures : de l'élaboration des politiques publiques à l'implication dans les processus et décisions d'allocations de l'aide au développement)</p> <p>les ONG jouent un rôle important dans le champ politique national</p> <p>Défis : Reconnaissance de l'importance du dialogue politique par tous les acteurs</p> <p>Amélioration des compétences des ONG en termes d'indépendance et de responsabilité vis-à-vis de l'Etat et des bailleurs</p> <p>L'efficacité du développement qui doit remplacer la problématique de l'efficacité de l'aide</p> <p>Le droit à l'information</p> <p>Le problème du financement des ONG</p> <hr/> <p>Elaboration d'une la stratégie nationale de développement</p> <p>Le renforcement des capacités nationales pour le leadership</p> <p>De nouvelles procédures qui peuvent aider les ONG à s'investir davantage dans les nouvelles modalités de l'aide, notamment l'appui budgétaire général et l'appui budgétaire sectoriel</p> <p>Le financement des ONG par les donateurs et l'Etat</p> <p>Le financement de l'EG par l'Etat</p> <p>La reconnaissance des ONG en tant qu'acteur de plein droit</p>	<p>Implication en tant qu'acteur au même titre que les autres acteurs dans tous les processus</p> <p>Les ONGDF demandent à ce que L'Etat affecte des ressources internes pour l'EG</p> <p>Les ONG demandent à ce que L'Etat finance les ONG et élabore des critères clairs pour l'accès à ce financement</p> <p>Les ONG demandent à ce que les donateurs puissent financer leurs charges fixes</p> <p>Les ONGDF demandent à ce qu'un fonds spécial regroupant toutes les ressources des donateurs pour cette question soit créé pour le financement de l'EG, à l'instar de ce qui existe dans d'autres pays</p> <p>Les ONGDF demandent à ce que des lignes budgétaires ciblées dédiées à l'EG soient</p>	<p>Le renforcement de leurs capacités : de négociation et de plaidoyer</p> <p>De manière générale (techniques de plaidoyer et de négociation, formation genre, formation sur l'élaboration de stratégies , l'évaluation des projets) et de manière particulière sur le suivi évaluation des politiques publiques</p> <p>L'émergence de champions leaders sur la question de l'EA a aussi été proposée.</p>

	Processus d'aide dans lequel les acteurs sont impliqués	Opportunités et défis identifiés selon une perspective genre	Recommandations pour de meilleurs résultats de l'EG dans les NMA	Identification des besoins en renforcement des capacités
Principaux Donneurs de l'égalité de genre	Groupes thématiques et sectoriels Elaboration des stratégies pays Financent l'EG	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude	Réponses après rencontre de tous les acteurs au séminaire de validation de l'étude
Principales Organisations bilatérales				Oui en expertise genre
Coopération Belge				
Coopération Canadienne				
Coopération allemande				
Coopération espagnole				
Principales Organisations multilatérales				
UE	Précédents + Rôle important dans l'harmonisation de l'aide et chef de file des plusieurs groupes			
ONU Femmes	Préside groupe thématique genre pour les agences des NU Appui technique			Plus de ressources
PNUD	rôle de point focal des bailleurs y compris les agences du SNU pour soutenir le MEF dans la mise en œuvre de la déclaration de Paris. Apporte un appui technique important pour la réalisation des enquêtes de suivi OCDE Chef de file du groupe sur la qualité de l'aide			

Matrice 3 : Evolution des flux d'aide

	Project Support	Sectoral Support (Budget, SWaps, Baskets, Programs)	General Budget Support
<p>Bilateral donors, e.g.:</p> <ul style="list-style-type: none"> • AECID (Spanish Cooperation) • CIDA • Belgium Cooperation 	<p><u>Evolution of amount (2000/2005-2008)/sectoral focus</u></p>	<p><u>Evolution of amount (2000/2005-2008)/sectoral focus</u></p> <p>Programme TAMKINE (2008-2011/2012) \$ 8.400.000</p> <p>Depuis 2005: 6 mill € (TAMKINE) Fonds d'Appui à l'Egalité entre les Sexes Phase II (2005-2011) \$ 4 321 500</p> <p>Programme 2010-2013: genre, environnement, les Droits de l'enfant 8 000 000 €</p>	<p><u>Evolution of amount (2000/2005-2008)</u></p>
<p>Multilateral donors, e.g</p> <ul style="list-style-type: none"> • EC • Banque mondiale • BAD 	<p><u>Evolution of amount (2000/2005-2008)/sectoral focus</u></p>	<p><u>Evolution of amount (2000/2005-2008)/sectoral focus</u></p> <p>19 projets des associations de la société civile pour la promotion des droits de l'Homme en général et des droits de femmes en particulier 6 000 000€</p> <p>PIN prévu 2011-2013 (35 millones) Programmes de reformes et secteurs</p> <p>idem</p>	<p><u>Evolution of amount (2000/2005-2008)</u></p>

	Project Support	Sectoral Support (Budget, SWaps, Baskets, Programs)	General Budget Support
Special funds or budget lines dedicated to advancing women's rights and gender equality, e.g.: <ul style="list-style-type: none"> • Dutch MDG 3 Fund • Norwegian gender budget line • Fund for Gender Equality funded by SIDA and managed by UN WOMEN (former UNIFEM) • Fund for Gender Equality funded by the government of Spain • others 	<u>Evolution of amount</u> <u>(2000/2005/2008) and</u> <u>areas/actos</u>		

Matrice 4 : Responsabilité mutuelle

	Gender equality is included as a crosscutting/targeted issue Yes/No If yes, how and why? If no, why not?	Actor(s) involved	Year process has started	Impact
Gender Equality in National Development Policies/Sectoral Policies	Non Inexistence d'une politique nationale de développement Et l'EG n'est pas prise en considération dans les stratégies sectorielles	Département du Premier Ministre Départements Ministériels		
Performance Assessment Frameworks	Les décideurs considèrent les rapports périodiques concernant les OMD et les rapports genre comme des cadres d'évaluation	HCP MEF	2003 2005	-les rapports OMD Suscitent des débats - Moindre impact des rapports genre
Costing of Gender Equality Goals	Etude sur l'estimation des coûts des OMD gendérisés	MEF	2007	Aucun impact
Public financial management systems/GRB	BSG Mais la genderisation n'est effective qu'en 2007 qu'en 2007	- En 2009, 98% des départements ministériels adhèrent à a Gestion budgétaire axée sur les résultats - Elaboration de 1912 indicateurs de performance	A partir de 2001	une appropriation croissante de la démarche Sur le plan sectoriel, les premiers impacts sont très positifs particulièrement dans les domaines du développement de la femme rurale, de l'éducation et l'alphabétisation et l'accès aux infrastructures de base.

Matrice 5: Recommandations

Formulé par	Adressé à qui ?	Contenu de la recommandation		Qui transmet la recommandation Comment et quand ?
ONG et ONGDF + équipe de recherche	Décideurs	<p>-Parler en termes de l'efficacité du développement - L'élaboration d'une politique de développement national Le renforcement des capacités des ONG, des ONGDF des parlementaires et de responsables de départements ministériels L'implication et la responsabilité de l'Etat dans le financement de l'EG, le financement des ONG et des ONGDF La reconnaissance des ONG en tant que partenaire principal dans la réflexion sur le développement</p> <p>Le renforcement du rôle du parlement</p> <p>L'élaboration de mécanismes de mise en œuvre des réformes politiques et des réformes budgétaires entamées</p> <p>Le droit d'accès à l'information</p> <p>La prise en considération du genre dans les NMA</p> <p>Renforcement des capacités des acteurs : Les mêmes recommandations à l'intention des décideurs Le financement des projets des ONG et des ONG L'harmonisation entre bailleurs et ONG Sensibilisation pour l'Implication du secteur privé international et national pour la mobilisation de fonds alloués à l'EG</p>	Déclarations de Rabat 1 et 2 Consultations nationales sur l'EA	ONU Femmes Medias Lors des forums et réunions nationales, régionales et internationales sur l'EA
ONG et ONGDF + équipe de recherche	Bailleurs			Forums ONUFemmes Rencontres avec les donateurs

Formulé par	Adressé à qui ?	Contenu de la recommandation		Qui transmet la recommandation Comment et quand ?
	Forum de Busan et SNU	Un nouveau partenariat de Développement Démocratique. L'adoption des principes du Droit au Développement Renforcement de capacités de tous les acteurs plus particulièrement par ONU Femmes Suivi évaluation de l'aide non budgétaire par l'OCDE Le renforcement de l'équipe d'ONU Femmes Rabat pour une plus grande implication dans l'agenda de l'EA		Forum de Busan Séminaire de validation de l'étude
	Recommandations à l'intention des ONG et ONGDF	La coordination entre les ONG et les ONGDF La création d'un réseau d'ONG sur l'efficacité de l'aide/efficacité du développement dans une perspective genre L'émergence de champions leaders sur la question de l'EA en partenariat avec l' Université La professionnalisation du travail des OSC ; Les DESC doivent être inscrits dans les agendas des ONG . La reconnaissance de l'EG dans les principes des ONG et la prise en considération du genre dans les activités de toutes les ONG Le Renforcement des ressources humaines salariées des ONG expertes dans le domaine		Rencontres avec les ONG et ONGDF sur l'EA Réunions du groupe de réflexion créé sur l'efficacité du développement

Matrice 6 : SWOT

<p style="text-align: center;">Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Maroc ne dépend pas de l'APD • Engagements internationaux sur l'Efficacité de l'aide et l'égalité des genres (CEDAW) • Stratégie nationale et stratégies sectorielles pour l'égalité des genres, agenda de l'égalité des sexes • Processus de réformes de la gestion des Finances publiques : budget axé sur les résultats sensible au genre • Bon alignement , stratégies bailleurs avec engagements sur l'Egalité des genres • Prévisibilité de l'aide • Rôle important des ONG 	<p style="text-align: center;">Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence de stratégie nationale de développement • Droit à l'information limité essentiellement de la part des décideurs ; impossible d'avoir des informations sur les flux d'aide sensibles au genre • Manque d'intérêt et d'implication des décideurs : • Faible redevabilité des différents acteurs • Gestion axée sur les résultats non généralisée • Absence de dialogue politique entre les acteurs • Faibles capacités des ONG et certains décideurs • Manque de ressources humaines et matérielles pour les ONG • Faible coordination entre les ONGDF
<p style="text-align: center;">Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelles modalités de l'aide • Cadre politique institutionnel favorable • Société civile vivement intéressée par le sujet • Demande de Renforcement des capacités dans le domaine 	<p style="text-align: center;">Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transversalité du genre • Contexte politique conservateur • L'Egalité des Genres n'est pas une priorité et les mécanismes de mise en œuvre des politiques de l'EG risquent de ne pas être élaborés • Approche technique du processus de l'efficacité de l'aide • Crise budgétaire européenne et baisse des financements

Matrice 7 : Renforcement des capacités

	ONGDF	ONG	Parlementaires	Groupes de Femmes
Connaissance de la DP et les NMA forums internationaux sur le financement du développement, le rôle de l'OCDE et de l'ECOSOC dans le domaine de la coopération, les activités des ONG et ONGDF sur le plan international pour l'efficacité du développement		+	+	+
Prise en considération du genre dans les politiques publiques, sectorielles			+	+
Outils pour l'évaluation des couts			+	+
BSG Gestion des finances publiques Suivi évaluation des politiques publiques dans une perspective genre avec une production de guides de vulgarisation	+	+	+	+
Statistiques désagrégées selon le sexe	+	+	+	+
Lobbying et plaidoyer	+	+	+	+
Techniques de négociation	+	+		
Les mécanismes de recherche de financement	+	+		
la formulation de l stratégies et plans d'action .	+	+		
les procédures qui peuvent aider les ONG à s'investir davantage dans les nouvelles modalités de l'aide, notamment l'appui budgétaire général et l'appui budgétaire sectoriel	+	+		

	ONGDF	ONG	Parlementaires	Groupes de Femmes
le travail en réseau en général et dans le domaine de l'Efficacité du développement	+	+		
sensibilisation pour les décideurs pour la connaissance des droits des ONG et de leur rôle en tant qu'acteur principal dans la réflexion sur le développement			+	

+ : besoins en termes de renforcement de capacités

ANNEXE II : LISTE DES ORGANISMES ET PERSONNES CONTACTEES

RESEAUX D'ONG ET ONG

1. AMSED (Rabat) : Association Marocaine de solidarité et de Développement

Hamid BENCHRIFA, Président du Conseil d'administration

Aziz CHAKER, Secrétaire général du Conseil d'Administration

Abdelkader MOUMANE, Directeur exécutif

2. Espace associatif (Rabat)

Yassir OUCHEN, Chargé de projets/Dépt Mobilisation Plaidoyer

Saïd TBEL , Coordinateur de projets

3 FMAS (Rabat), Forum marocain Alternatives Sud

Karine LACASSE , Responsable du service financement

4. Amal, femmes en mouvement pour une vie meilleure (Casablanca)

Sâadia Sâadi, Présidente

5. Association Chaml pour la famille et la femme (Kénitra)

Khadija Amiti, Présidente

6. ADFM (Rabat)

Association Démocratique des Femmes Marocaines

Amina Lotfi, Vice-président nationale

7. FLDDF (Casablanca), Fédération de la Ligue des droits des femmes

Mustpaha Chaffiai

8. IPDF (Fès) , Initiative de protection des droits des femmes

Ilhem Oudghiri, Membre du Bureau exécutif

9. JOSSOUR (Rabat)Jossour. Forum des femmes marocaines

Ghizlaine Benachir, Présidente

DONNEURS

1. ONU Femmes Rabat

Mme Leila Rhiwi : Chargée du Bureau pour l’Afrique du Nord

Mme Nalini Burn : Conseillère Régionale sur la BSG

Mme Saadia Sifi : Associée au programme BSG

2. AECID

Mme. Cristina Gutiérrez Hernández, , Coordinatrice Générale, Coopération Espagnole au Maroc.

M. Vicente Ortega, Coordinateur Général Adjoint, Coopération Espagnole au Maroc

3. Coopération Belge

M. Filip De Maesschalck, Attaché de la Coopération, Ambassade de Belgique à Rabat

M. Herman Boonen, Conseiller de la Coopération Internationale, Ambassade de Belgique à Rabat

4. ACDI

M. Sefiane Benyahya, Directeur de l'Unité d'Appui au programme de la coopération Canadienne au Maroc

5. GIZ

Mme. María José Moreno Ruiz, Conseillère Technique Principal, Intégration de l'approche genre dans les politiques de développement économique et social

Mme. Najia Zirari : Conseillère technique, Intégration de l'approche genre dans les politiques de développement économique et social

6.UE

Mme. Fatima El Kesri, Assistant coordination, section Coopération

Délégation de l'Union européenne au Royaume du Maroc

Mme. Sandra Bareyre, Chargée de Programme Education et Genre, Secteurs Sociaux et Développement Durable

7. PNUD

M.Asier Segurola, Assistant Spécial au Coordonateur Résident

DECIDEURS

1. MEF : Ministère de l'Economie et des Finances,

Direction du trésor et des finances extérieures (DTFE)

Driss el Idrissi Azami, Directeur adjoint

2. MEF : Ministère de l'Economie et des Finances,

Direction des études et des prévisions financières (DEPF)

Ihnach houssine, Chef de service, Service Impact Politiques Sociales

3.MEF : Ministère de l'économie et des Finances

Direction du Budget

Farhat Youness, Chef de division du Financement Bilatéral et de l'Union Européenne

4. HCP : Haut Commissariat au Plan

Akhellaf Ayach

5. MDSFS : Ministère du Développement Social de la famille et de la solidarité

SAIDA DRISSI, Chef de Division des affaires de la femme

ANNEXE III : GUIDES D'ENTRETIENS

Guides d'entretiens donneurs :

I Littérature existante

Votre organisme a-t-il réalisé des études, rapports, notes sur l'efficacité de l'aide ou efficacité de l'aide dans une perspective genre ? Avez-vous organisé des conférences, tables rondes..... sur le sujet ?

Est-ce que vous avez projeté des études qui n'ont pas abouti ? si oui pourquoi ?

II identification des principaux donneurs pour l'égalité de genre

- identifier les cinq principaux donneurs (multilatéral, bilatéral, OING, fondations privées...) qui financent l'égalité de genre au Maroc

III Coordination /harmonisation

- 1) 2-8 Existe-t-il des groupes thématiques genre ? D'autres mécanismes de coordination ? Est-ce qu'ils sont actifs ? Qui participe? Qui coordonne ? ont-ils réussi à introduire le thème de l'égalité de genre dans d'autres groupes de travail?
- 2) Est-ce que la coordination mise en place entre donneurs pour l'harmonisation ...fonctionne bien ? Sinon pourquoi ?
- 3) Existe t il une coordination avec les autres acteurs sur les questions de genre?

IV Stratégies d'aide sensible au genre

- 1) Est ce que les donneurs ont une stratégie d'aide commune ?
- 2) Est-ce que les ONG Droits des Femmes jouent un rôle dans l'élaboration de cette stratégie ?
- 3) Est-ce que cette stratégie tient compte des engagements pris pour l'égalité de genre ?
- 4) Sinon avez-vous une stratégie d'aide tenant compte de l'EG ? ou des programmes et projets ?

V Suivi Evaluation de l'aide allouée selon une perspective genre

- 1) Est-ce qu'il existe un cadre d'évaluation transparent de l'aide allouée incluant des indicateurs de résultats sensibles au genre ?
- 2) Est-ce que ces cadres d'évaluation incluent les objectifs relatifs aux engagements internationaux et nationaux sur l'EG ou se limitent aux résultats de certains secteurs ?

- 3) Est-ce qu'il existe des rapports d'évaluation sur l'impact de l'aide allouée selon une perspective genre ? est ce qu'on peut les consulter ?
- 4) Est-ce qu'il existe des rapports périodiques sur le financement de l'égalité de genre ? Sinon pourquoi ?

VI Evolution des montants selon le type de receveur/secteur d'aide alloués dans le domaine du genre depuis 2005

- 1) Quel est le montant de l'aide allouée aux droits des femmes et l'égalité de genre depuis 2005?
- 2) Quel est la part pour l'APD ? quelle est la part pour les autres organisations (ONG....) ?
- 3) et quelles sont ces organisations ?
- 4) quelle est la part pour les ONG de défense des droits des femmes depuis 2005 ? est ce que ces ONG femmes bénéficient de fonds spéciaux ou de lignes budgétaires ?
- 5) Est-ce qu'il existe une répartition de cette aide selon les domaines d'intervention ? et l'égalité de genre constitue il un domaine ? si oui quels sont les secteurs qui sont pris en compte ?
- 6) Quel est le montant alloué pour l'APD pour la réalisation du plan du gouvernement ?
- 7) Combien est dépensé dans l'APD pour le renforcement des capacités en matière de genre?
- 8) Combien d'argent est dépensé pour les réformes de gestion des finances publiques?
- 9) Est-ce que les points focaux genre sont impliqués dans l'élaboration de ces programmes de réformes ?
- 10) Est ce qu'il existe une expertise genre marocaine à laquelle vous faites appel ?
- 11) Est-ce que il existe un financement pour le développement des capacités du pays en matière d'engagements sur l'égalité de genre
- 12) Est-ce que les experts genre dans votre institution sont suffisamment formés en la matière ?

Guide d'entretiens ONG et réseaux d'ONG :

I- Activités relatives à l'aide au développement

- De manière générale et
- selon une perspective genre

1- Avez-vous effectué des études ou organisé des activités relatives à l'aide au développement

- * de manière générale et

* selon une approche Genre

Lesquelles ?

2- Avez-vous produit un rapport sur les flux d'aide ?

- de manière générale et
- selon une perspective Genre ?

Lesquelles ?

II- Appréciation générale

3- Pensez-vous que les structures de base de la gestion de l'aide

* sont transparentes

* incluent des indicateurs mesurables de l'égalité Hommes/femmes et de l'autonomisation des femmes ?

III- Participation

4- Y a-t'il des mécanismes de participation dans l'agenda de l'efficacité de l'aide?

Ces mécanismes garantissent-ils la participation à la prise de décision des activistes féministes dans toutes les phases du cycle planifié et institutionnalisé?

5- Les organisations de femmes et les activistes genre participant- elles au processus de réflexion et d'exécution des nouvelles modalités de l'aide au développement? Sont-elles associées aux dispositifs mis en place et aux décisions concernant l'APD selon une perspective genre ?

7- Savez-vous s'il existe-t-il un dialogue politique sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes?

Si oui, quelle est l'étendue ?

Sous quelle forme s'exprime-t'il ?

Qui y est engagé ?

Et quel en est l'impact ?

8- Pensez-vous qu'il existe des lignes claires de responsabilité et de redevabilité ?

IV- Initiative des ONG ?

9- Quelle est l'apport de votre ong dans la conception, l'élaboration et l'exécution de la stratégie de lutte contre la pauvreté et dans les autres aspects des politiques de développement?

10- Votre ong a-t-elle tenté d'influencer les décisions des donateurs pour améliorer l'aide destinée au genre ?

Si oui, pensez-vous avoir réussi à obtenir gain de cause ?

11- Pensez-vous que vos demandes sont entendues et intégrées dans le dialogue politique ?

12-Existe-t-il une coordination entre ong pour créer un pool d'influence

pour présenter et défendre les activités des associations et votre point de vue en cherchant à cibler le donateur le plus approprié ?

V- L'information

13 Pensez-vous que vous êtes correctement informés-es de tous les engagements concernant les nouvelles modalités de l'efficacité de l'aide et de ses implications (Déclaration de Paris, Agenda d'Accra) ?

14 Pensez-vous que l'information sur les allocations et répartitions des ressources et des revenus accessibles au public est disponible? Y a-t-il au Maroc un droit à l'information (transparence) ?

15 La société civile a-t-elle accès aux informations sur les flux spécifiquement destinés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes?

Y a-t-il des données désagrégées par sexe et les ong y ont-elles accès ?

16- Etes-vous suffisamment informées et formées pour promouvoir l'égalité des sexes inscrite dans les plans nationaux et pour contrôler l'aide dans une perspective genre?

VI- Droit au contrôle

17-La société civile exerce t'elle un contrôle sur les fonds ?

18-Les donateurs et le gouvernement vous impliquent-ils pour contrôler les flux d'aide dans une perspective Genre ?

19-Y a- t'il des systèmes d'analyse et d'audit dans une perspective Genre?

VII- Appréciation des nouvelles modalités de l'aide au développement

20- Est-ce que dans les pratiques, les objectifs et les modalités de l'aide reçue par vous ont changé ?

21- Si oui, comment ?

Est-ce positif ou négatif pour l'intégration de l'égalité de genre dans les priorités de la coopération pour le développement ?

22- Y a-t-il des mesures pour faciliter la fonction de redevabilité de la société civile?

23- Quelles sont les opportunités des nouvelles modalités de l'aide au développement pour votre association ?

24- Quels sont les défis qui se posent à vous pour profiter de manière optimale de l'aide au développement dédiée aux projets relatifs à la promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes en fonction des principes d'alignement et d'harmonisation de l'aide (qui sont 2 des 5 principes des nouvelles modalités de l'aide selon la Déclaration de Paris) ?

25- De quel type d'aide la société civile et les féministes actives en matière de plaidoyer ont besoin pour renforcer

* leur rôle de contrôle concernant l'impact des flux d'aide selon le genre

* et leurs demandes de redevabilité aux gouvernements ?

26- Pensez-vous avoir besoin d'une formation à ce sujet ?

Guide d'entretiens décideurs

I: l'alignement, l'égalité hommes femmes, l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes

Q1 : Procède-t-on de façon coordonnée pour intégrer transversalement et de façon systématique l'égalité des genres dans les approches sectorielles (SWAPs), au sein des secteurs se préoccupant « traditionnellement » de l'égalité hommes-femmes, tels que la santé et l'éducation ; les « leçons apprises » sont-elles transmises aux secteurs où l'on a souvent fait peu cas de l'égalité des genres, comme celui des infrastructures, et à des sphères institutionnelles « novices » en la matière, comme celui de la justice, de la loi et de l'ordre public ?

II : La gestion axée sur les résultats en matière d'égalité hommes-femmes :

Q2 : Les cadres d'évaluation des performances sont-ils transparents et incluent-ils des indicateurs de résultats mesurables pour l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes ?

Q3: Des objectifs-clés spécifiques correspondant aux engagements pris aux niveaux national et international en matière d'égalité hommes-femmes figurent-ils dans ces cadres, ou bien les objectifs à atteindre en matière d'égalité hommes-femmes sont-ils uniquement limités à certains secteurs ?

Q4 : Est-ce que les cadres d'évaluation de la performance (PAFs) sont transparents et incluent-ils des résultats mesurables, sont-ils des indicateurs d'égalité entre les sexes et d'habilitation des femmes ?

III : Finances publiques et gestion axée sur les résultats

Q5 : Combien d'argent est dépensé par des donateurs pour les réformes des systèmes de gestion des finances publiques ? Quels sont les principaux donateurs défenseurs de ces réformes ? Leurs points focaux genre ont-ils été impliqués dans l'élaboration du programme de réforme ? Sont-ils impliqués dans l'exécution du programme ?

Q6 : Les activités de budgétisation sensibles de genre ont-elles eu lieu dans votre pays ? Si oui, quels étaient des résultats principaux ? S'il y a une initiative de budgétisation sensible de genre, qui prend la tête ?

Q7 : Le ministère des finances édite-t-il des rapports réguliers de genre de rapports de budget de genre ? Si oui, sont ces sujets de débat public

IV : Renforcement de la capacité du pays en matière de production de statistiques adaptées

Q8: Quel est le volume (ODA) destiné au financement du renforcement de la capacité du pays à répondre à la demande d'introduire les résultats sensibles genre ?

Q9: Y a-t-il à un soutien proportionné dans le pays pour les systèmes statistiques, de surveillance et d'évaluation de la collection et de l'analyse des données sexe-désagrégées et d'utilisation des indicateurs genre-spécifiques?

V: Base de données, suivi et évaluation

1) Base de données

Q10 : Quel est le pourcentage de l'aide au développement officielle (ODA) comparée au budget national

Q11 : Comment l'ODA total est-il distribué parmi différents modalités et secteurs d'aide?

Q12 : Quelle quantité d'ODA destinée au gouvernement et celle dédiée aux organisations non gouvernementales ?

Q13: Quel est le volume d'aide destiné à la promotion des femmes et à l'égalité entre les sexes ? Quel pourcentage d'ODA concerne l'égalité entre les sexes ?

Q14: Parmi les différentes modalités de l'aide, Quelle affectation en termes de (projets, appui sectoriel de budget, appui de budget général, échanges, fonds de panier, fonds en fidéicomis de distributeur multi) ? quelle est la part destinée aux secteurs directement concernés par la problématique du genre et quelle est la part destinée à être dépensée de manière transversale ? Quels sont les secteurs couverts ? identifiez les établissements ou les organismes réceptifs ?

Q15 : Quel est le volume d'aide destiné aux organismes défendant la promotion et l'égalité entre les sexes en 2005 et 2009/10 ? identifiez les donateurs principaux ? Tirent-ils bénéfice des fonds spéciaux ou des lignes budgétaires consacrées aux à la promotion de l'égalité entre les sexes de avancement ?

Q16 : Quel est le volume (ODA) qui a été engagé dans le pays par les principaux organismes de distribution pour mettre en application l'égalité entre les sexes dans la planification de gouvernement national?

2) Evaluation, suivi et débats

Q17 : Comment est-ce que le gouvernement surveille et évalue l'impact de l'aide sur le genre ? Les rapports sont-ils disponibles ?

Q18 : Y a-t-il des mécanismes en place pour inclure les cibles et les indicateurs sectoriels désagrégés par sexe? Y a-t-il une structure qui vérifie la mise en place de ces mécanismes notamment auprès du HCP, les ministères sectoriels, le ministère des finances et les machineries des femmes ? Y a-t-il des aperçus qui ciblent

spécifiquement cette question ? Ces aperçus sont-ils lancés régulièrement ?

Q19 : Quels sont les cadres d'évaluation d'exécution les plus importants et quelles sont les publications annuelles liées aux politiques de développement national ? Sont-ils publiquement discutés (c.-à-d. dans les médias) ? Comment organise-t-on ces discussions ? La documentation est-elle disponible et accessible ?

Q20 : Quelle est la structure de coordination pour l'enquête de surveillance sur le processus de la déclaration D.C.A. de Paris ? Le pays participe-t-il au module facultatif 2011 de genre ?

Q21 : Les parlementaires soulèvent-ils des questions sur le budget sensible au genre ? Y a-t-il un comité spécifique pour cette problématique ?

ANNEXE IV : LISTE DES TABLEAUX

Tableau I : Indicateurs Economiques

Tableau II : Indicateurs Démographiques Et Socio-économiques

Tableau III : Evolution des financements extérieurs mobilisés (en termes d'engagement et en MDH)

Tableau IV : Types de l'aide par nature d'affectation

Tableau V: Evolution de l'aide internationale canadienne adressée au Maroc

Tableau VI : Les cinq principaux bailleurs de l'EG

Tableau VII : Alignement de l'aide sur les priorités nationales

Tableau VIII : Utilisation des systèmes nationaux de gestion des finances publiques

Tableau IX : Utilisation des systèmes nationaux de passation